

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12596 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 30 JUILLET 1985

## L'échec de l'assemblée des femmes

Depuis leur conférence internationale, organisée par les Nations unies en 1980 à Copenhague, on savait que les femmes pouvaient se comporter comme les hommes à ce genre de tribune, haranguer la foule avec la même ferveur mais aussi, parfois, la même dose de cynisme ou d'hypocrisie. S'exprimant dans les trop réelles querelles politiques qui divisent le monde, elles avaient rejoint au second plan les thèmes qui les touchent d'abord : la planification des naissances, l'emploi, l'exclusion, les discriminations de toutes sortes, etc.

On aurait pu penser que la leçon avait été apprise, que la conférence tenue du 12 au 27 juillet à Nairobi pour marquer la fin de la Décennie de la femme fournirait aux participantes l'occasion de parler des problèmes. Elles ont malheureusement préféré utiliser la caisse de résonance « onusienne » pour un nouvel affrontement des mouvements politiques dominants, étouffant ainsi du même coup leurs propres revendications.

Point-à-Pitre était-il utopique d'attendre autre chose ? L'histoire montre qu'invariablement, lorsqu'il y a conflit, les femmes actives et militantes mettent au second plan leur propre lutte pour se consacrer prioritairement aux combats de la collectivité à laquelle elles appartiennent, tout en sachant qu'il y a de grandes chances pour que les gouvernements les oublient une fois la paix revenue.

Qu'y a-t-il aujourd'hui de plus important pour une femme noire vivant sous le régime de l'apartheid ? Le point de la dot encore bien vivace ? Ou le système politique qui limite ses mouvements et fait d'elle une citoyenne de quatrième catégorie ? Était-il imaginable que des femmes membres de gouvernements représentant de toute façon leurs dirigeants fassent leur autocritique et dénoncent — même en termes modérés — ce qui se passe chez elles ? La représentante indienne pouvait-elle expliquer que, dans son pays, il arrive encore que l'on brûle des femmes dont la famille n'a pas payé la dot ? L'iranienne reconnaît que la révolution islamique n'a pas fait cesser les brimades et la violence physique que font subir certains maris ? L'algérienne pouvait-elle raconter l'histoire des femmes rejetées par leur communauté lorsqu'elles mettaient au monde un enfant hors mariage ?

On pouvait du moins espérer un brin d'irrespect à l'endroit du « système » politique de la part des femmes représentant les associations non gouvernementales qui avaient bien participé à la conférence des États membres de l'ONU.

Cet espoir a été partiellement satisfait. Il n'y a eu aucune innovation, et les débats en profondeur (à l'exception de ceux sur la contraception et la planification familiale) ont été trop rares. De ce forum, on retiendra surtout la confirmation que le mouvement féministe pur et dur des années 60 et 70, dans les pays occidentaux, est décidément bien mort.

On retiendra aussi l'immense fossé séparant les femmes des pays nantis de celles confrontées à un problème de survie. Que veut dire, en effet, l'égalité des salaires quand un travail rémunéré est introvable ? Que pouvait penser une Soudanaise ou une Péruvienne de celles qui réclamaient une rémunération pour les mères restant au foyer ?

Faut-il conclure, de toutes ces carences, à l'insuffisance de ce genre d'assemblées « onusiennes » ? Certes non. Ce serait nier les progrès réalisés dans de nombreux pays en faveur de la femme depuis la conférence de Mexico en 1965. Lieu de rencontre privilégié, ces assemblées encouragent les gouvernements, du simple fait qu'elles existent, à reconnaître que les femmes sont victimes d'injustices spécifiques et qu'il faut trouver les moyens d'y remédier.

(Lire nos informations page 7.)

## Guadeloupe : les chefs séparatistes souhaitent un retour au calme

C'est ce lundi 29 juillet à 8 heures, heure locale (14 heures en métropole) que la chambre des appels correctionnels de Basse-Terre devait se réunir pour se prononcer sur la deuxième demande de mise de liberté de Georges Faisans, le militant indépendantiste guadeloupéen emprisonné à

Fresnes qui fait la grève de la faim depuis le 3 juin. La décision de la chambre conditionnera l'évolution de la situation en Guadeloupe, où le week-end s'est passé sans incident. Tous les milieux politiques, sociaux et religieux de l'île espèrent qu'une décision positive permettrait le retour au calme.

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — A tout prendre, cette ville abandonnée aux indépendantistes, ce week-end aux allures de lendemain de coup d'Etat tropical, cela valait sans doute mieux que le « profond dérèglement », que l'« onde de choc », comme le dit le préfet, M. Maurice Sabourin, enregistré trois jours et trois nuits durant en Guadeloupe.

Samedi comme dimanche, Pointe-à-Pitre a baigné dans l'anachronisme, créée à 100 %, car vidée de ses habitants « métro », assiégée ou plutôt occupée pour prévenir les assauts d'un adversaire absent. Coupée en deux — le centre nationaliste, la périphérie départementaliste — citée sans queue ni tête, en tout cas sans état de droit. Personne, pourtant, ne paraissait s'en plaindre. Pointe-à-Pitre était calme et, au moins, on ne s'y battait plus.

Il y avait même comme un soulagement à apprendre la géographie des derniers dangers à éviter : l'approche à vitesse réduite des barrières où des manifestants accor-daient des droits de passage à la tête du client, le franchissement du pont reliant Grande-Terre et Basse-Terre,

derniers jours, par la décision de trois magistrats de la cour d'appel, pouvait aussi bien marquer la fin d'un cauchemar encore léger qu'être une accalmie. « Un simple creux de vague », selon M. Sabourin, avant une plus forte lame. Les indépendantistes n'étaient d'ailleurs pas les derniers à redouter publiquement la perspective d'une reprise des hostilités.

Les coups de sang de la Guadeloupe sont connus. Frondeuse, ardente, violente, de plus en plus soumise à la pression séparatiste, l'île s'échauffe vite. Le temps d'un défilé de rue ou d'une paralysie économique. Mais on est sans doute passé mercredi, jeudi et vendredi derniers, bien près du pire. Du préfet aux responsables du Comité de coordination pour la libération de Georges Faisans — qui regroupent une quinzaine d'organisations « patriotiques » — une référence est sans cesse revenue dans les récus : les événements guadeloupéens de mai 1967.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 6.)

## La crise s'aggrave chez les socialistes du Nord

Le malaise s'aggrave chez les socialistes du Nord, après la confirmation de la fermeture, à moyen terme, de l'usine de Trith-Saint-Léger, malgré l'engagement solennel pris par le premier ministre que cette fermeture n'interviendrait pas tant que les emplois industriels de remplacement n'auraient pas été « effectivement créés ».

De notre envoyé spécial

Valenciennes. — Betty Holin, trente-six ans, secrétaire de la section socialiste de Trith, ne cache pas sa colère. « Il est impensable que l'usine soit fermée, dit-elle. Laurent Fabius remet en cause les promesses de Pierre Mauroy, et cela, nous ne pouvons l'accepter ».

Pour bien faire comprendre leur détermination, Betty Holin et les trois autres élus socialistes au conseil municipal (1) ont adressé, samedi 27 juillet, à Guy Allouche, secrétaire départemental du PS, leur démission du parti. « Il était acquis dans nos rangs que l'usine de Trith avait une importance stratégique pour l'avenir », déclarent-ils notamment, avant de reprocher au gouvernement comme aux « élus et ministres du Nord », d'abandonner cet « objectif fondamental ».

Dans les corridors de Trith-le-Poirier, cette cité de deux mille cinq cents habitants (soit près de la moitié de la population totale de la commune) où s'alignent, aux portes même de Valenciennes, des petites maisons de briques rouges qui faisaient partie, il y a encore quelques

années, du patrimoine d'Usinar, les gens se sentent trahis, abandonnés. « Tous les ouvriers sont devenus propriétaires de leur logement », précise Betty Holin ; il y en a qui ont été mutés de Denain ou de Neuvilles-Maisons et qui ont été obligés d'acheter. Qu'est-ce qu'ils vont faire maintenant ? Les Holin sont de ceux-là. « Depuis plusieurs mois, on nous presse même d'acheter les garages », ajoute-t-elle.

Son mari, Joël, trente-huit ans, travaille à l'usine Unimetal. Il est le responsable de la section CFDT, laquelle dépasse désormais la CGT (avec 48 % des voix contre 44 %). Les créations d'emplois, il n'y croit pas. « On a vu ce qui s'est passé à Denain, dit-il, et ce qui s'est passé en Lorraine ». Il n'est pas le seul à exprimer son scepticisme. Tous le soulignent : « S'il était possible de créer huit cents emplois, étant donné le taux de chômage dans la région, on l'aurait fait sans attendre ». Maintenant l'usine est donc indispensable.

Pour Joël Holin, « le PS se défile », et les élus, reçus vendredi par le premier ministre, « ont balisé pavillon ». Quant au PC, « il en profite pour essayer de remonter son audience ». Reste la lutte, « la plus spectaculaire possible », pour tenter d'éviter l'opinion — et de mobiliser la population, qui est encore, comme le dit Betty Holin, « en état de choc ».

Les ouvriers de Trith sont d'autant plus abattus que l'usine avait été renommée, il y a quelques années et que Pierre Mauroy avait annoncé, en 1983, la poursuite de cette modernisation. On se croyait tiré d'affaire. « C'était comme une flamme qui reprenait légèrement », dit Christian Falala, autre élu socialiste démissionnaire, psychologue clinicien dont la femme tient la pharmacie de Trith-le-Poirier. Christian Falala compare la population de Trith — 6 000 habitants — à un navire qui commence à sortir la tête de l'eau et à qui on donne le dernier coup de pelle.

Ce coup de pelle, aucun doute, c'est Laurent Fabius qui en est responsable. « Fabius, ils ne peuvent pas l'encenser ici, c'est par instinct », affirme Christian Falala. « Mauroy, on lui reproche de n'avoir pas su faire respecter son engagement. On pense qu'il aurait dû monter un créneau plus vite ». « Mauroy nous a sauvés une fois, dit Betty Holin, mais est-ce qu'il avait encore le poids à Paris ? »

THOMAS FERENCZI.

(Lire la suite page 6.)

(1) Le conseil municipal de Trith dirigé par René Carpentier (PC), comprend 21 communistes ou apparentés, 4 socialistes et 4 élus de l'opposition.

## La culture arabe aujourd'hui

### 1. — Le malaise

par TAHAR BEN JELLOUN

Un homme est installé dans sa voiture américaine, face à la mer. Il n'admire pas le mouvement des vagues ; il regarde la télévision. Il est seul. Sa femme et ses enfants sont à la maison, occupés chacun dans un coin à regarder qui un film d'action, qui un feuilleton égyptien, qui une émission sur les arts martiaux. C'est une des images du film *Vidéo sur sable* du réalisateur syrien Omar Amrallah. Cela se passe au Koweït, un des plus gros importateurs d'appareils de télévision et de vidéo dans le monde arabe.

Une femme, veuve, la cinquantaine, avoue consommer une moyenne de dix heures par jour de programmes et de films. Elle qui n'a pas tellement l'habitude ou l'occasion de sortir, elle est satisfaite : le monde extérieur lui est livré en images à domicile. Pas le temps de lire ou de passer des soirées chez des amis. Elles aussi sont en face de la télévision. Le matin, elles se téléphonent pour commenter les images de la veille.

Les pays du Golfe importent pour leur seule consommation intérieure, un total d'appareils de télévision et de vidéo qui dépasse le nombre d'appareils vendus dans tous l'Europe. Le public arabe regarde n'importe quoi, pourvu qu'il y ait de l'action. C'est un public soumis et qui nous confie un pouvoir énorme. On peut lui brouiller la tête avec n'importe quoi. Celui qui fait ce constat est M. Souleiman Daoud, ancien directeur du Centre international de la vidéo à Koweït. Il contrôlait le gros du marché de la

vidéo dans le monde arabe et participait ainsi à la production d'un nombre important de films égyptiens.

Que quel soit le jugement qu'on est amené à porter sur l'état actuel de la culture arabe, on ne peut ignorer les ravages de la vidéo dans les pays du Golfe. Phénomène récent et certainement passager, mais qui bouleverse les mentalités (des enfants surtout) et appauvrit l'imaginaire d'une société qui a disparu.

« Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser elle-même », nous dit Jamad Eddine Bencheikh, algérien, directeur du département des études arabes à l'université Paris-VIII, un corps escapistique qui reçoit toutes sortes de choses sans avoir des structures de pensée qui nous permettent de passer convenablement nos problèmes.

Le malaise est présent dans les différents secteurs de la culture arabe. Il n'est pas, cependant, le large domaine des cultures populaires qui, même si elles sont menacées par la récupération folklorique, se maintiennent vives, en marge des institutions.

Personne ne festoie. Les créateurs comme les consommateurs sont conscients que la culture arabe telle qu'elle apparaît aujourd'hui est mal en point. On parle de crise, de vide et même de décadence. Rares sont ceux qui dépassent le constat.

Culture à ce point fragmentée, disparue, inutilisée entre le modernisme et le traditionalisme (figer la société dans ce qu'elle fut), nostalgique et sans projet cohérent ou alors inféodée au politique, tout cela ne peut qu'accroître le retard dont parle l'historien marocain Abdallah Laroui dans un livre paru en 1974 *La Crise des intellectuels arabes* (1) : « La culture arabe, dans son expression primordiale relative à l'identité de l'être arabe, à son statut dans l'époque et dans le monde moderne, au sens de sa spécificité... ou point que l'homme arabe ordinaire doute de lui-même ».

Des voix solitaires essaient de se faire entendre, notamment en poésie, mais la encore ce sont des esquisses de la déchéance et du désespoir ; des constats qui acquiescent au silence (« à quoi bon écrire ? ») ou au suicide, comme ce fut le cas du poète libanais Khalil Hawi, qui s'est tiré une balle dans la tête le 6 juin 1982, le jour où l'armée israélienne a envahi le Liban.

Pour la journaliste et cinéaste libanaise Jocelyne Saab, qui vient de tourner à Beyrouth dans des conditions très difficiles son premier long métrage de fiction, « la culture arabe est malade, ou plutôt c'est l'esprit général qui est atteint. Nous sommes dans une période où l'on a peur des idées. A cause de la vague intégriste, j'ai dû me cacher pour exprimer en images certaines idées. Pour créer dans nos pays, il faut être capable de soulever des montagnes. A partir du moment où les idées font peur, c'est qu'on est en pleine décadence ».

(Lire la suite page 13.)

(1) Ed. F. Maspero.

## CIA contre Kadhafi

**Vahé Katcha LE PROVOCATEUR**

Un homme seul face à la puissante administration Reagan

plus précis qu'une enquête plus réel qu'un document

un récit exaltant de Vahé Katcha

ENCRE

304 p. 75 F.

distributed par Hachette

## Le Monde

**ÉCONOMIE**

**L'absentéisme toujours présent**

Un phénomène en recul mais une minute d'absence coûte 1 franc. Solution : changer la vie au travail

**Algérie :**

**le retour à la terre**

Après l'échec de la « révolution agraire » le secteur privé est encouragé et le domaine socialiste mis sous surveillance

**La chronique de Paul Fabra**

Pages 11 à 13

## LIRE

**3. OUGANDA**

Pillages et désordres à Kampala après le coup d'Etat.

**7. MÉDECINE**

Série suspecte de décès d'enfants dans deux hôpitaux nord-américains.

**14. CINÉMA**

La mort de Michel Audiard.

**16. COMMUNICATION**

Voyage dans la télévision américaine.

**20. SOCIAL**

Un entretien avec M. Bergeron.

**24. ESPAGNE**

Assassinat d'un vice-amiral à Madrid.



# débats

## SOCIALISME

Qu'est-ce que le socialisme français aujourd'hui ? La question ne cesse de se poser. Bernard Pognant met en garde ses amis contre une vision religieuse, à ses yeux détestable. Jean-Pierre Garnier et Louis Janover s'en prennent à une « troisième gauche », où ils voient le retour à la « tradition ringarde » de la III<sup>e</sup> République.

## La « troisième gauche »

Tricolore et nationaliste, la troisième gauche entre dans la modernité à reculons.

APRÈS la « gauche américaine », la « gauche républicaine » ! La « troisième gauche » voit maintenant devant elle se dresser sur ses ergots une troisième gauche nationaliste soucieuse de rassembler sous ses ailes tricolores les différentes familles politiques du pouillier hexagonal. Le choix serait désormais des plus simples : se coucher pour servir de marchepied à la « normalisation mondiale », sous l'égide de l'aigle à deux têtes nippo-américain, ou se vautrer dans notre pré-carré pour défendre bec et ongles l'indépendance de la France contre les grands prédateurs venus de l'extérieur. Et le socialisme dans cette nouvelle surenchère entre les gauches ? Resté longtemps à l'état de « projet » controversé, il est aujourd'hui l'objet d'un rejet unanime. L'heure n'est plus, en effet, à la construction d'un « socialisme à la française », mais à la consolidation d'un capitalisme authentiquement français.

Il n'est plus question, pour le pays, de « transformer ses structures pour porter haut et loin en Europe le message universel du socialisme » (Projet socialiste), mais de se placer « sous le signe de l'oppression des idées républicaines ». Tel est du moins l'appel claironnant lancé par le CERES à tous ceux qui, à gauche comme à droite, veulent résister et défendre l'indépendance nationale

par J.-P. GARNIER (\*) et LOUIS JANOVER (\*\*)

et la démocratie. Ce front national se veut résolument « moderne », comme la République qu'il défend. La recette ? Faire du Parti socialiste ce que le Parti radical a été à la III<sup>e</sup> République. Comme quoi il est possible d'entrer dans la modernité à reculons. Reste à savoir si c'est la bonne manière d'avancer vers plus de démocratie. Référence dorénavant obligée, la III<sup>e</sup> République est là pour nous en faire douter.

### Année historique

Chacun sait, bien qu'il soit maintenant de bon ton de feindre de l'ignorer, que la majeure partie des pères fondateurs de la III<sup>e</sup> République ont été en premier lieu les fossoyeurs de la « République sociale ». Jules Ferry, par exemple, si souvent célébré depuis peu pour ne pas avoir confondu instruction et éducation, n'a pas été seulement l'artisan de la « grande œuvre scolaire ». Outre la part qu'il a prise dans la grande œuvre coloniale — la fameuse mission civilisatrice de la France, — il compte parmi ceux qui

(\*) Professeur à l'École spéciale d'architecture.  
(\*\*) Écrivain.

ont applaudi sans réserves à l'écrasement de la Commune. « Entre 1869 et 1885, Messieurs, une seule chose est survenue, la République ! », devait-il déclarer plus tard à l'opposition royaliste. Façon expéditive de passer à la trappe, ou au compte des profits capitalistes et des pertes du mouvement ouvrier français, les 35 000 cadavres des communards. Et que dire de Clemenceau, briseur de grèves et fusilleur pour l'exemple, qui a droit lui aussi au panégyrique ému des nostalgiques du républicanisme rétro ?

Aussi est-il quelque peu risible de déplorer l'année historique dont les Français seraient atteints et l'ignorance du passé entretenue par certains idéologues transnationaux. Nos « nouveaux radicaux », si soucieux de rappeler l'idéal républicain, ne s'emploient-ils pas eux-mêmes à faire oublier à ces derniers ce que la réalisation de cet idéal a pu avoir d'antithétique avec la démocratie ? Dans leur glorification outrancière des grands ancêtres, toute allusion au caractère de classe de la République qu'ils prennent aujourd'hui pour modèle est soigneusement gommée. Foin de la langue de bois marxiste dont ils avaient fait longtemps leurs délices ! Place à la bonne vieille lorraine républicaine : ils n'ont plus à la bouche que les mots « nation », « État », « citoyens », comme si la bourgeoisie n'avait jamais existé. Si « mémoire courte » il y a, ce n'est pas toujours celle que l'on croit.

A l'instar de la droite, ces héritiers présomptifs — et présomptueux — de la III<sup>e</sup> République en ont donc voulu à la République. Ils ont donc « bavures » qui ont jalonné son histoire. Serait-ce que l'histoire qu'ils rêvent de faire risque de ne pas être elle-même exempte de bavures ? D'autant que si « le capitalisme fait de moins en moins bon ménage avec la démocratie », ainsi que les auteurs du Projet socialiste croient nous l'apprendre, on voit mal comment celle-ci pourrait faire bon ménage avec une République qui, pour être « moderne », n'en resterait pas moins capitaliste.

Faut-il inscrire dans « le prolongement des valeurs républicaines » où la gauche gouvernante prétend inscrire son action future les entorses récentes au droit d'asile sous couvert de lutte contre le terrorisme, la banalisation du délit de fautes sous couvert de lutte contre l'immigration clandestine, etc ?

### Le national-ringardisme

A cet égard, on distingue mal en quoi l'union sacrée contre la mainmise étrangère sur l'économie nationale serait moins préjudiciable à la démocratie que l'ouverture à tous vents aux flux du marché mondial. Bien que leurs frontières soient de véritables passoires en ce domaine, la Suisse, la Hollande, le Canada ou même l'Angleterre de la « dame de fer » restent, jusqu'à plus ample informé, des pays où les libertés ne semblent ni plus ni moins menacées qu'en France. En revanche, la résistance ébauchée aux impérialismes venus d'ailleurs peut facilement servir de prétexte à une bourgeoisie nationale pour réprimer toute velléité de résistance populaire à sa domination. Combien de fois, en effet, l'intérêt supérieur de la France, en métropole comme dans les chasses gardées d'outre-mer, n'a-t-il pas été invoqué pour faire litière des droits démocratiques et faire le lit de politiques autoritaires ? Au nom de la nécessaire solidarité internationale, les travailleurs devront-ils, une fois encore, se serrer la ceinture ?

On pourra s'étonner, dans ces conditions, que les socialistes des années 80 trouvent dans la III<sup>e</sup> République une source inépuisable d'inspiration. A vrai dire, ce retour furtif à une tradition ringarde prouve surtout leur état d'épuisement. Si l'on n'arrête pas le progrès, comme dit le proverbe, force est de constater que les progressistes français ont, depuis un certain temps, arrêté leur progression. Il est logique que la « troisième gauche », partie après les deux précédentes à la recherche d'une improbable « troisième voie », ait fini par tourner en rond.

## Une vision religieuse

Le projet socialiste n'est pas un évangile valable pour l'éternité.

L'EXERCICE du pouvoir a beaucoup secoué les socialistes. Secousse utile et sans doute nécessaire. Il en a déçu quelques-uns, provisoirement ou définitivement. C'est à ceux-là que je voudrais m'adresser.

Il est commun d'entendre autour de soi ceux-là répéter que les promesses n'ont pas été tenues, que les engagements ne sont pas respectés, etc. Vrai et faux à la fois. En tout cas, ils motivent leur déception comme cela.

N'y aurait-il pas une autre explication à rechercher dans la façon dont le socialisme est vécu, tant chez ceux qui se sont engagés pour lui que chez ceux qui lui accordent leur sympathie ?

Il y a une vision religieuse du socialisme qui est détestable par nature, car il s'agit de politique et non de métaphysique, et redoutable dans ses effets car, vu ainsi, il ne pourra jamais satisfaire l'espoir mis en lui puisqu'il est seulement œuvre humaine.

Il est vrai que, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, le socialisme est né comme une sorte de religion nouvelle. Il représentait, de façon mythique, la terre d'espoir pour ceux qui vivaient dans le dénuement, la misère, la faim, le mépris des débuts de la

par BERNARD POIGNANT (\*)

révolution industrielle. On les comprend d'autant mieux que l'Eglise catholique, prédominante en France, avait, dès le début, rejeté les appels de ces ouvriers.

Le socialisme a alors pris l'allure d'une sorte de paradis de Terre promise. Les communistes ont parfaitement accompagné ce mouvement en désignant en 1920 l'Union soviétique comme la première pierre de cette nouvelle société. Le paradis ne s'est pas révélé répondre aux espoirs. Il s'est écroulé, il y a près de trente ans, dès qu'on a su ce qu'il y avait. Par définition, l'au-delà est un endroit qui ne se décrit pas, au risque de décevoir.

Il faut donc rejeter tout esprit dogmatique et toute organisation du socialisme à allure cléricale. Il n'y a pas de texte sacré intouchable. Le projet socialiste n'est pas un évangile valable pour l'éternité et dont on s'écrit de temps en temps un chapitre au gré des passages à la direction des affaires.

Le socialisme est là où il n'est pas. Personne n'a et n'aura autorité pour décréter un jour au Journal officiel de la République

(\*) Député du Finistère (PS).

française, que la société est devenue socialiste. Ce jour-là, le socialisme serait devenu théocratique. Ce serait sa mort.

Par contre, il y a et il y aura toujours des hommes aux convictions socialistes qui se retrouveront autour de quelques valeurs, dont celles, essentielles, de liberté individuelle et de solidarité collective. La société est en discussion permanente pour savoir jusqu'où étendre la première et bâtir la seconde. Cette discussion n'aura jamais de fin tant que des citoyens seront là pour produire leur histoire.

Les socialistes doivent savoir que leur victoire n'est pas la fin de leur engagement et qu'ils peuvent rentrer chez eux le travail accompli. Tout est toujours à faire et à refaire.

Le débat politique nous amène plus souvent à parler chiffres. Il ne doit pas négliger le regard sur les mentalités. Celles-ci évoluent lentement, parce qu'elles touchent à l'irrationnel et à l'imaginaire.

Le savoir, le dire, l'admettre, c'est déjà considérer que les déçus sont souvent, en réalité, les découragés. Qu'ils reprennent force et espoir en se débarrassant de leur imagination !

## COURRIER DES LECTEURS

### Un « crépuscule des solidarités »

Loi dernière enquête du CREDOC sur les aspirations des Français, analysée dans le Monde du 20 juillet et datée 21-22 juillet, traduite-elle, comme nous l'écrivions, un « crépuscule des solidarités » ? Plusieurs lecteurs ont réagi. Voici des extraits des lettres les plus significatives.

JACQUES BARROT, député de la Haute-Loire (UDF-CDS), ancien ministre.

### Chevenement n'est pas Tapie

Voire commentaire de l'enquête du CREDOC sur l'attitude des Français à l'égard de la solidarité rencontra, je le pense, beaucoup d'intérêt chez vos lecteurs. C'est pourquoi je me permets, dans la mesure même où je partage pour l'essentiel les préoccupations qu'on y discerne, de vous indiquer que l'assortissement « Chevenement-Tapie même combat » constitue à mes yeux un contresens complet.

Trois raisons pour l'établir : 1) L'appel à l'effort individuel est une condition de la réussite collective et non une négation de la finalité et de la dimension collective de la réussite.

2) Tout au contraire, M. Tapie, que je ne n'ai pas l'honneur de connaître personnellement, a construit son relatif succès médiatique — ou a été construit par celui-ci — sur l'image d'une réussite d'un autre aloi. Ce succès individuel n'a-t-il pas, par son fond, sinon pour fondation, un grand nombre de déconformités collectives qui lui servent au moins de faire-valoir ?

Les élus locaux constatent, dans leurs permanences, les détresses toujours plus insupportables des familles de chômeurs en fin de droits. Il est légitime et courageux que l'Etat et les partenaires sociaux aient accepté de dégrader les moyens financiers pour améliorer ces situations (...).

Il reste que les Français apparaissent découragés et rejettent massivement les valeurs que la gauche défendait. En revanche, la résistance ébauchée aux impérialismes venus d'ailleurs peut facilement servir de prétexte à une bourgeoisie nationale pour réprimer toute velléité de résistance populaire à sa domination. Combien de fois, en effet, l'intérêt supérieur de la France, en métropole comme dans les chasses gardées d'outre-mer, n'a-t-il pas été invoqué pour faire litière des droits démocratiques et faire le lit de politiques autoritaires ? Au nom de la nécessaire solidarité internationale, les travailleurs devront-ils, une fois encore, se serrer la ceinture ?

La confiance ne reviendra pas simplement par le changement de majorité politique. Ainsi les chefs d'entreprise apparaissent, dans un récent sondage publié par l'Expansion, sceptiques sur les résultats d'une politique économique de l'opposition. L'organisation du recul des solidarités, par exemple, devant le chômage ou la maladie grave, aurait pour seul effet d'accroître encore l'éclatement de la société française.

Il convient certes de passer au peigne fin les systèmes collectifs, de supprimer leurs excroissances injustifiées, de susciter chaque fois que possible un relai de l'intervention de l'Etat par des acteurs nouveaux, proches du terrain.

Notre premier devoir, c'est la vérité et la modestie. Mais on ne peut se passer de l'espoir. La dimension du futur doit apparaître derrière la grisaille du présent pour motiver les

3) L'effort républicain est aux antipodes d'un tel état d'esprit. Faut-il rappeler qu'il implique une politique et une pratique qui, pour donner à chaque enfant le moyen de tirer le meilleur de lui-même, donne une priorité à ceux que leurs familles peuvent le moins aider : priorité donc aux moyens mis à la disposition des enseignants professionnels techniques, des zones d'éducation prioritaire, des zones surveillées, etc.

DIPIER MONTCHANE, membre du secrétariat national du PS.

### Des réserves de générosité

Vous n'avez pas évoqué la disparition de l'esprit de charité, d'aide à autrui, chez les contribuables les plus imposés à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les grosses fortunes. A partir du moment où Fabius, Bérengery et les autres jugent nécessaire de laisser des surtaxes pour les moyens revenus à l'IRPP et les « grandes fortunes » à l'IGF, il a de soi que ces contribuables jugent eux aussi avoir assez donné.

Du même coup, ils se considèrent comme dispensés de tout effort personnel (...). C'est l'état qui tue l'esprit de solidarité, laissez l'initiative aux individus dans le domaine de l'assistance aux plus démunis et vous serez peut-être surpris des réactions.

CLAUDE ROLLIER (Paris).

## « MÉMOIRES SALÉES » d'Olivier de Kersauson

### Balade sur la peau du diable

Il y eut de Kersauson dans l'air, cet été. Des « Grosses têtes » de Philippe Bouvard au « Rideau d'Olivier » sur Canal Plus, du plateau d'« Apogéotrophes » à l'entrevue du « Grand Raid », Olivier de Kersauson, l'un de nos plus fameux skippers, est partout. Pour une fois que le personnage est à la hauteur de l'habituel badaboum radio-télévisé, on ne va pas s'en plaindre.

Olivier de Kersauson, c'est une voix, une « gueule » et, ce qui est plus rare, un ton. Il parle fort, il parle vrai. Le pied marin et le verbe leste, il a de l'humour à revendre et des choses à dire. Aucune crainte, avec ces Mémoires salées, de le voir s'embarquer dans l'hagiographie larmoyante ou les souvenirs d'ancien battant.

Drôle de destinée que celle de cet amoureux du grand large, deux fois cap-hornier, aussi éloquent qu'on peut l'être de la fore à la glorie, et dont les médias se disputent aujourd'hui les faveurs. Il naît en 1944 dans la Sarthe, premier maître d'école, puis, à la suite de sa mère, à la tête d'un corps d'armée, il est pris très tôt par le « resasse des songes de verch ». Découvre l'humour à quatre ans et demi devant un soufflé au fromage agité de sauternes. Navigue d'abord, faute de moyens, « dans sa tête » avant d'entrer en « religion maritime » à bord du Pen-Duick, aux côtés de Tabarly avec lequel il passe huit ans de sa vie. Tabarly et ses silences, Tabarly et son autorité, qui lance un jour à ses équipiers : « Désormais, quand Olivier parle, c'est moi qui parle ! » De la part d'un homme aussi peu enclin aux louanges, c'est mieux qu'un compliment : une consécration.

L'aventure peut commencer : régates, Fastnet race (remportée à la barre des Anglais), courses autour du monde, passages du cap Horn. Il y a des pages captivantes sur le corps-à-corps qui oppose l'homme et la mer en furie, ce que les anciens appelaient « se promener sur la peau du diable ». Olivier de Kersauson évoque la disparition tragique de quelques compagnons de mer, comme celle d'Alain Colas, dont

il ne cache ni les maledresses ni le cran. Avec poésie, il dit aussi l'érotisme « subtil, onirique » des nuits tropicales, et la fascination des îles paradisiaques mais troussées de la Polynésie, aux odeurs « si violentes qu'elles vous emportent la tête » mais qui « ankoyosent le corps et l'esprit » comme les sirènes des légendes rhéniennes... Alors il faut rentrer au port, rentrer au plus vite si l'on ne veut pas perdre son âme.

### Noctambule et marin

A son retour des îles, débousoilé, fuché, il s'entend per hasard chez Castel, club ultra-sélectif où les plus célèbres brigueurs de Paris se donnent rendez-vous. Après la peau du diable, les démons de la nuit, que Jacques Martin lui apprend à caresser dans le sens du poil. Du journal de bord, les Mémoires virent au recueil de blagues, toutes plus savoureuses les unes que les autres, comme cette soirée-concours chez Castel où chaque invité devait venir accompagné du plus grand crétin qu'il puisse dénicher : mine ahurie d'un des convives : « Je ne comprends pas, c'est la quatrième fois qu'on m'appelle pour dîner ce soir ! » Même embûche de folie douce à l'émission des « Grosses Têtes », ce qui nous vaut quelques moments épiques.

Entre deux gags, pourtant, le noctambule s'efface devant le marin. A défaut d'horizons lointains — voyager, ça coûte cher — il se rabat sur les bateaux-mouches et rêve de transporter Paris sur le littoral atlantique.

Comme tous les possédés de la voile, c'est à terre qu'Olivier de Kersauson se note. Il cite cette phrase de Socrate : « Il y a les vivants, les morts, et ceux qui vont sur la mer. » Contre la maladie du grand large, il n'y a pas de remède — sinon partir, « redevenir un fil des vagues ce premier homme, retrouver son regard, sa naïveté, et recevoir comme un cadeau colossal quelque chose qui n'a pas de nom, pas de limite, et que maladroitement j'appelle le souffle du monde ».

VINCENT LANDEL.

★ Robert Lafont, 267 pages, 82 F.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDAR 650572 F

Tél. 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Auteurs directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Waut.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Coordonnateur en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1237 F 1952 F 2530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1089 F 1380 F

2. SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1404 F 1800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 120 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 120 \$ ; Côte d'Ivoire, 336 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 160 dr. ; Italie, 800 L. ; Japon, 800 ¥ ; Liban, 3.000 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Singapour, 336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,00 S. ; Yougoslavie, 110 din.



# étranger

## APRÈS LE COUP D'ÉTAT EN OUGANDA

### Pillages et désordres à Kampala

Radio-Kampala a annoncé, mardi 29 juillet, que le général Tito Okello, commandant en chef des forces armées ougandaises, a été désigné comme chef de l'État. La radio a précisé qu'il prêterait serment dans la journée de lundi après avoir été nommé à la tête d'un conseil militaire formé pour diriger le pays. Radio-Kampala a également annoncé que des élections générales auront lieu dans les douze mois.

Nairobi. — Qui gouverne à Kampala ? Quarante-huit heures après le coup d'État militaire, conduit par le général Basilio Okello, commandant la brigade du Nord, qui a renversé M. Milton Obote, depuis lors réfugié au Kenya, on ne connaît pas encore la composition de la nouvelle équipe dirigeante. Les auteurs du putsch ont seulement annoncé, à plusieurs reprises, sur les ondes de la radio nationale, leur intention de rétablir une « démocratie authentique ». Si d'autres unités de l'armée régulière ont rejoint celles qui s'étaient rendus maîtres de la capitale, le samedi matin 27 juillet, et si les opposants à l'ancien régime se sont tous félicités du coup d'État, la

#### Le général Tito Okello désigné chef de l'État

De notre correspondant en Afrique orientale

situation sur place n'en demeure pas moins confuse et incertaine.

Des scènes de pillage auxquelles ont participé des civils et des militaires se sont multipliées ces derniers jours, à Kampala et dans le reste du pays. Selon des témoignages concordants, le coup d'État a fait plusieurs victimes au sein de la population et dans les rangs de l'armée. On a appris, d'autre part, qu'un certain nombre de prisonniers avaient été libérés dans la capitale. Les nouveaux dirigeants semblent avoir du mal à obtenir le retour à la normale.

C'est le samedi 27 juillet, en fin de matinée que, descendues du nord du pays où elles étaient entrées en dissidence au début de la semaine dernière, les troupes rebelles, conduites par le général Basilio Okello, le nouvel « homme fort » de l'Ouganda, avaient fait leur entrée à Kampala pour y renverser M. Obote. La nuit précédente, celui-ci avait lancé un appel désespéré

aux responsables politiques et religieux pour l'aider à combattre ce qu'il croyait n'être encore qu'une mutinerie.

Lorsque le convoi militaire, composé de vingt-cinq véhicules blindés — camions, cars et jeeps — est passé devant le quartier général du Parti démocratique (DP), principale formation de l'opposition, les soldats ont salué, le poing levé, en criant : « DP, DP ! ». Sans coup férir, les hommes du général Okello ont pris le contrôle des principaux bâtiments publics : la poste centrale, la Banque de l'Ouganda, le Parlement et, bien sûr, la radio nationale.

#### « Détruire le tribalisme »

Le président Milton Obote, de son côté, avait franchi la frontière kenyane au début de la nuit, au poste de Busia, en compagnie d'une vingtaine de personnes parmi lesquelles, semble-t-il, le général Smith Opon-Acak, le chef d'état-major des forces armées, et MM. Luwuliza-Kirunda et Sam Tezuoga, respectivement ministres de l'Intérieur et de la Coopération régionale.

Quelques minutes après l'annonce du coup d'État, la radio nationale conviait les habitants de Kampala à se réunir à « City-Square », au centre de la capitale, pour célébrer l'événement, mais son appel n'a pas été très suivi. Sans perdre de temps, les nouveaux maîtres du pays invitaient leurs « frères dans le chaos », conduits par le commandant Yoweri Museveni à « rejoindre immédiatement afin de détruire la politique tribale en Ouganda ».

En début d'après-midi, la population commençait à envahir le centre de Kampala et à se livrer au pillage des magasins et de certaines maisons d'habitation. Des soldats suivaient leur exemple. On entendait, un peu partout dans la ville, des tirs d'armes automatiques. La radio nationale indiquait alors qu'un certain nombre de militaires d'ethnicité acholi étaient gardés en otages par des partisans de M. Obote à la caserne de Makindye, et invitait tous ceux qui résisteraient encore à « se rendre immédiatement ».

Les nouvelles autorités décrétaient la fermeture de l'aéroport international d'Entebbe et composaient un couvre-feu de nuit. Dimanche, on entendait encore des coups de feu dans Kampala. Bien qu'on ne sache pas, officiellement, mention de victimes, des témoins disent en avoir vu quelques-unes dans le centre de la cité. Trois civils au moins avaient été tués par balles. Près du marché central, deux immeubles étaient la proie des flammes. Quant au pillage, il avait repris de plus belle, malgré des sévères mises en garde s'étant même étendu à d'autres villes du pays. La capitale donnait l'impression, selon divers témoignages, d'avoir été ravagée par un cyclone, vitrines éventrées et rues encombrées de débris divers. Par mesure de précaution, la radio nationale appelait les Ougandais à ne pas sortir de chez eux.

#### « Nous avons assez souffert »

Les nouvelles autorités annonçaient dans l'après-midi la fermeture des frontières, la suspension de la Constitution et la dissolution du Parlement. Elles enjoignaient à tous les membres de l'ancienne équipe de se rendre à la police. On apprenait alors que M. Paulo Muwanga, vice-président de la République, était à son poste depuis le coup d'État, ainsi que des ministres de M. Obote, dont le très redoutable Cris Rwakasiisi, ministre d'État chargé des questions de sécurité, auraient été arrêtés, certains alors qu'ils cherchaient à s'enfuir du pays.

Dans sa première déclaration radiodiffusée en swahili et en anglais, le général Okello a remercié ses compatriotes d'avoir fait preuve d'« unité » pour lui permettre

d'arriver jusqu'à Kampala. « Nous avons assez souffert. Tirons les leçons de nos souffrances », disait-il avant de conclure sur ce qui paraît être le leitmotiv du nouveau pouvoir : « Un Ouganda, une nation ». Un peu plus tard, dans un message lu sur les ondes, l'homme fort du pays précisait ses intentions : « Le gouvernement n'exercera pas de représailles contre les fonctionnaires innocents, les civils, les membres des forces de sécurité de l'équipe déchue ». Il invitait, une fois encore, « (ses) frères exilés à l'étranger à appuyer (son) combat » et annonçait son souhait d'organiser des élections « libres et loyales ».

Sortant de l'ombre dans laquelle il s'était maintenu depuis l'annonce du coup d'État, le général Tito Okello, le commandant en chef des forces armées, qui avait rejoint, il y a une dizaine de jours, les soldats Acholi dans le Nord, sa région d'origine, prenait la parole, dimanche soir, sur les ondes de la radio nationale, pour demander aux officiers de regagner leurs casernes et de « laisser les citoyens travailler pour le pays ». Fait significatif : M. Muwanga avait, récemment, tenu à faire l'éloge et à se recommander de l'unité de celui qui pourrait bien être, en définitive, le véritable « homme fort » du nouveau régime.

« Bête noire » de M. Obote contre lequel il avait pris les armes au lendemain des élections truquées de décembre 1980, Yoweri Museveni, trente-neuf ans, le patron de la NRA, qui séjourne depuis plusieurs semaines au Soudan, a « félicité » dans une déclaration faite à l'AFP, « les officiers qui ont renversé le régime dictatorial d'Obote ». Tout en mettant en garde la nouvelle équipe contre « des influences négatives, intérieures et extérieures », il a précisé qu'il était prêt à travailler avec elle. Cet ancien ministre de la Défense dans le gouvernement de M. Godfrey Binaisa a ajouté qu'il n'avait joué aucun rôle direct dans le coup d'État et qu'il n'envisageait pas de rentrer immédiatement dans son pays comme les nouveaux dirigeants le lui demandent.

#### Le silence du Kenya

Deux anciens chefs de l'État ont aussi apporté leur soutien au général Okello. M. Binaisa, réfugié à Londres, qui gouverna le pays de juin 1979 à mai 1980 et qui a annoncé son retour « dès que possible » à Kampala, et le maréchal Idi Amin Dada qui vit en exil à Djeddah en Arabie Saoudite. Le général Okello lui a répondu de « rester là où il est ».

Quant au gouvernement de Londres, qui avait montré une complaisance certaine à l'égard du régime de M. Obote, il a exprimé l'espoir, dans un communiqué publié par le Foreign Office, « une administration stable se mettra rapidement en place et réussira à apaiser les divisions de l'Ouganda et à obtenir un plein respect des droits de l'homme ». Cherchant à justifier leur attitude passée, les Britanniques ont souligné qu'ils soutenaient les trois gouvernements qui se sont succédés depuis la chute d'Amin Dada, ils avaient eu vue « la restauration de la stabilité et de la prospérité de l'Ouganda ». Ils ont, d'autre part, indiqué qu'ils maintenaient en poste les quatorze instructeurs militaires mis à la disposition de l'armée ougandaise en juin 1984.

En Tanzanie et au Kenya, les plus proches voisins de l'Ouganda se sont abstenus de tout commentaire sur le coup d'État. A Nairobi, seul le Kenya Times, quotidien de la Kanu, le parti ouïgo au pouvoir, a annoncé le changement de régime à Kampala, mais ni la radio, ni la télévision, ni l'agence officielle de presse n'avaient encore, le lundi matin 29 juillet, soufflé mot de ce qui vient de se passer de l'autre côté de la frontière.

JACQUES DE BARRIN.

### Le sixième chef de l'État depuis l'indépendance

Les vingt-trois ans d'indépendance de la « perle de l'Afrique orientale britannique » ont été tumultueux. En voici les principales étapes :  
OCTOBRE 1962. — Proclamation de l'indépendance de l'Ouganda.  
MARS 1966. — Déposition du roi du Buganda ; publication d'une nouvelle Constitution. M. Obote devient président de la République.  
25 JANVIER 1971. — M. Obote est renversé par le général Idi Amin Dada.  
NOVEMBRE 1972. — Expulsion des Asiatiques d'Ouganda, dans des conditions dramatiques.  
JUILLET 1976. — Rupture des relations diplomatiques entre l'Ouganda et la Grande-Bretagne.  
FÉVRIER 1979. — Offensive des troupes tanzaniennes en Ouganda.  
11 AVRIL 1979. — Déposition du maréchal Amin Dada, et nomination de M. Yusuf Lule comme chef de gouvernement.

JUN 1979. — Remplacement de M. Lule par M. Godfrey Binaisa à la tête de l'État.  
MAI 1980. — Remplacement de M. Binaisa par une commission militaire présidée par M. Paulo Muwanga et retour de M. Obote en Ouganda.  
DÉCEMBRE 1980. — Victoire du parti de M. Obote aux élections législatives. Il redevient chef de l'État.  
JUN 1981. — Départ d'Ouganda des troupes tanzaniennes.  
DÉCEMBRE 1983. — Mort accidentelle du général David Oyite Ojok, chef d'état-major des forces armées.  
AOÛT 1984. — Nomination du général Smith Opon-Acak à la tête d'une armée en décomposition. Affrontements et troubles se multiplient.  
27 JUILLET 1985. — Déposition de M. Obote par le général Basilio Okello.

### M. Milton Obote, le président déposé : un bilan accablant

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Aux officiers supérieurs avec lesquels il parlementait, la semaine dernière, pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être encore, il avait dit, montrant le faucon présidentiel : « Si vous me permettez de m'y essayer, je vous donnerai, en tant que ministre des finances, tout l'argent que vous souhaitez... » C'était déjà trop tard : M. Milton Obote, soixante et un ans, vient de reprendre, pour la deuxième fois dans sa carrière politique agitée, le chemin de l'exil. Et, cette fois-là, probablement pour de bon.

Avidé d'honneurs, M. Obote, fils d'un petit chef de l'ethnie Lango, obtint un diplôme d'ingénieur à l'université de Makerere, puis, à vingt-cinq ans, entra au Kenya, où il fit ses classes politiques aux côtés de Jomo Kenyatta. En 1960, il fonda le Congrès du peuple ougandais (UPC). A l'approche de l'indépendance du pays, ce fin manouvrier aux idées « progressistes » noua, contre le Parti démocratique (DP), alors aux affaires, une alliance contre nature avec les Bougandais monarchistes. Vainqueur du scrutin d'avril 1962, il devint ainsi le premier ministre de l'Ouganda indépendant, abjurant la présidence, toute honorifique, au kabaka (roi) du Buganda, dont il se débarrassa quatre ans plus tard, pour concentrer entre ses mains la totalité du pouvoir.

Soucieux de régner en maître, cet homme sans scrupules s'en prit aux intellectuels, procéda à des arrestations arbitraires et mit en place un système policier. Impopulaire, il échappa à deux tentatives. Sa brutalité aussi bien que son radicalisme économique lui valent d'être déposé, en janvier 1971, par Idi Amin Dada, alors son chef d'état-major. Celui-ci aura tout fait de chasser les bottes de son prédécesseur.

J. de B.

### Le général Basilio Okello l'auteur du putsch : un ancien exilé

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Si, depuis l'annonce du coup d'État, le général Basilio Okello ne s'est guère montré en public — sauf lors d'une visite-surprise, le dimanche 28 juillet, au poste de Busia, à la frontière kenyane — du moins l'a-t-on entendu s'exprimer à la radio nationale, dans un anglais très approximatif, pour se féliciter de la chute du « tribalisme » Obote. A coup sûr, cet officier, commandant la brigade du Nord, se sent mal à l'aise pour affronter les feux de la rampe.

D'ethnie acholi, comme le général Tito Okello, le commandant en chef des forces armées, âgé d'environ quarante-huit ans, il a connu, pendant le régime d'Amin Dada, l'exil en Tanzanie où il a suivi M. Obote. Revenu en Ouganda, en 1979, à la chute du dictateur, il fut nommé commandant de la brigade du Centre qui

couvre Kampala, avant d'être transféré à celle du Nord.

De cet autodidacte, deux anciens chefs de l'État viennent de faire l'éloge : pour Amin Dada, c'est « un très bon officier » et pour M. Binaisa, c'est « un chrétien, un homme droit et un militaire compétent ». En août 1984, il fut promu, en même temps que le nouveau chef d'état-major, M. Smith Opon-Acak, au rang de général de brigade. Depuis quelques mois, ses relations avec M. Obote s'étaient sérieusement détériorées. Il reprochait notamment à celui-ci de décider des avancements dans l'armée et du recrutement, des commandos anti-banditisme sans le consulter, en déterminant ses choix selon des critères ouvertement tribalistes.

J. de B.

## CETTE ANNÉE, LE LIVRE QUI M'A LE PLUS FRAPPÉ, C'EST LA CORDE POUR LES PENDRE, D'ÉRIC LAURENT.

Louis Pauwels, Madame Figaro

### Un bouquin remarquable qui se lit comme un James Bond.

Bernard Thomas, le Canard Enchaîné

### Un ouvrage fort bien documenté et bourré d'anecdotes qui raconte l'incroyable cynisme des milieux d'affaires occidentaux avec les régimes communistes.

Olivier Drouin, L'Événement

**Eric Laurent**  
**LA CORDE POUR LES PENDRE**

Relations entre milieux d'affaires occidentaux et régimes communistes de 1917 à nos jours

Fayard

306 pages, 89 F

**FAYARD**



# PROCHE-ORIENT

Liban

POUR « RÉVISER LE RÉGIME »

## MM. Joumlatt et Berri créent un Front d'unité nationale

Beyrouth (AFP). - Le chef du Parti socialiste progressiste druze (PSP), M. Walid Joumlatt, et le dirigeant du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, ont annoncé, dimanche 28 juillet, le renforcement de leur alliance et l'élaboration d'un nouveau programme politique dans le cadre d'un Front d'unité nationale (FUN).

Dans une conférence de presse tenue à la résidence de M. Joumlatt à Moukhtara (sud de Beyrouth), à l'issue de deux jours de réunion, les deux dirigeants ont précisé que le premier congrès du FUN se tiendra le 6 août à Chitaura (plaine centrale de la Bekaa libanaise sous contrôle syrien). M. Berri a, par ailleurs, indiqué que « le FUN

regroupera toutes les forces qui croient en un Liban arabe, allié à la Syrie, qui refuse la domination d'une ou de deux communautés (religieuses) sur les autres pour établir une véritable démocratie ». « Nous sommes dans l'obligation de réorganiser le Liban et de réviser son régime basé sur le confessionnalisme après, notamment, l'échec du pouvoir central à réaliser jusqu'à son programme gouvernemental », a-t-il ajouté.

MM. Joumlatt et Berri se sont rendus dans la soirée à Damas, où ils ont été reçus par le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam. Ils pourraient y rencontrer également M. Soleiman Frangie, ancien président libanais et chef de file des chrétiens maronites du Liban du Nord, qui serait invité à participer au nouveau front.

A Salda, le calme est revenu samedi après les manifestations qui

avaient marqué vendredi les obsèques des quatre responsables palestiniens favorables à M. Arafat, assassinés le même jour.

Dans un communiqué distribué dans le camp d'Al-Heloueh, dans la banlieue sud-est de Salda, le Front de salut national palestinien (FSNP), coalition d'organisations palestiniennes hostiles à M. Arafat, a affirmé que ces assassinats sont « contraires à toutes nos traditions révolutionnaires » et que leurs auteurs sont « étrangers à la Palestine et au peuple palestinien ».

D'autre part, les corps de vingt-trois Palestiniens, dont un meurtre a été découvert vendredi, ont été retrouvés près du camp palestinien de Sabra, à Beyrouth-Ouest. Il s'agit de victimes de la « guerre des camps » qui a opposé les Palestiniens aux forces chiites d'Amal et de la 6<sup>e</sup> brigade de l'armée régulière, du 19 mai au 17 juin derniers.

### LE SORT DES OTAGES FRANÇAIS

- Selon le général Tlass, M. Assad « met tout en œuvre » pour qu'ils soient libérés.
- Un émissaire de l'Elysée s'est rendu à Damas.

La Syrie a demandé la libération de tous les étrangers détenus en otage au Liban et reçu l'assurance que quatre Français figurant parmi ceux-ci seraient bientôt à Damas, déclare le général Mustapha Tlass, vice-premier ministre et ministre de la défense syrien, dans un entretien accordé à France-Pays arabes, mensuel de l'Association de solidarité franco-arabe. En ce qui concerne les Français et les autres étrangers enlevés au Liban, le président Hafez El-Assad a donné des ordres pour que tout soit mis en œuvre afin qu'ils puissent être retrouvés et libérés, assure le général.

Deux diplomates français, MM. Marcel Carion et Marcel Fontaine, ont disparu depuis plus de quatre mois à Beyrouth-Ouest. MM. Jean-Paul Kauffmann, journaliste à l'« Evénement du jeudi », et Michel Seurat, chercheur, y ont été enlevés il y a deux mois. Sept Américains et un Britannique, le journaliste Alec Collet, ont également disparu au Liban, eux aussi vraisemblablement enlevés par des extrémistes chiites.

D'autre part, M. Hubert Védrine, conseiller diplomatique de M. Mitterrand, s'est rendu la semaine dernière à Damas, a révélé, dimanche 28 juillet, M<sup>me</sup> Joëlle Kauffmann, épouse d'un des quatre otages français. Interrogée par l'Antenne 2, elle a dit avoir rencontré M. Védrine et indiqué que celui-ci « semblait opti-

miste » quant aux résultats de sa visite, et qu'elle n'excluait pas de se rendre elle-même à Damas. De son côté, M. Dumas, ministre des relations extérieures, a regretté « des indiscretions qui surgissent ici et là, qui sont portiellement inexacts et nuisent à la bonne marche des pourparlers ».

Il se pourrait que M. Dumas ait ainsi visé les propos de M. Gérard Bapt, député socialiste de la Haute-Garonne, qui avait annoncé samedi qu'il avait reçu des indications, lors de son récent séjour au Liban, selon lesquelles « les otages français appartenant à un même groupe et étaient convenablement traités ». Lors de sa conférence de presse au Palais-Bourbon, M. Bapt avait également affirmé que le docteur Berro, l'un des conseillers de M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, lui avait dit que « des lettres des otages pourraient parvenir à leurs familles ».

Dans un communiqué publié le même jour, l'Association des amis de Jean-Paul Kauffmann a démenti « avoir appris que de tels messages lui parviendraient » et assuré que les propos de M. Bapt concernaient le renouvellement de démarches faites auprès d'Amal pour obtenir que les otages puissent écrire à leurs familles. - (Reuters, AFP.)

### DÉNONÇANT UNE « LIGNE CAPITULAIRE »

#### La Syrie ne participera pas au sommet extraordinaire arabe proposé par le roi du Maroc

Le roi Hassan II a annoncé samedi 27 juillet à Rabat, lors d'une conférence de presse, qu'un sommet arabe extraordinaire se réunirait le 7 août prochain au Maroc pour examiner « l'assassinat de la situation au sein de la nation arabe et la question palestinienne à la lumière et dans le cadre du plan de Fés », rapporte l'agence marocaine MAP.

Le roi avait proposé initialement à ses partenaires arabes la réunion d'un sommet extraordinaire, le 28 juillet, essentiellement consacré à la question palestinienne.

L'ordre du jour se trouve élargi par la référence au sommet de Fés, qui pour la première fois en 1982, avait réuni un consensus des pays membres de la Ligue arabe sur le problème palestinien et avait implicitement « reconnu » l'Etat d'Israël.

Le roi du Maroc, cité par MAP, a précisé que « le retour de l'Egypte ne serait pas inscrit à l'ordre du jour de ce sommet extraordinaire et qu'il serait demandé au roi Hussein de Jordanie et à M. Yasser Arafat d'informer le sommet sur l'accord jordanien-palestinien pour voir s'il

est conforme au plan de Fés. Ignorer le plan de paix de Fés serait être adversaire de sa propre cause ».

La Syrie a décidé de ne pas participer à ce sommet. Selon une source officielle syrienne, « elle marque ainsi sa fidélité à l'attitude de fermeté et aux résolutions des sommets arabes précédents et s'affirme confiante que la ligne capitaliste ne pourra pas s'imposer aux gouvernements et aux peuples arabes ».

« La Syrie, ajoute la personnalité officielle en cause, n'estime pas qu'il se déroule des événements importants nécessitant la tenue d'un sommet arabe extraordinaire. De plus, la composition des sommets arabes se fait habituellement après une entente entre les présidents et les rois arabes, l'insistance à tenir ce sommet, malgré l'absence de motifs, est en fait une invitation à mettre sur pied des axes et non une solidarité interarabe. Ce sommet vise en fait à exiger une attitude à l'égard de la direction clandestine de la résistance arabe et à l'embourgeoisement d'un plan capitaliste et humiliant pour la nation arabe ». - (AFP.)

Israël

### L'ASSASSINAT DES DEUX ENSEIGNANTS D'AFOLA

#### Les trois jeunes Palestiniens arrêtés auraient agi « de leur propre initiative »

Jérusalem. - L'affaire de l'assassinat des deux enseignants d'Afola a connu samedi 27 juillet, en l'espace de quelques heures, de nouveaux rebondissements avec l'arrestation des auteurs du crime, la destruction de leurs maisons et les obsèques des victimes, qui se sont déroulées dans une atmosphère sur-voilée.

La promptitude avec laquelle les forces de sécurité israéliennes ont mis la main sur les assassins leur a valu un télégramme de félicitations du premier ministre, M. Shimon Pérès. C'est, en effet, quelques heures à peine après la découverte, vendredi, des corps des deux enseignants, Yossef Eliasouh et Léah Elmakias, dans une grotte du mont Gilboa, que les responsables de l'attentat ont été arrêtés. Il s'agit de trois jeunes Palestiniens (dont un était seulement complice) du village d'Arabbuna, près de Jéricho, dans les territoires occupés de Cisjordanie. Ce village est situé à 7 kilomètres à peine de la grotte où les corps avaient été ensevelis. C'est probablement la carabine qui a servi au crime qui a mis les forces de sécurité sur la piste. Cette arme avait été volée dans la ferme où travaillaient les trois jeunes du village d'Arabbuna. Selon la police, les suspects sont passés aux aveux et ont reconnu leur crime. On aurait d'ailleurs trouvé en leur possession le sac de l'enseignant.

Le ministre de la police, M. Haïm Bar-Lev, a déclaré que les premiers éléments de l'enquête indiquaient que les trois Palestiniens, « bien que mus par des mobiles nationalistes, n'appartenaient pas formellement à une organisation terroriste palestinienne, mais qu'ils avaient probablement agi de leur propre initiative ». Cette hypothèse, si elle devait être confirmée, prouverait que cet assassinat des deux enseignants d'Afola s'inscrit effectivement dans le cadre d'une nouvelle forme de terrorisme à laquelle fait face Israël et qui s'est déjà illustrée, ces

derniers mois, par d'autres crimes de civils ou de soldats dans des endroits isolés.

Ironie du sort, un des auteurs de l'assassinat des deux enseignants d'Afola, Nawas Abdallah Mahmoud (sans doute le chef du commando), avait reçu, en décembre dernier, une médaille des forces de sécurité israéliennes pour avoir sauvé et gardé pendant vingt-quatre heures chez lui un garçonnet israélien qui s'était perdu dans la forêt. C'est cette même maison de Nawas Abdallah Mahmoud qui a été détruite, samedi après-midi, par les forces de sécurité comme mesure punitive.

Le village d'Arabbuna vit, depuis, sous le couvre-feu, et ses habitants, qui sont employés dans la ville d'Afola, en Galilée, ne se sont pas rendus à leur travail lundi matin, de crainte de représailles de la population. La colère reste, en effet, très vive.

Les obsèques des deux victimes, samedi, ont été émaillées d'incidents. Au cimetière de Hadara, où a été enterrée Léah Elmakias, le ministre de la police, M. Haïm Bar-Lev, n'a pu que très difficilement prononcer son éloge funèbre. Son discours a été continuellement interrompu par les cris de « Mort aux terroristes ! », et des journalistes ont été violemment pris à partie par la famille.

Dans la soirée, une nouvelle manifestation s'est déroulée à Afola. Le rabbin raciste Meir Kahane n'avait pas été autorisé à tenir un meeting dans la ville. Cependant, des centaines de ses partisans se sont rassemblés en scandant « Kahane, roi d'Israël ! ». Ils ont été dispersés par la police.

Toute la presse israélienne souligne que ce déchaînement de pas-

sions dans les rues ne permet pas un débat serein sur les mesures que le gouvernement doit prendre pour lutter contre la nouvelle forme de terrorisme palestinien. Les prises de position de certains ministres du Likoud, en particulier M. Itzhak Shamir, en faveur de l'application de la peine de mort semblent cependant rester minoritaires. A la défense nationale, on a transmis un rapport au premier ministre, M. Shimon Pérès, pour le mettre en garde contre les effets néfastes de la peine capitale pour les terroristes. On fait remarquer que cette innovation risque de mettre les prisonniers israéliens des organisations palestiniennes en danger de mort, de transformer les terroristes palestiniens en martyrs et qu'en outre elle soumet Israël à de lourdes pressions de l'opinion publique internationale. Tout porte à croire que le gouvernement israélien décidera de recourir à une autre mesure, abandonnée depuis quelques années essentiellement pour des raisons juridiques : l'expulsion des territoires occupés de Cisjordanie des « terroristes et agitateurs ».

(Interim.)

● Bombardement d'une base palestinienne. - Des appareils israéliens ont bombardé et détruit, lundi matin 29 juillet, une base palestinienne qui était l'un des postes de commandement du FPLP-CG (Front populaire de libération de la Palestine-commandement général de M. Ahmed Jibril), à 2 kilomètres à l'est de Bar-Elias, dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien. Selon un porte-parole militaire israélien, la base était un immeuble de plusieurs étages qui a été détruit, et tous les avions israéliens ont regagné sans dommages leur base. Le porte-parole israélien a indiqué que ce bombardement aérien s'inscrivait « dans le cadre de la lutte permanente contre le terrorisme palestinien où qu'il se trouve ». - (AFP.)

# EUROPE

URSS

## Ouverture à Moscou du Festival « anti-impérialiste » de la jeunesse

Le douzième Festival international de la jeunesse s'est ouvert samedi 28 juillet à Moscou en présence de M. Gorbatchev. Vingt mille participants venus de cent cinquante pays, assistent à ce Festival de la solidarité anti-impérialiste, de la paix et de l'amitié, qui, en marge de divers événements artistiques, notamment un festival de « rock pour la paix », comprend des manifestations politiques et un « tribunal anti-impérialiste ».

Au cours de la cérémonie d'ouverture, au stade Lénine, M. Mikhaïl

Gorbatchev, entouré du premier ministre, M. Tikhonov, et du nouveau chef de l'Etat, M. Gromyko, a dénoncé « les forces réactionnaires (...) qui voudraient imposer aux peuples leur diktat ».

Le défilé d'ouverture, organisé sur le modèle de celui des Jeux olympiques de 1980, a été marqué par un petit incident diplomatique. Les organisateurs ont en effet fait défilier séparément les délégations de jeunes de Berlin-Ouest et de RFA. Les Berlinais défilent derrière une pancarte « délégation de Berlin-Ouest ». Après que les participants ouest-allemands eurent officiellement protesté et menacé de se retirer du Festival, les Soviétiques s'excusèrent en invoquant une « erreur technique ».

A la veille du Festival, Moscou a été vidée d'environ un million de ses habitants (écoliers, étudiants, jeunes ouvriers), selon des chiffres communiqués de sources officielles. Des consignes sont effectuées pour vérifier qu'ils sont bien partis pour des camps de vacances pendant la durée du Festival. D'autre part, l'accès de la capitale est interdit aux provinciaux de inférieurs qu'aux visiteurs étrangers, à l'exception des seuls participants au Festival.

Pologne

### DIX ANS DE PRISON POUR LE VOL DE DIX PAIRES DE DRAPS ?

Les tribunaux polonais ont commencé à utiliser les nouvelles dispositions introduites depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier dans le code pénal et qui permettent de juger selon une procédure accélérée, et en réduisant au minimum les droits de la défense, diverses sortes de délits. Un homme arrêté le 20 juillet à son domicile, à la suite d'une perquisition qui avait permis de découvrir des publications clandestines, M. Andrzej Wisniewski, a ainsi été condamné deux jours plus tard à une peine de dix-huit mois de prison ferme. Son défenseur avait été commis d'office.

De même un militant de Solidarité, de la ville de Slupsk (au nord du pays), M. Henryk Gradzielski, a été condamné à une peine d'un an de prison pour avoir dirigé une grève d'une heure dans son entreprise, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, répondant ainsi à l'appel de la direction clandestine de Solidarité qui voulait protester contre la hausse des prix alimentaires. Selon les responsables locaux du syndicat interdit, de 60 % à 70 % des mille cinq cents salariés de l'usine de machines agricoles de la ville avaient cessé le travail pendant une heure. M. Gradzielski a été arrêté le jour même, jugé et condamné deux jours plus tard, et sa sentence a été confirmée le 26 juillet en appel, sans qu'il ait pu assister au procès. Cinq grévistes avaient d'autre part été licenciés sur-le-champ.

La sévérité des responsables de la justice ne s'applique pas aux seuls délinquants politiques. Ainsi deux jeunes gens, coupables d'avoir dérobé une dizaine de paires de draps dans un centre de loisirs des jeunes socialistes, ont été condamnés à deux ans et demi de prison, jugement confirmé en appel en dépit des démarches du procureur qui estimait cette peine insuffisante. Le ministre de la justice lui-même a donc introduit un recours extraordinaire, réclamant pour les deux jeunes gens une peine de dix ans de prison. Les draps sont prudemment introuvables dans les magasins polonais.

Italie

### UN CHEF DE LA POLICE ASSASSINÉ EN SICILE

Palerme (AFP, UPI). - Le chef d'une section spéciale de la police chargée de la lutte contre la Mafia, M. Giuseppe Montana, âgé de trente-cinq ans, a été assassiné dans la soirée du dimanche 26 juillet près de Palerme. Deux hommes masqués ont fait feu sur lui à plusieurs reprises alors qu'il rentrait d'une promenade en mer, dans le port de Porticello. Les agresseurs se sont ensuite enfuis dans une voiture qui a été retrouvée peu après, incendiée.

La section spéciale « Catturandi » de la police, que M. Montana dirigeait à Palerme depuis deux ans, venait précisément de réaliser un beau coup de filet, en arrêtant, quatre jours plus tôt, huit dirigeants supposés de la Mafia. Parmi ceux-ci figure l'homme le plus puissant, Calisto Tanzi, recherché depuis plusieurs années pour un double meurtre.

Portugal

● M. SOARES CANDIDAT A LA PRÉSIDENCE. - Le premier ministre, M. Mario Soares, sera candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu en janvier 1986. La convention nationale du Parti socialiste, dont il est le secrétaire général, l'a désigné par acclamation le samedi 27 juillet. M. Soares affrontera M. Freitas do Amaral, dirigeant du Centre démocratique social (conservateur), et M<sup>me</sup> Lourdes Pintasilgo, candidate « indépendante » proche du président sortant M. Eanes. - (AFP.)

# A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LIBÉRATION DE DEUX PAKISTANAIS. - Deux employés de la représentation pakistanaise à Kaboul, qui avaient été arrêtés le 16 juillet dernier sous l'accusation d'espionnage de l'armée afghane (le Monde du 18 juillet) ont été libérés. Les deux hommes, un chauffeur et un employé de bureau, n'ont pas le statut diplomatique. Ils avaient été appréhendés trois jours après l'atterrissage sur l'aéroport de Miran-Shah (ouest du Pakistan) de deux hélicoptères Mi-24 et Mi-26 « d ». - (AFP.)

Honduras

● MARCHÉ VERS LA MAISON BLANCHE DE RÉFUGIÉS NICARAGUAYENS. - Quelque mille deux cents réfugiés nicaraguayens au Honduras sont partis, le samedi 27 juillet, de Tegucigalpa pour une marche d'environ 6 700 kilomètres, qui devrait les mener jusqu'à la Maison Blanche, dans le but de demander à l'administration Reagan la « libération » du Nicaragua. Les réfugiés espèrent couvrir le trajet en huit mois et demi pour arriver à Washington dans la première quinzaine d'avril 1986. La marche a été baptisée Exodo. Le gouvernement hondurien a déclaré qu'il ne donnerait pas d'autorisation de sortie aux marcheurs et que les réfugiés qui quitteront le Honduras ne pourront y revenir. - (AFP.)

Iran

● TÉHÉRAN ANNULE LES VOIS DE PÉLERINS VERS LA MÈQUE. - Cette décision a été prise, lundi 29 juillet, à la suite du refus de Ryad de permettre l'atterrissage, durant la nuit de dimanche à lundi, des premiers vols prévus. Téheran accuse Ryad de ne pas accepter les cent cinquante mille pèlerins iraniens prévus et de vouloir limiter leur nombre à cent mille. L'Iran menace de boycotter purement et simplement le pèlerinage, qui commence cette année le 10 août.

# DIPLOMATIE

## MINISTRE OUEST-ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### M. Genscher salue la « démarche historique » des Français, qui « veulent lier leur sécurité à la nôtre »

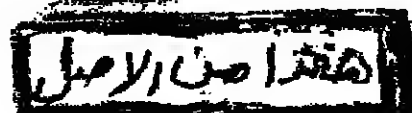
Landshut (RFA) (AFP). - Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a chaleureusement salué, samedi 27 juillet, en faveur de la coopération franco-allemande, en particulier dans le domaine de la sécurité, devant le comité directeur du parti libéral (FDP), à Landshut, en Bavière.

Évoquant le « discours historique » de M. Mitterrand devant le Bundestag, en janvier 1983, le ministre a expliqué aux responsables de son parti que M. François Mitterrand avait alors défendu « une politique de sécurité commune à l'Occident ».

Il a poursuivi : « De notre collaboration dépend l'avenir de l'Europe. On débat actuellement en France de la politique de sécurité française. De droite à gauche - à l'exception des communistes, gaullistes, libéraux et socialistes parlent des intérêts communs de la France et de l'Allemagne en matière de sécurité. Ils veulent lier leur sécurité directement à la nôtre. (...) Il s'agit là d'une démarche historique, dont les perspectives ne sont évidemment pas encore connues de tous dans notre pays. » « Cela n'a pas seulement

une signification pour la France et pour l'Allemagne. Cela a un sens pour toute l'Europe, pour sa stabilité, à poursuivre M. Genscher. Nous avons toutes les raisons de prendre au sérieux cette offre de la France, de coopérer étroitement avec elle, et également dans le domaine de la politique de sécurité (...). Contrairement à ce que certains supposent, il ne s'agit pas de créer une opposition aux États-Unis. Ce débat, atlantiste ou européen, doit être définitivement dépassé. En vérité, il s'agit de lier les Européens, de renforcer l'alliance atlantique par un pilier européen qui soit digne de ce nom, et non pas par plusieurs petits piliers européens, dont chacun aurait, qui plus est, une structure différente ».

M. Genscher s'est également félicité du projet européen de coopération technologique en Europe. « Il apparaît une fois encore que la coopération entre l'Allemagne et la France a été l'impulsion déterminante dans le progrès de l'union européenne », a-t-il dit, ajoutant qu'une « réponse européenne est nécessaire » à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan.





هنا من العمل

DPE

# AMÉRIQUES

## L'INVESTITURE DU NOUVEAU PRÉSIDENT PÉROUVIEN ALAN GARCIA

### Une carrière de météore

Un gabarit de poids lourd, un peu enveloppé mais solide sur ses longues jambes, une épaisse crinière brune : à trente-six ans, Alan Garcia est d'abord une force de la nature. Comme Victor Raúl Haya de la Torre, son maître, fondateur et « patron » de l'APRA pendant un demi-siècle, encaissé, adulé par ses partisans. Celui que les spristes appelaient simplement El Jefe, le chef. Il sera difficile pour le plus jeune chef d'Etat jamais élu en Amérique latine de surmonter, malgré ses fermes intentions, ce culte de la personnalité très ancré dans les traditions d'une formation populiste qui accède enfin au pouvoir, grâce, en grande partie, au charisme du jeune successeur de Haya.

Victor Raúl jeune était du virgile, un homme bouillant, extraverti, effervescent. Un impétueux, qui lança deux fois son parti, en 1932 et en 1949, dans des tentatives insurrectionnelles de prise de pouvoir. La première, à Trujillo, e largement contribué à cet interminable piteux de la formation péruvienne la plus solide et la mieux structurée aux portes du palais Pizarro. La haine entre l'armée et l'APRA, scellée dans la sang des massacres et des fusillades civiles et militaires, pendant ces énièmes journées de juillet 1932, a sans doute coûté à Haya cette présidence de la République qu'il a poursuivie toute sa vie. L'aman est arrivé trop tard pour Victor Raúl, « seulement » président de l'Assemblée en août 1979 lorsqu'il s'était à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

#### Bon orateur

L'une des tâches, et non des moins délicates, d'Alan Garcia sera de consolider cette trêve tacite conclue entre les chefs de l'armée et le fondateur de l'APRA, à la veille des élections à la Constituante, en 1978. « Une trêve non écrite d'ailleurs », précise Alan. Et qui concernait essentiellement Haya. Il peut réussir. Parce que le temps a passé, que l'armée a changé ; elle est plus professionnelle, moins politicienne, bien que toujours très préoccupée par les dramatiques problèmes économiques et sociaux, par la montée du terrorisme. Parce que Alan, âgé de trente-six ans, est très représentatif de la nouvelle « classe politique » péruvienne, spriste, marxiste ou conservatrice, qui ne s'estime pas concernée par les querelles rancieuses des aînés.

Autre atout : Alan, lui, est un calme, sûr de sa chance, de cette force que lui donne un triomphe électoral de grande ampleur. Un paisible, du moins en apparence, qui sait en tout cas contrôler cette passion qui brûle dans son regard, même à l'heure des meetings. Bon orateur, mais peu bavard en petit comité, cherchant à convaincre à la manière d'un professeur et non d'un tribun. Les années d'études passées à la Sorbonne et à la Complutense de Madrid lui ont laissé, à jamais, la goût de la discussion académique.

« Gardez-moi de mes amis... » Ce n'est pas sans agacement que certains chefs de file de la vieille garde spriste ont assisté à l'ascension fulgurante d'Alan Garcia. Une carrière véritablement météorique : pratiquement inconnu lorsqu'il rentre d'Europe, à la demande d'Haya, en 1977, et déjà secrétaire général du parti en octobre 1982. La faveur, parfois irritée, du vieux chef a compté bien sûr, au début. Mais pas seulement. Alan a bûché son emprise sur l'APRA avec ténacité et habileté. Il a su aussi attirer la sympathie agissante de l'un des membres les plus brillants et les plus respectés du parti : Luis Alberto Sánchez, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans, trois fois doyen de la célèbre université San-Marcos, creuset à Lima de toutes les dévotions et de tous les débats d'idées.

Luis Alberto, après Haya, va conseiller et pousser Alan vers les sommets. « J'ai éprouvé un immense soulagement, dira-t-il, après l'élection d'Alan en secrétaire général. C'est un homme

éloquent et habile, à la fois chaud et froid. » Tous les chefs historiques de l'APRA n'ont pas cette hauteur de vues du grand écrivain, presque aveugle, et eudessus de la mêlée. Certains, comme le très aristocratique Andres Townsend, porte-parole de l'aile droite, ont déjà quitté l'APRA pour rejoindre les partis modérés. D'autres, à gauche, comme Armando Villanueva, candidat malheureux de l'APRA à l'élection présidentielle de 1980, n'ont sans doute pas renoncé à défendre les thèses d'un « courant » qui s'oppose essentiellement sur un syndicat spriste plutôt faible et en compétition avec la puissante CGTP pro-communiste. Alan avait soutenu la candidature et la campagne de Villanueva en 1980. Ce dernier lui a bien rendu la politesse pendant la campagne pour l'élection présidentielle d'avril 1985. En outre, Alan, installé à la présidence, a de bonnes chances de réaliser enfin l'unité de l'APRA sur une ligne moderne et social-démocrate, nationaliste et réformiste. Mais les difficultés peuvent faire ressurgir les luttes de clava et les nostalgies accumulées pendant les six décennies de vie du parti.

S'il n'a pas, à proprement parler, grandi dans le sérail spriste, Alan, né à Lima le 23 mai 1949, est quand même de la famille. Son père, qui passa cinq ans en prison comme délégué politique — et sa mère étaient des fervents militants de l'APRA. Premier collègue à Baranco, ce quartier résidentiel aplati sur la falaise couleur d'ardoise qui domine la Pacifica tour gris. Puis l'université catholique de Lima à la face de droit : Alan veut être avocat. Et San Marcos, où il recruta en 1972 la toge et le diplôme. L'un de ses amis d'université s'appelle Diez Canseco, aujourd'hui l'un des dirigeants les plus en vue de la gauche marxiste et animateur du PUM (Parti d'Unité marxiste-guérilla), hostile à tout compromis, mais d'accord pour soutenir un gouvernement Alan Garcia s'il adopte des mesures réellement anti-impérialistes.

Alan a gardé une tendresse pour Diez Canseco, révolutionnaire à barbe, frère mais ardent, qu'il « admire et respecte ». Un souvenir, une sympathie sans doute, mais insuffisantes pour imaginer un ralliement de larges secteurs de gauche à la nouvelle équipe. De fait, après avoir rêvé d'entraîner des personnalités « indépendantes », Alan a déjà renoncé. Son cabinet sera « largement spriste ». Un argument de défiance, déjà, pour tous ceux, des conservateurs aux communistes de toutes tendances, qui se défient a priori d'un APRA qu'ils continuent de voir « sectaire » et toujours « tenté par le totalitarisme ».

#### L'amitié de Felipe Gonzalez

Alan plaide peu. Il part pour l'Europe, prends du recul, peu-finer ses études, se frotter, comme Haya l'a fait bien longtemps avant lui, aux modes et à la culture de l'Espagne et de la France. A Madrid, son directeur de thèse est Manuel Fraga, ancien ministre de Franco, mais aussi professeur, et de qualité, de droit institutionnel d'Amérique latine. Après un passage à Genève, où il travailla comme manœuvre sur un chantier de construction, c'est pendant près de deux ans, Paris, la Sorbonne, les études de sociologie sous la houlette de François Bourricaud, l'un des meilleurs et surtout des plus fervents conseillers du Pérou (1).

Avant de rentrer au pays, Alan repasse par Madrid, assiste aux premiers pas de Juan Carlos, souverain dans tous les sens du terme, se lie d'amitié avec Felipe Gonzalez, mais se défend aujourd'hui de chercher son modèle du côté de l'« expérience espagnole », car dit-il, « les conditions du Pérou n'ont rien à voir avec celles de l'Europe démocratique ». Il a raison. Mais il est vrai qu'il y a bien des « ena-

logies » entre Felipe et Alan : jeunesse, charme, charisme, sens politique, habileté manœuvrière, réelle, et même volant d'oublier « les haines du passé ».

Premier discours public en 1979, sur le place San Martín, pendant la campagne pour l'élection de la Constituante. Premier succès. La presse le traite de cachorro, de « jeune loup », un titre jusqu'alors réservé à Manuel Seoane, un des lieutenants de Victor Reul, mort tragiquement. Haya en est, dit-on, « agacé » et fait la remontrance à Alan. « En politique, mon garçon, le plus facile, c'est le discours public... »

Secrétaire à l'organisation du parti, député à la Constituante, le mort, le 2 août 1979, de Haya le bouleversa. Cette disparition marque aussi le début d'un déclin grave de l'APRA, livré aux luttes internes. C'est Armando Villanueva, la baroudeur brûlé et trépassé, à la queue tournée de docker, qui fait naturellement figure de dauphin et c'est lui qui la parti désigne pour l'élection présidentielle de 1980. L'échec d'Armando, face à Belaunde Terry, enfonce un peu plus les spristes, déchirés, emers, sans leader reconnu.

#### Oublier les haines

La ressource s'amorce en octobre 1982 avec la désignation, à l'unanimité, d'Alan au poste de secrétaire général. Il n'a que trente-deux ans. Il voyage aux quatre coins d'un pays tourmenté, deux fois et demi grand comme la France, se rend à Ayacucho en août 1983, « le cœur blessé du Pérou », frappé par le terrorisme et le contre-terrorisme. Pendant sa campagne présidentielle, en avril, il est retourné à Ayacucho, où l'insurrection de Sendero lumineux a encore progressé, et crie « Vive la vie ».

Oublier les haines, ramener la paix, la sécurité pour tous, nourrir les affamés, défendre les marginalisés des Andes et des bidonvilles de Lima, relancer l'agriculture, protéger l'industrie nationale, rétablir les équilibres rompus entre la sierra treguère et une métropole démesurée, lutter pour la souveraineté nationale et se garder des pressions de l'étranger, en particulier du FML, en demandant des « conditions raisonnables » pour le paiement de la dette extérieure : qui ne sous-entend pas un tel programme humaniste à aux relents « vellequistes » (2) ? Ce qui explique les sympathies dont Alan bénéficie dans certains secteurs d'une armée qui s'interroge sur les causes profondes de l'insurrection du Sendero, comme elle s'interrogeait, avant 1980, sur les vraies raisons du soulèvement armé du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) dans les Andes.

Mais la politique est l'art du possible. Et Alan, lucide, la sait. Il a de très bonnes idées : par exemple, réduire l'absurde course aux armements en recherchant des accords régionaux avec tous les voisins qui traînent de vieilles querelles de frontière avec le Pérou. Il n'est pas anti-américain, mais, nationaliste, se défie d'une dépendance excessive des Etats-Unis. Il n'est pas anticommuniste, comme les spristes des années 60, mais ne croit pas non plus que l'exercice romantique du marxisme-léninisme soit la panacée pour les pays en voie de développement. Alan est un homme positif, rebelle à tous les excès. Et il est sans aucune illusion. « Ce sera dur, dit-il. Très dur. Ce n'est pas en quelques mois que l'on peut redresser une situation aussi dramatique. Mais quelle tâche exaltante ! »

#### MARCEL NIEDERGANG.

(1) Auteur, entre autres ouvrages, de *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain*, Armand Colin et de *Changement à Puno* (travaux de l'Institut d'Amérique latine de Paris).

(2) Du nom du général Velasco Alvarado, auteur du coup d'Etat d'octobre 1968 contre le premier gouvernement Belaunde Terry et artisan d'une politique nationaliste et progressiste jusqu'en 1975.

### Pas de fête populaire mais un nouveau style

Lima. — Après soixante ans de purgatoire, la populiste APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine) a enfin pris le pouvoir au Pérou. Malgré quelques centaines de mouches blanches agitées devant le palais de Pizarro, quelques banderoles et des strophes de la *Marsellaise* apaisées par la fanfare du parti, ce dimanche 28 juillet, n'a pas été l'occasion d'une grande fête populaire. Pour la passation de pouvoir entre M. Belaunde et M. Garcia, une cinquantaine de pates de maisons du centre-ville avaient pratiquement été mis en état de siège : tireurs d'élite sur les toits, nuées de détectives, de soldats, de policiers et de chiens bergers allemands détecteurs d'explosifs.

Ces mesures de sécurité extrêmes ont permis que la cérémonie se déroule sans incidents, sinon sans appréhension. Le terrorisme urbain avait redoublé ces derniers jours dans la capitale, visant à narguer les forces de l'ordre et à décourager les personnalités invitées. Jeudi, une voiture piégée explosait devant le ministère de l'Intérieur, et une autre, samedi, devant le haut commandement conjoint de l'armée.

#### De notre correspondant

Les forces de l'ordre ne dissimulaient pas les difficultés auxquelles elles se heurtaient pour éviter de nouveaux attentats. D'une part, parce qu'il est maintenant évident que la police est infiltrée par les terroristes, d'autre part, parce que ceux-ci font preuve de toujours plus d'audace à Lima : vingt et une voitures avaient été volées dans la nuit de vendredi à samedi, ainsi que de nombreux laissez-passer. De plus, l'interrogatoire d'un présumé guérillero avait, semble-t-il, révélé l'existence d'un commando-suicide, formé d'une vingtaine d'hommes-bombes qui avaient pour mission de saboter coûte que coûte la cérémonie de passation des pouvoirs.

#### Le palais de Pizarro

Aucun attentat n'a eu lieu. Seule la diffusion du message d'adieu du président sortant, M. Fernando Belaunde, a été brièvement interrompue sur les antennes de la radio par les guérilleros du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru.

Le calme était tel dans le centre-ville que les chefs d'Etat d'Argen-

tine, d'Uruguay et de Bolivie, se sont même offerts le luxe de parcourir, à pied — les 300 mètres qui séparent la cathédrale, où était chanté le Te Deum, du Parlement où allait se célébrer la passation de pouvoir. Quelques heures plus tard, c'était au tour du jeune chef de l'Etat de parcourir ce même chemin, mais en sens inverse, afin de gagner le palais de Pizarro.

Cette journée a mis en évidence un nouveau style, plus jeune, plus direct et plus vigoureux. Deux cérémonies sont venues s'ajouter à la traditionnelle investiture au Congrès. Une cérémonie militaire d'abord pour « fortifier les liens entre le futur gouvernement et les militaires » : les forces armées ont juré fidélité à Alan Garcia, leur chef suprême, dans la cour d'honneur du palais. Une cérémonie populaire enfin : les ministres ont prêté serment depuis le balcon du salon doré du palais, « face au peuple ». En fait, face à quelques centaines de partisans triés sur le volet, et fouillis minutieusement par le service d'ordre.

NICOLE BONNET.

### M. Garcia propose la réunion d'un congrès latino-américain

Lima. — « Pourquoi, frères présidents, faire perdre tant de temps à l'histoire ? Pourquoi maintenir nos peuples perdus dans l'isolement ? Pourquoi nous regarder avec méfiance ? Pourquoi nous soumettre à l'empire des riches ? Pourquoi nous déshonorer que pour ceux qui nous dominent aujourd'hui ? »

S'adressant directement aux « frères présidents » (six chefs d'Etat latino-américains ont assisté à la transmission du pouvoir), dans son discours d'investiture prononcé au Congrès, M. Alan Garcia a lancé deux initiatives : la diminution des dépenses militaires et la défense de la souveraineté continentale.

« Nous avons un ennemi commun (sous-entendu l'impérialisme) qui nous a soumis dans l'injustice, la misère et la domination. Au lieu de nous considérer comme des adversaires potentiels, nous devons faire cause commune pour la paix et signer un accord pour comprimer nos achats d'armes. » Le Pérou fera le premier pas dans cette voie, en réduisant le nombre de Mirage-2000 commandés à la France de 26 au total, — et qui devaient être livrés l'année prochaine.

S'adressant à son collègue de Panama, M. Nicolas Ardito, le jeune président lui a demandé de réactualiser le rêve du grand libérateur Simon Bolivar : « Nous devons faire cause commune pour la paix et signer un accord pour comprimer nos achats d'armes. » Le Pérou fera le premier pas dans cette voie, en réduisant le nombre de Mirage-2000 commandés à la France de 26 au total, — et qui devaient être livrés l'année prochaine.

Au sujet du Fonds monétaire international — « cet organisme sans âme », — le nouveau président a formulé une troisième proposition : le Pérou ne consacrera pas plus du dixième de ses devises provenant de

#### De notre correspondant

l'exportation à l'acquisition de sa dette, et cela pendant au moins un an.

Enfin, pour la lutte contre les mouvements subversifs, une commission de paix doit être créée inces-

samment, afin « d'établir des ponts pour le dialogue et de convaincre les terroristes de se réorienter vers la démocratie... Lorsque les conditions seront réalisées, nous pourrions considérer alors le pardon et l'amnistie... »

N.B.

#### Chili

### Démission des ministres de l'éducation et de l'économie

Santiago-du-Chili (AFP, Reuters). — MM. Modesto Collados et Horacio Aranguiz, respectivement ministres de l'économie et de l'éducation nationale, ont remis leur démission au président Augusto Pinochet, a annoncé samedi 27 juillet le ministre de l'Intérieur. Ces démissions surviennent alors que circulaient depuis plusieurs semaines à Santiago des rumeurs sur des désaccords au sein du gouvernement.

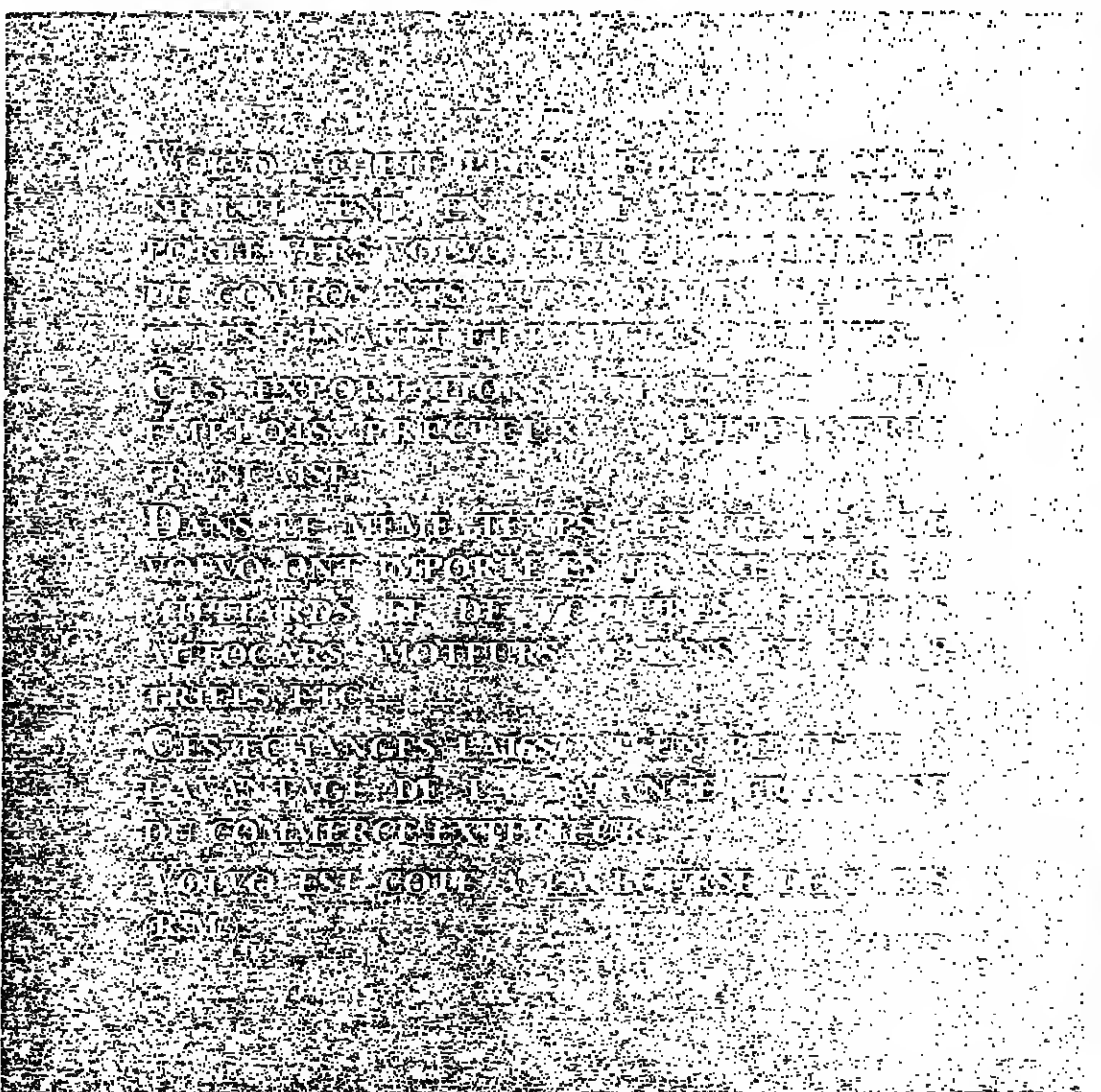
Selon des sources officielles, le ministre de l'économie a démissionné pour des raisons de santé. M. Collados, qui souffre de problèmes cardiaques, devra se soumettre à un repos strict sous surveillance médicale, a-t-on précisé. Il avait pris son portefeuille en avril 1984, mais s'était peu à peu effacé au profit de son collègue des finances, M. Hernan Buchi.

Le ministre de l'Intérieur n'a pas donné, en revanche, les raisons de la démission du ministre de l'éducation. Celui-ci était confronté à l'agitation croissante des milieux étudiants. M. Aranguiz, qui détenait son portefeuille depuis octobre 1983, avait ordonné au début du mois de juillet la fermeture d'un lycée de la capitale situé dans le quartier aisé de la Providencia. Le soir même, le général Pinochet avait

annulé la décision de son ministre, devant les protestations des parents d'élèves et des professeurs.

Selon certaines sources, le ministre de la santé, M. Chenehon, aurait également remis sa démission, mais cette information n'a pas été confirmée par le gouvernement. La dernière crise de cabinet remonte au 11 février dernier, date à laquelle M. Ricardo Garcia avait été nommé ministre de l'Intérieur, en remplacement de M. Onofre Jarpa, et M. Hernan Buchi ministre des finances, en remplacement de M. Escobar Cerda.

« Accord entre le Chili et les Etats-Unis sur l'île de Pâques. » Un accord a été signé entre Santiago et Washington autorisant un éventuel atterrissage d'urgence des navettes spatiales américaines sur l'île chilienne du Pacifique-Sud. L'accord permettra à la NASA de procéder à des aménagements sur l'île, située à 3700 kilomètres des côtes du Chili. Le financement des travaux sera assuré par les Etats-Unis. Le document d'accord doit être soumis mercredi à l'approbation du chef de l'Etat chilien.



OMATIE



# politique

## LES DIFFICULTÉS DU POUVOIR OUTRE-MER

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

#### M. Lafleur : si la revendication foncière prime, ce sera la guerre civile

De notre correspondant

Nouméa. — Dans les états-majors politiques calédoniens, personne n'a été vraiment surpris du vote, pratiquement sans modification, du projet de loi sur l'évolution du territoire.

Depuis plusieurs mois déjà, au FLNKS comme au RPCR, on se prépare à l'échéance électorale de septembre, qui apparaît à chacun comme un enjeu essentiel. Pour les indépendantistes, ce sera l'occasion de se compter et d'obtenir une autonomie de gestion jusqu'à l'indépendance dans deux, peut-être trois régions sur quatre. Et, bien que la direction du mouvement indépendantiste reste très discrète, le travail semble intense dans la perspective des élections régionales. Depuis la semaine dernière, les deux principaux dirigeants de l'Union calédonienne (principale composante du FLNKS) sont absents du territoire: M. Jean-Marie Tjibaou est en Nouvelle-Zélande, où il devait rencontrer des membres du gouvernement travailliste de M. David Lange dans la perspective du Forum du Pacifique, tandis que son adjoint, M. Yveline Yveline, est au Vanuatu, où il assiste aux fêtes commémorant le cinquantième anniversaire de l'accession à l'indépendance de l'ex-colonisation franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, dont s'inspirent aujourd'hui ouvertement les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie.

Dans l'ensemble du territoire, ceux-ci procèdent à la désignation des candidats des listes uniques du FLNKS pour les conseils de région. Dans le souci de donner l'image de l'unité, les dirigeants du FLNKS ne révéleront l'identité de leurs candidats, ainsi que leur appartenance politique, qu'au dernier moment. Le samedi 27 juillet, un mini-congrès réuni à Yaté a vu la désignation des candidats pour ce que les cadres du parti appellent « la région Fabius sud ». Au cours des deux semaines à venir, les cinq composantes de la coalition indépendantiste devraient se réunir localement pour désigner leurs représentants dans les régions du nord et des îles Loyauté.

A propos des précautions qui seront prises lors de ce scrutin, les indépendantistes ne semblent pas opposés en principe de l'octroi de la présidence des bureaux de vote à des magistrats de l'ordre judiciaire. En revanche, soulignent-ils lundi au siège du FLNKS, quel que soit le principe retenu pour le dépouillement, les cadres du parti entendent voter dans chaque bureau dans la perspective du futur scrutin d'auto-détermination. Cette volonté va à l'encontre des soucis exprimés par la commission des lois de l'Assemblée nationale et du Sénat, celle qui ont prévu de centraliser les opérations de dépouillement du scrutin.

Au RPCR, si l'on se réjouit de certaines garanties quant à la liberté du scrutin, le député RPR, président du mouvement légaliste, M. Jacques Lafleur, n'a pas caché sa déception devant le choix d'un vote par correspondance pour les réfugiés de la côte est et des îles qui résident actuellement à Nouméa.

#### Le FLNKS face à une alternative

M. Lafleur a, d'ailleurs part, violemment critiqué le fait que, selon lui, le rejet de l'ensemble des amendements proposés ne soit que le résultat des pressions exercées par le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, M. Edgar Pisani, notamment en ce qui concerne le découpage « que M. Pisani considère comme éligible à l'ail », souligne le député.

Pour M. Lafleur, la mise en place des nouvelles institutions notamment la régionalisation, va amener un bouleversement notable dans la vie du territoire. « Quel que soit le résultat de ces élections, déclare-t-il, ce statut sera une transition vers quelque chose d'autre. Ou bien ce sera l'indépendance, ou bien ce sera un nouveau statut pour le territoire si celui-ci se prononce contre l'indépendance. » D'ici là, estime M. Lafleur, le FLNKS va se

trouver face à l'alternative suivante: ou, par la gestion des régions, il démontre un souci de justice envers les autres communautés, ou bien il s'enfoncera dans son idée d'indépendance raciste et dans ce cas le pire est à craindre.

Pour M. Lafleur, la revendication des indépendantistes est triple: elle est à la fois foncière, culturelle, mais porte aussi sur la souveraineté. « On remarque, le président du RPCR, et dans le cadre des régions, la revendication de souveraineté n'est pas suffisamment exprimée, si c'est la revendication foncière qui sert d'argument pour imposer une souveraineté, alors ce sera la guerre civile (...). » Cette période est porteuse d'énormes dangers potentiels, conclut-il.

Enfin, dans les rangs des indépendantistes, modérés du FLNKS, qui espèrent augmenter leur représentativité lors des élections régionales, on se prépare aussi activement. Tandis que, sur le territoire, on désigne les candidats, une délégation du mouvement a entrepris une tournée d'information au Fidji, en Nouvelle-Zélande et en Australie. Pour toutes les formations politiques du territoire, ce n'est qu'après l'avis du Conseil constitutionnel et l'annonce de la date exacte du scrutin que seront précisés les calendriers de travail.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

#### Impuissance

Contagion ? Bien que les particularités historiques, économiques, sociales et culturelles distinguent fortement la Guadeloupe de la Nouvelle-Calédonie, la tentation est grande, en effet, de rapprocher Pointe-à-Pitre de Nouméa. Ne serait-ce que parce que le mouvement indépendantiste guadeloupéen s'est lui-même référé à la lutte du peuple canaque pour justifier son propre engagement politique et pour revendiquer un rôle moteur dans sa tentative d'unification des différents courants indépendantistes qui traversent l'outre-mer français.

La manifestation la plus publique de cette volonté avait été l'organisation en Guadeloupe, en avril dernier, de la première Conférence internationale des dernières colonies françaises, à l'initiative de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), qui est la formation la mieux organisée du mouvement indépendantiste entêté. Sous « l'effet calédonien », les formations séparatistes antillaises, guyanaises et réunionnaises s'étaient accordées, au cours de cette réunion, sur une stratégie commune de déstabilisation du pouvoir métropolitain.

Il n'est donc pas étonnant que l'UPLG se soit employée à contrôler les manifestations déclenchées par la fraction la plus extrémiste du courant indépendantiste guadeloupéen, qu'incarne le Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (IMPGI), fondé par Luc Reinetto, en cavale depuis le 16 juin et devenu présumé de la clandestine Alliance révolutionnaire caribbe (ARC).

En canalisant le colère des jeunes Guadeloupéens, pour lesquels l'affaire Faisans a constitué d'abord un déni de justice, l'UPLG cherche, à la fois, à éviter d'être débordée sur sa gauche et à affirmer davantage, aujourd'hui, sa légitimité populaire pour mieux justifier, demain, ses revendications syndicales-politiques. Elle joue en quelque sorte, à toutes proportions gardées, un rôle identique à celui de l'Union calédonienne au sein du FLNKS dans le territoire du Pacifique.

La principale différence avec la situation qui prévaut en Nouvelle-Calédonie réside dans le fait qu'en Guadeloupe, pas plus que dans les autres départements d'outre-mer, aucune formation indépendantiste ne dispose d'une audience électorale comparable à celle du FLNKS au sein de la communauté mélané-

sienne. Aux Antilles, les clivages politiques ne recoupent pas les bases ethniques.

#### Deux vitesses

La principale analogie trouve sa source dans les inégalités économiques et sociales qui, ici comme là, caractérisaient les sociétés à deux vitesses, si proches dans les anciennes colonies de notre pays.

M. Michel Debré avait tort le semaine dernière, quand il dénonçait, à l'Assemblée nationale, l'« aveuglement » du gouvernement, sur les « interventions étrangères » en Guadeloupe comme en Nouvelle-Calédonie. Ce n'est pas le train de Moscou ni celle de La Havane qui arme les Luc Reinetto et autres Eloi Machoro, mais plus sûrement l'ensemble des frustrations qu'engendrent ces inégalités parmi les nouvelles générations locales, privées de toute perspective positive dans ces îles où le taux de chômage atteint des proportions alarmantes.

En revanche, le député RPR de la Réunion était parfaitement fondé à reprocher au pouvoir « l'ineffectivité, depuis cinq ans, d'une politique globale d'outre-mer ». Il eût été, assurément, à l'honneur de la gauche d'essayer de conduire outre-mer une politique sociale hardie sans qu'il soit nécessaire, au demeurant, d'y bouleverser la vie économique. L'espérance, sur ce terrain, était grande et, en octobre 1984, dans nos colonies, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, affirmait son souci de « déterminer une volonté politique et économique pour cinq et six ans ». Il souhaitait que les premières mesures concrètes puissent entrer en application « dès le premier semestre 1985, dans plusieurs secteurs », après un débat d'orientation au Parlement initialement prévu avant la fin de 1984. Il y a eu l'explosion en Nouvelle-Calédonie. Alors, on n'a rien vu venir. L'indépendance n'a pas suivi. Un débat parlementaire d'orientation est prévu... à l'automne 1985.

Qu'à la fin de la législature le pouvoir en soit encore à balbutier dans la définition d'une politique pour l'outre-mer, cela confirme son impuissance, pour ne pas dire son indigence, même si ses adversaires partagent la responsabilité de la situation explosive ainsi créée, par l'héritage qu'ils ont laissé aux socialistes.

ALAIN ROLLAT.

#### La crise s'aggrave chez les socialistes du Nord

(Suite de la première page.)

En tout cas, la déception est grande à Trith, où l'on s'étonne, comme Christian Falala, que les structures de réflexion et de concertation n'aient pas joué avant qu'intervienne la décision. « Pour les gens, explique Daniel Scouffaire, trente-quatre ans, ouvrier dans une autre usine de Trith et l'un des quatre démissionnaires, ou Mauroy nous a laissé tomber, ou il n'a plus le pouvoir qu'il avait. Mais c'est Fabius la tête de turc. »

Les élus socialistes ne sont pas épargnés non plus. « Ils sont partis pour Paris avec de belles idées, souligne Daniel Scouffaire et ils sont revenus avec les idées du premier ministre. » La vérité, dit-il encore, c'est que personne n'a bougé.

Alors, les ouvriers aujourd'hui tentent de bouger. Bien sûr, cela ne va pas pour le mieux entre la CGT et la CFDT, mais Elie Salengros,

responsable de la CGT et premier adjoint au maire, est d'accord avec Joël Holin pour annoncer de nouvelles initiatives.

Devent la porte de l'usine, des inscriptions ont été tracées sur le sol. On lit, par exemple: « Non aux mutations, tous dans l'action. » Et « Non aux congés conversion. Avec la CGT dans l'action. » Des affiches, placardées, et là, dénoncent les « mesures inacceptables » et concluent: « Ne touchez pas à notre usine. »

Mais, dans trois jours, l'usine va fermer ses portes pour les congés annuels. Les ouvriers ont déjà réservé, par l'intermédiaire de leur comité d'entreprise, des places de camping à Hyères ou au Lavandou. Trois jours trop accablés la pression. Sans beaucoup d'illusions.

THOMAS FERENCZI.

#### L'Humanité : la « virginité » de M. Mauroy

Dans l'édition de l'Humanité, M. Claude Cahanes, rédacteur en chef du quotidien du PCF, écrit, lundi 29 juillet: « L'effet de panique a suggéré à l'ancien premier ministre une manœuvre infantile pour sauver ses « billes » et laisser à Fabius toute la charge du fardeau. On avait déjà vu le jeu du « divorce » Jospin-Fabius. Voici le scénario du conflit Fabius-Mauroy. Comme si le Parti socialiste s'exerçait déjà à la cure d'opposition, après avoir installé dans les meubles de Matignon les chefs de la droite.

On ne se refait pas une virginité avec la vertu des autres. M. Mauroy a une panne calculée de la mémoire. Il oublie que la politi-

que de rigueur — cette saignée chirurgicale sur tout l'appareil de production — a été inaugurée par ses soins au cours de l'été 1982. Que sous sa direction 500 000 emplois industriels ont disparu en France dans tous les secteurs clés: sidérurgie, automobile, charbon, télégraphie, chimie, électronique, textile. Il oublie que M. Fabius a été son ministre de l'Industrie. Et que M. Delebarre, bras droit du maire de Lille, est, aujourd'hui, ministre de M. Fabius.

En bref, quand les hommes que l'on veut chasser de leur travail se mettent en mouvement, les plus subtiles manœuvres politiciennes, à peine ficelées, se défont aussitôt. »

#### Les chefs séparatistes souhaitent un retour au calme

(Suite de la première page.)

Comme dans « l'affaire Faisans », le geste d'un « rafic » contre un rafic avait mis le feu aux poudres dans un contexte social et politique tendu. Les affrontements, à l'époque, entre manifestants et forces de l'ordre avaient dégénéré en combats armés. Le chiffre des morts n'a jamais été officiellement publié, mais il avoisine la cinquantaine.

Les indépendantistes admettent qu'ils ne s'attendaient pas, la semaine dernière, à un mouvement de foule d'une telle ampleur. Une manifestation unitaire et matinale était initialement prévue mercredi, mais rapidement, sous l'impulsion de la fraction la plus extrémiste, le Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante (MPGI), la contestation a éclaté en plusieurs points de la ville. Pour ne pas être distancés, le Comité de coordination, et notamment la plus importante des organisations, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), a pris le commandement des opérations sur les différents barrages.

La solidarité guadeloupéenne avec Georges Faisans était aussi plus vive qu'on se l'imaginait, et plusieurs milliers de personnes, parfois très éloignées des idées nationalistes, se sont massées près des barrages, constituant une foule de manifestants qui a désorienté les forces de l'ordre. Que la police ait péché, mercredi dernier, par imprévoyance est une évidence, mais cela vaut pour la montée des événements, pour l'ignorance de l'« effet Faisans », beaucoup moins pour les heures des jours qui ont suivi. Deux cents hommes à peine, des armes mobiles et CRS compris, étaient mobilisés ce mercredi sur tout le territoire de l'île. Les compagnies de CRS se sont vite épuisées à pourchasser les manifestations, aussitôt redressées par les indépendantistes.

#### Des barricades piégées à l'explosion

L'invulnérabilité, la discrétion de ce dispositif policier, sont ensuite apparues comme des vertus de prudence et d'intelligence. M. Robert Fournier, jeune sous-préfet de Pointe-à-Pitre en poste depuis moins de trois semaines et qui se souviendra sans doute de son baptême du feu, avait dû entendre parler, lui aussi, des émeutes de 1967: il a essayé de faire intervenir les forces de l'ordre de coup de feu en différents points de la ville. Les cibles étaient trop belles dans une ville à l'éclairage précaire. Mieux valait, ont jugé le sous-préfet et ses maigres troupes, supporter quelques pillages nocturnes de magasins et d'un supermarché que de rouvrir la chronique des morts en Guadeloupe. La peur rétrospective éprouvée dans l'île est

plus précisément due au rôle d'apprenti sorcier qu'on veut faire jouer les éléments les plus durs du « camp patriotique » à des bandes de jeunes voyous. Certains responsables de l'UPLG n'ont pas fait mystère de leurs difficultés, mercredi et jeudi dans la nuit, à empêcher les clandestins de l'ARC (Alliance révolutionnaire caribbe) d'entraîner les habitants du bidonville de Boissard, chômeurs guadeloupéens ou immigrés dominicains, vers des opérations de type militaire.

Selon des sources dignes de foi, ces extrémistes ont cherché à plusieurs reprises à transformer, durant ces journées, ce que l'UPLG appelle « un mouvement de masse simplement un peu musclé » en insurrection armée. C'est vraisemblablement par des modérés du mouvement indépendantiste que les policiers ont appris le risque pour eux de s'approcher des barrages du ghetto: certaines barricades avaient été quelques heures auparavant piégées à l'explosion.

#### L'aventure ou l'échec

Stupéfaite, la Guadeloupe a donc réalisé depuis, en recoupant ces informations, qu'un phénomène d'une nature jusqu'ici inconnue s'était greffé sur le mouvement de contestation. Chiffres éloquent: le préfixe estime à près d'un millier le nombre des « éléments incontrôlés » vus sur les barricades, jeunes gens en mal de transistors et de matériel vidéo, voleurs de fusils de chasse dans les armureries, voyous à la recherche de « contrats » faciles à exécuter la nuit sur les forces de l'ordre. Sans accorder la même importance à ce dévergèlement, les indépendantistes en ont reconnu le danger.

Ce souci a pesé sans doute de son poids d'inquiétude dans l'attente de l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Basse-Terre. Pour avoir prouvé que les actions de blocage ne cesseraient qu'à la mise en liberté de Georges Faisans, le comité de coordination de l'UPLG n'aurait d'autre solution, sous peine de déchoir, que de procéder, en cas de refus des juges, à une surenchère dans la violence. Ils s'y sont d'ailleurs préparés et certaines informations laissent entendre que les éléments les plus musclés, notamment dans les milieux agricoles de la région de Capoterre, se sont mis sur le pied de guerre. La Guadeloupe a compris, en effet, que les forces de l'ordre, enfin renforcées, ne pourraient pas laisser le terrain libre plus longtemps. Trois jours sans intervenir, c'est plus que l'opposition en métropole pourrait en supporter...

Pendant trois jours, l'UPLG a réussi à bloquer la Guadeloupe, à attirer la sympathie d'une partie de la population et à imposer à l'Etat une confrontation directe excluant les institutions et les élus locaux. Cet avantage tomberait si

Georges Faisans n'était pas libéré, car il n'y aurait plus alors la chose qu'entre une aventure hasardeuse et un aven d'échec.

Dimanche, tous les milieux sans exception de l'île, politiques, sociaux et même religieux, appelaient de leurs vœux ce qu'un haut fonctionnaire appelle « une issue heureuse, pacifique, respectant la dignité des deux adversaires ». Radio-Tombou et Radio-Unité, les organes du mouvement indépendantiste, écoutaient cette semaine par toute la Guadeloupe — RFO, l'antenne publique, avait choisi la surdité, — promettaient en fin de week-end la liberté à l'instituteur emprisonné avec une conviction qui trahissait quelque anxiété. Les deux journées d'apaisement montraient bien, par une certaine désertion des barricades, le relâchement des militants, l'usure de la solidarité, et que ce coup de chaleur avait ses limites. Une reprise présenterait des dangers, beaucoup plus graves. « Je ne voudrais pas tirer à la place des juges », nous confiait M. Rosati Monnier, le porte-parole du comité de coordination. Curieusement, M. Sabourin faisait, quelques heures plus tard, la même remarque.

PHILIPPE BOGGIO.

#### M. Pisani : les choses ne sont pas comparables

M. Edgar Pisani, qui était, dimanche 28 juillet, l'invité du « Forum » de RMC, a notamment déclaré, à propos des événements survenus en Guadeloupe: « L'affirmation de la contagion entre la Nouvelle-Calédonie et les autres territoires ou départements d'outre-mer n'est pas fondée sur une réalité objective. Il n'y a pas de comparaison possible entre ces quatre départements et la Nouvelle-Calédonie. Je crois encore qu'à force de parler de cela on risque de provoquer des troubles que l'on prétend éviter. Je crois enfin que l'analyse révélera que les affaires de Guadeloupe ont deux fondements qui sont de nature très différente de tout ce que nous avons connu en Nouvelle-Calédonie. Premièrement, la situation d'un homme qui fait la grève de la faim et avec lequel l'opinion guadeloupéenne se sent solidaire; deuxièmement, incontestablement, une explosion d'une jeunesse marginale que l'on appellerait ailleurs boïlogues. Le phénomène politique indépendantiste ne me paraît pas être la caractéristique principale des événements de Guadeloupe. »

L'indépendance de la Guadeloupe lui paraît-elle, à terme, comme celle de la Nouvelle-Calédonie, « indécelable » ? « Ma réponse est non ! » a répliqué le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. Je ne le crois pas du tout parce que, d'abord, il n'y a pas de conflit ethnique, ensuite, parce que les racines de la présence française, de l'égémonie, entre les réalités de cette île, sont beaucoup plus anciennes; enfin, parce que Guadeloupéens et Martiniquais sont présents à Paris, sont présents dans la vie nationale in-

#### M. LEMOINE NE CRAINT PAS DE « DÉRAPAGE »

Dans un entretien publié le 28 juillet par le Journal du Dimanche, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, déclare notamment: « Ce que l'on appelle maintenant l'affaire Georges Faisans a pris une sorte de valeur symbolique pour l'ensemble de la Guadeloupe. »

« A l'origine, tout relève pourtant plus du fait divers que de l'événement politique. La condamnation de Georges Faisans, à sa grève de la faim, une certaine inquiétude qui s'est manifestée sur sa santé — qui n'a en fait jamais été vraiment en danger — ont provoqué une sorte d'élan qui s'est manifesté dans l'ensemble des Guadeloupéens, y compris ceux qui vivent en métropole, pour appeler à la clémence. »

« Il est vrai que les mouvements qui se réclament de l'indépendance ont utilisé ce climat. Profitant d'une certaine forme d'animosité qui semblait se déverser en Guadeloupe, ils ont essayé de faire avancer leurs thèses. Mais il ne faut surtout pas procéder à des assimilations entre les deux choses et je ne crains pas de « dérapage. »

« A l'origine, tout relève pourtant plus du fait divers que de l'événement politique. La condamnation de Georges Faisans, à sa grève de la faim, une certaine inquiétude qui s'est manifestée sur sa santé — qui n'a en fait jamais été vraiment en danger — ont provoqué une sorte d'élan qui s'est manifesté dans l'ensemble des Guadeloupéens, y compris ceux qui vivent en métropole, pour appeler à la clémence. »

« A propos des contacts que le chef de la branche dure du mouvement indépendantiste guadeloupéen, Luc Reinetto, aurait eus, selon ses récentes révélations, avec des émissaires officiels du gouvernement, M. Pisani a estimé: « Je crois que cela a été un succès d'information réelle et que cela a été pour objectif de calmer le jeu. Je comprends comment, dans un système aussi totalement intégré, aussi assimilé, où les avantages sont aussi évidents, pouvait exister une tendance à l'indépendance et comment il était possible, dans le maintien, dans le cadre de la République, de répondre à ces aspirations. »

« Evoquant la perspective de l'émergence d'une « troisième force » en Nouvelle-Calédonie, entre le Rassemblement pour la Calédonie dans la République et le FLNKS, M. Pisani a souligné: « Au sein des populations blanches de Nouvelle-Calédonie, il existe des hommes de toute origine qui estiment que le temps du dialogue est venu et que l'on ne peut pas aller de drame en drame. »

« Ça fait vingt-cinq ans qu'on va de drame en drame en Nouvelle-Calédonie. Ce qui est vrai, c'est que parmi les Mélanésiens et les Futuniens il en est qui souhaitent un arrangement soit trouvé. Alors, c'est une médiation que nous cherchons, c'est un élément qui puisse permettre que le dialogue s'engage. »



سوق صبا الازهر

# société

## A LA CONFÉRENCE DE NAIROBI

### Des actions pour l'an 2000 en faveur des femmes

Malgré des débats houleux essentiellement politiques, les représentants des cent cinquante-sept pays réunis à la conférence des femmes organisée, du 12 au 27 juillet, par l'ONU à Nairobi ont adopté par consensus un texte préconisant des mesures pour améliorer la condition

féminine. Certes, le document « Stratégies d'actions pour l'an 2000 » n'a de valeur que morale ; il n'en montre pas moins une volonté commune d'ouvrir pour la suppression des dispositions législatives discriminatoires, pour l'amélioration du sort de celles qui vivent en milieu ru-

ral et surtout dans le tiers-monde, ou pour permettre aux femmes de participer aux processus de décisions politiques.

Dans le document, les Etats membres de l'ONU demandent qu'il soit également porté une attention particulière aux femmes âgées ou handicapées, à celles victimes de violences physiques à l'extérieur comme à l'intérieur des foyers, dans les prisons ou dans les camps de réfugiés.

Il préconisent des efforts pour faciliter leur vie quotidienne en multipliant et rapprochant, par exemple, les points d'eau des villages. Et surtout, la conférence souligne l'importance des femmes dans le bon fonctionnement des programmes de santé primaires ou dans le tissu commercial ou agricole.

Pour M<sup>me</sup> Maureen Reagan, fille du président des Etats-Unis et chef de la délégation américaine, « le document sur les stratégies ne changera sans doute pas grand-chose ». Elle estime toutefois que « c'est dans l'ensemble un bon texte », même si elle est en désaccord avec certains points. Les Etats-Unis se félicitent toutefois d'avoir enlevé du document final toute référence explicite au sionisme comme obstacle à la promotion des femmes.

De leur côté, les pays non alignés sont satisfaits de voir que l'apartheid a été condamné et la question des palestiniens évoquée (*le Monde* date 28-29 juillet). Le texte, qui condamne l'apartheid et appelle à des sanctions contre l'Afrique du sud et à un soutien de tous les mouvements de libération, a été voté à 121 voix pour, 13 abstentions et une contre. Les Etats-Unis ont expliqué que, tout en condamnant l'apartheid, ils ne pouvaient recommander un soutien au mouvement de libération.

Epuisées par de longs débats, réalisés par le sculpteur Guidi, qui en a fait don à l'Association, a été coulé par la fonderie Susec d'Arcueil (Val-de-Marne). Celle-ci n'a accepté pour ce travail que le prix de la matière première ; enfin, le socle de pierre a été offert par M. Hervé Cardon, un tailleur de pierre de Bethsy, dans l'Oise.



PLANTU.

### 53 MORTS PRÈS DE BEAUNE SUR L'AUTOROUTE EN 1982

#### In memoriam

Un bronze représentant une mère étreignant son enfant a été dévoilé, dimanche 28 juillet, au cimetière de Crépy-en-Valois (Oise), où reposent, depuis août 1982, sous une dalle de marbre, les corps des quarante-six enfants brûlés vifs dans un autocar en flammes, sur l'autoroute A6, près de Beaune (Côte-d'Or).

En cette période d'intense trafic routier, l'Association des parents des victimes a souhaité, par ce geste, faire prendre conscience, à l'occasion du troisième anniversaire de cet accident qui, pendant la nuit du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août 1982, provoqua la mort de cinquante-trois personnes, des dangers de la circulation.

L'ouverture au public, mercredi prochain, sur l'aire de stationnement du Curley (Côte-d'Or), le plus proche du lieu de la catastrophe, d'un « mémorial pour l'avenir », présidé par M<sup>me</sup> Nicole Courcel, et érigé à la mémoire de toutes les victimes de la route, va dans le même sens.

Le bronze qui orne le caveau, réalisé par le sculpteur Guidi, qui en a fait don à l'Association, a été coulé par la fonderie Susec d'Arcueil (Val-de-Marne). Celle-ci n'a accepté pour ce travail que le prix de la matière première ; enfin, le socle de pierre a été offert par M. Hervé Cardon, un tailleur de pierre de Bethsy, dans l'Oise.

## MÉDECINE

### Série suspecte de décès d'enfants dans deux hôpitaux nord-américains

#### Dramatique coïncidence ou infirmière diabolique ?

Au départ, personne, sans doute, n'y prête attention. Pourtant, bientôt, il faut se rendre à l'évidence : il se passe quelque chose d'énorme dans l'unité pédiatrique de l'hôpital de San Antonio (Texas). D'avril 1981 à juin 1982, quarante-deux enfants avaient trouvé la mort.

D'emblée, les responsables locaux furent frappés par les circonstances dans lesquelles se produisaient ces décès. Trente-quatre enfants (81 %) avaient, en effet, trouvé la mort l'après-midi entre 15 heures et 23 heures. Une proportion étonnante, puisque l'analyse des données de ce service au cours des quatre années précédentes permettait d'établir que les décès enregistrés l'après-midi ne correspondaient qu'à 34 % du total. En mars 1983, les responsables sanitaires texans décidèrent de faire appel aux enquêteurs du Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta, qui, avec la plus extrême minutie, se livrèrent à une véritable enquête médico-policière. Leurs conclusions sont publiées dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *New England Journal of Medicine* (25 juillet 1985). Selon celles-ci, ni l'état clinique des enfants, ni les procédures thérapeutiques de l'unité ne permettent d'expliquer cette extraordinaire série de décès.

Dramatique coïncidence, alors ? Pas vraiment. La minutie avec laquelle fut menée l'enquête permet, en effet, d'aboutir à une étrange — et inquiétante — conclusion : la plupart des décès (28 sur 34 des décès survenus l'après-midi) se sont produits en présence de la même infirmière, la « nurse n° 32 ». En février

1984, écrivent les enquêteurs, la « nurse n° 32 » fut poursuivie devant la cour de Bexar (Texas) pour coups et blessures sur enfant (pas un de ceux décédés, mais un de ceux traités par l'équipe soignante de l'établissement). Elle était accusée d'avoir pratiqué une (ou plusieurs) injections non prescrites d'héparine. Elle fut condamnée en octobre 1984. Aucune accusation de meurtre ne fut prononcée en rapport avec notre enquête.

Infirmière diabolique ? Eternelle question de la preuve définitive par rapport à la simple présomption. Une autre enquête publiée dans le même numéro du *New England Journal of Medicine* laisse toutefois penser que de telles affaires sont peut-être plus fréquentes qu'on ne l'imagine.

#### La controverse continue

Ainsi, de juillet 1980 à mars 1981, le service de cardiologie de l'hôpital d'enfants de Toronto (Canada) a-t-il vu son taux de décès multiplié par quatre comparé aux quatre années précédentes (43,1 décès contre 11 pour 10 000 journées d'hospitalisation). Là aussi une étrange corrélation fut, après enquête épidémiologique, établie : 25 décès sur 33 (76 %) furent enregistrés entre 0 heure et 6 heures. « En dépit du fait, notent les enquêteurs, que les décès concernaient des enfants souffrant de graves maladies cardiaques, l'épidémie de décès semblait liée à des intoxications à la digoxine. » Ce médicament, largement utilisé en cardiologie, fut, en effet, retrouvé

dans le départ à de fortes concentrations dans le sang de quatre victimes. Les enquêteurs purent aussi démontrer que ces concentrations correspondaient à des injections intraveineuses prélevées quelques instants seulement avant la mort.

L'enquête épidémiologique — menée indépendamment de l'enquête policière — permit d'établir la présence quasi-constante d'une infirmière au moment des décès suspects. « Les observations concernant les liens entre les employés de l'hôpital et les décès doivent être interprétées avec prudence », notent toutefois les enquêteurs qui soulignent le caractère aléatoire de la preuve épidémiologique d'une action criminelle aux yeux de la justice.

En définitive, la justice canadienne conclut que 8 décès (sur 25) étaient bien dus à une intoxication médicamenteuse et que 15 autres étaient « suspects » ou « hautement suspects ». Le juge de la Cour suprême de l'Ontario déclara même qu'il pensait que tous ces décès ne pouvaient être la conséquence de seuls accidents ou d'erreurs. L'infirmière suspecte ne fut toutefois pas arrêtée et, notent les enquêteurs, « la controverse continue ».

Au total, les deux groupes d'épidémiologistes-enquêteurs concluent à la nécessité de mettre au plus vite en place des systèmes de surveillance et de contrôle des décès en milieu hospitalier, afin de déceler le plus tôt possible toute initiative criminelle au sein des équipes soignantes. Il restera, ensuite, à établir si de telles affaires sont spécifiques aux hôpitaux nord-américains.

JEAN-YVES NAU.

# L'ÉTÉ SEUIL

Pour la première fois, des agents secrets parlent...

Collection L'Epreuve des Faits (99 F)

Roger Faligot  
Pascal Krop

## La piscine

Les services secrets français  
1944-1984



# SCIENCES

POUR SA HUITIÈME MISSION

## La navette Challenger emporte le laboratoire européen Spacelab

Deuxième tentative de départ pour la navette spatiale américaine Challenger. C'est à 15 h 23 (21 h 23 heure française), ce lundi 29 juillet, que la navette devait décoller du centre spatial Kennedy en Floride, portant à son bord le laboratoire européen Spacelab.

Cette mission d'une durée de sept jours aurait dû commencer le 12 juillet (le Monde du 13 juillet). Tout semblait alors aller pour le mieux sur le pas de tir lorsque, moins de trois secondes avant le départ, un ordonnateur de bord déclencha un mauvais fonctionnement d'une mine d'admission d'hydrogène sur l'un des moteurs. Le lancement était aussitôt interrompu, et Challenger resta cloué au sol.

La NASA a craint un moment de devoir changer le moteur défaillant, ce qui aurait provoqué un grand retard du lancement et aurait bouleversé son planning. Une simple réparation de la vane sembla avoir suffi pour remettre Challenger en état, et, un peu plus de deux semaines après l'incident, la navette est de nouveau prête au décollage.

● La navette spatiale sur l'île de Pâques. — La navette spatiale américaine pourrait être autorisée à atterrir, en cas d'urgence, sur l'île de Pâques, cette île chilienne du Pacifique sud. Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Jaime del Valle, a annoncé que son pays et les États-Unis étaient parvenus à un accord sur ce sujet qui avait soulevé des controverses au Chili de la part des écologistes et certains milieux politiques (le Monde du 25 mai). Si le document est approuvé par le président Augusto Pinochet et ratifié par le pouvoir législatif, la NASA prévoit d'allonger la piste de l'aéroport de Mataverí de 2 900 à 3 353 mètres pour qu'elle puisse accueillir des navettes. Les travaux, dont le coût est estimé à 200 millions de dollars, seront financés par les États-Unis.

● Ariane lancera un satellite de navigation maritime. L'organisation internationale de communications maritimes par satellites Inmarsat a décidé de confier le prochain lancement de trois de ses satellites à la société européenne Arianeespace

et à la NASA. Entre juin 1988 et mars 1990, l'un de ces engins sera mis sur orbite par une fusée Ariane-4, les deux autres prendront place à bord de la navette spatiale américaine. « Nous ne pouvons faire dépendre [notre] programme de lancement de satellites d'un seul fournisseur, tout particulièrement au moment où le marché des lanceurs va devenir très compétitif », a déclaré le directeur général d'Inmarsat, M. Ofel Lundberg.

● Nouvelle fréquence pour le sauvetage en mer. — Le système international de satellite de sauvetage SARFAT va se doter d'une seconde fréquence radio pour étendre son réseau sur l'ensemble du globe. Ce programme de repérage des avions et navires en détresse, mis en place par les États-Unis, le Canada, la France et l'Union soviétique (la Norvège et la Grande-Bretagne y participent également), utilise actuellement quatre satellites, trois soviétiques et un américain. Couvrant jusqu'ici uniquement l'hémisphère Nord, il a déjà permis de sauver trois cents personnes.

## APRÈS L'ATTENTAT CONTRE GREENPEACE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

### La marine française recherche le voilier suspect

De notre correspondant

Nouméa. — Les autorités néo-zélandaises sont désormais convaincues que l'équipage français du voilier Ouvea est impliqué dans l'attentat contre le mouvement écologiste Greenpeace, à Auckland (Nouvelle-Zélande), qui avait fait un mort le 10 juillet dernier. Ce bateau de 11 mètres, qui avait été loué pour cinquante jours vers le début du mois de juin, n'a pas rejoint son port d'attache, Nouméa. La marine nationale a déclenché les recherches pour tenter de retrouver l'Ouvea, qui semble s'être volatilisé.

Après l'attentat contre le Rainbow Warrior, le navire de Greenpeace, la police néo-zélandaise a arrêté un couple que l'on a d'abord pris pour des Suisses, avant de constater qu'il était porteur de faux passeports. Tout laisse à penser que Alain et Sophie Turenge sont de nationalité française.

Parallèlement, les enquêteurs ont orienté leurs recherches vers le voilier Ouvea, loué à Nouméa, le 9 juin, par quatre métropolitains. Or, ce bateau est arrivé en Nouvelle-Zélande une quinzaine de jours avant l'attentat. De plus, il s'est mis en infraction avec les lois néo-zélandaises sur l'immigration, car il a attendu trois jours en rade avant de se décider à effectuer les formalités de police et de douane. Enfin, le minibus dont s'est servi le couple Turenge est parti de la rade où stationnait l'Ouvea. Peu avant l'attentat, celui-ci a repris la mer; il a été intercepté à l'île de Norfolk (possession australienne) où il a fait escale le 13 juillet.

La neuf enquêteurs dépêchés sur place ont inspecté le navire et interrogé l'équipage dont un membre avait déjà regagné la France. Les trois hommes restants que la police néo-zélandaise avait jugés « très

coopératifs » ont été laissés en liberté. Le 17 juillet, l'Ouvea est reparti en direction de Nouméa, croyait-on. Le 21 juillet, les navigateurs ont indiqué par radio être à proximité de l'île des Pins, au sud de la Nouvelle-Calédonie, où ils ont déclaré avoir l'intention de faire une dernière escale. Depuis, plus aucune nouvelle.

Des enquêteurs néo-zélandais sont arrivés à Nouméa avec la ferme intention d'interroger l'équipage de l'Ouvea contre qui un mandat d'arrêt a été lancé vendredi pour meurtre (celui du photographe portugais Armando Pereira, tué dans l'attentat), incendie volontaire par explosifs et conspiration. La police néo-zélandaise semble posséder des preuves contre l'équipage de l'Ouvea dont le skipper, M. Alain Velche, est bien connu dans les milieux nautiques français. Toutefois, les Néo-Zélandais se sont contentés d'un mandat d'arrêt à l'échelle nationale et les magistrats d'Auckland n'ont pas demandé une commission rogatoire internationale, comme il est de coutume dans ce genre d'affaire. Si l'Ouvea est actuellement recherché par la gendarmerie maritime de Nouméa, c'est en vertu d'une plainte déposée par le propriétaire du bateau pour abus de confiance.

Il reste que les soupçons de la police d'Auckland, que l'on croyait animés par des sentiments antifrancophobes — la Nouvelle-Zélande soutient la lutte des écologistes de Greenpeace contre les essais nucléaires en Polynésie française, — sont aujourd'hui confortés par la disparition mystérieuse du voilier calédonien.

FREDERIC FILLOUX.

## ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS ! LES CAMBRIOLÉURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié

Adresser-vous à un serrurier du réseau PICARD.

Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.

SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-83

## Des traces anormales de plutonium dans l'eau de New-York

Des traces anormalement fortes de plutonium ont été trouvées dans les réservoirs d'eau potable de la ville de New-York, a révélé le maire de la ville, M. Edward Koch. Bien que ce dernier ait déclaré que « l'eau restait parfaitement potable », cette découverte inquiète les citoyens de la métropole américaine.

L'affaire débute le 1er avril, lorsque M. Koch reçoit une lettre anonyme précisant qu'« une quantité importante de chlorure de plutonium serait jetée dans les eaux de la ville, si les chefs d'accusation portés à l'encontre de Bernhard Goetz n'étaient pas levés le 11 avril à 17 heures ». M. Goetz est cet homme qui, en décembre dernier, avait tué cinq jeunes gens dans le métro de New-York. L'affaire du « justicier du métro » avait alors soulevé une vive polémique dans l'opinion publique, et nombreux étaient ceux qui soutenaient cet acte d'autodéfense.

Prenant la menace au sérieux, les autorités new-yorkaises ont aussitôt demandé au département de l'Environnement de mener des tests.

Le premier d'entre eux a été réalisé le 17 avril, et ses résultats ont été connus à la fin mai. On a bien trouvé dans l'eau 21 fermocuries (1) de plutonium, mais il en faudrait plus de 5000, précise-on au département de l'énergie, pour que l'eau soit considérée comme non potable. Les recherches continuent afin de savoir si de nouvelles doses de plutonium ont été mises dans l'eau. Mais aucune indication ne permet pour l'instant de conclure à un accroissement de la radioactivité.

Il reste à savoir comment la « main criminelle » aurait pu se procurer du plutonium. Ce produit, qu'il soit ou non sous forme de chlorure, n'est évidemment pas disponible sur le marché. Il aurait donc fallu le dérober dans un centre nucléaire ou, pour éviter tout risque de prolifération, il est théoriquement soigneusement gardé.

(1) Le fermocurie correspond à un millionième de milliardième de curie, est l'unité de mesure de la radioactivité.

## FAITS ET JUGEMENTS

### DEUX INculpATIONS APRÈS UN CAMBRIOLAGE A LA SOCIÉTÉ PROTECTOR

Deux personnes ont été inculpées de vol qualifié en bande organisée et d'écrouées à la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence, pour leur participation au cambriolage de la Société Protector à Aix-Milles. Dans la nuit du 23 au 24 juin, des cambrioleurs avaient dérobé la chambre forte à la lance thermique.

Patrick Catala, vingt-cinq ans, et Ramos Ventura, trente-trois ans, responsables d'une société de chaudronnerie, auraient pu fournir une partie du matériel ayant servi au cambriolage.

● Pneus crevés à Saint-Jean-de-Luz. — Les pneus d'une quinzaine de voitures appartenant à des touristes ont été crevés dans la nuit du 27 au 28 juillet, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Cette action, pour le moment non revendiquée, est la première manifestation « antitouristes » de cet été sur la côte basque française. L'an dernier, cette hostilité avait duré environ un mois, et les pneus de trois cents voitures avaient été crevés.

### LE PRIX DES LENTEURS JUDICIAIRES

Le gouvernement français a accepté de payer 140 000 F de transaction à un cadre, M. Christian Farragut, qui avait déposé plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, pour lenteur dans la procédure judiciaire. M. Farragut avait été licencié en 1976 par son employeur, qui avait également porté plainte contre lui pour escroquerie. Il avait mis près de huit ans à faire reconnaître par le tribunal de commerce de Paris que son licenciement était abusif, et par le tribunal correctionnel qu'il n'était pas coupable d'escroquerie, les deux juridictions s'étant constamment renvoyés la balle.

M. Farragut était l'un des trois premiers citoyens à bénéficier du droit de recours individuel prévu par l'article 25 de la convention européenne des droits de l'homme et reconnu par le gouvernement de M. Pierre Mauroy.

## LÉGION D'HONNEUR

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Est élevé à la dignité de grand-croix :

M. Alain Bizard, général de corps d'armée.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

MM. Michel Darin, général de brigade ; Charles de Lamby, général d'armée ; Georges Roux, général de division ; Guy Simon, général de division ; Pierre Lacoste, amiral.

Sont promus commandeurs :

MM. Jacques Bonnettes, Raphaël Zahoual, Gabriel Geillon, Alajo Ducournau, Léopold Basteau, Michel Bernhier, François Cann, Paul Cavarrot, Jean Cun, Guy Giraud, Hubert Goutenoire, Michel Larigue, Gérard Marell, Michel Noël de Payral, Bernard Philippot, Jean Poli, Michel d'Amont, Max Berthier, Ghislain Faivre, Raoul Forcin, Robert Gaget, Jean Grangon, Pierre Ingault, Alain Le Boucq, Claude Martin, Francis Molard-Chaumette, Jacques Perry, Joseph Fourrier, Gilles Bardon, René Beaussant, Christian Brac de la Perrière, Jean Brusson, Guirec Domit, Henri Fagès, Maurice Soudet, Olivier de Veyrac, Yann Borelier, Jean Le Deuff, Paul Clariond, Henri de Colinet de Fillain, Jean Failler, Claude François, Pierre Gollermio, Claude Lenouary, Jean Tronchet, Philippe Voiron, Jean Vuillemin, Jean Prud'homme, Robert Duriez, Jean Lissoneux.

Sont promus officiers :

MM. Jean Badier, Benoît Canoniccio, Jacques Chastard, Claude Ducoudray, Robert Imbot, Pierre Lemaitre, Léon Nivier, Basile Soulé, Dominique Strobom, Robert Amet, Daniel Augé, René Brachet, Jacques Debarge, Michel Drouard, Jacques Durand, François Pousard, Jean Verrière, Jean Verdini, André Depres, Paul Amblard, Roland Bourguignon, Michel Brissac, Georges Canac, Pierre David, Robert Farret, Jean Ferraud, Jean Fort, Jean-Claude Gautier, Daniel Guillon, Guy Hardy, Jacques Julien de Zélicourt, Guy Le Coz, Jacques Lignat, Raymond Manicacci, Emile Maurier, Claude Perrot, Jean Roué, Michel Arbogast, Jacques Arlabosse, Robert Aubertin, Pierre Aumouier, Michel d'Aviau de Ternay, Luciole Balibé, Bernard Bardet, Maurice Barret, André Bastien, Henri Baudier, René Bazin, Jacques Berjon, Maurice Bissonnier, Roland Bohn, Albert Boissel, Didier Bolter, Robert Bonnans, Raphaël Borrel, Gérard

Bosch, Olivier Boula de Maréuil, Henri Bouté, Bernard Brosset, Michel Brunet, Jacques Butel, André Calvez, Jacques Charzat, André Ciavaldini, René Coreau, Joseph Deeks, Lucien Deloug, Pierre Bludel, André Comollet-Firmin, Pierre Hervé, Michel Lamy, Olivier Legrand, Claude Napoly, Jacques Renault, Jean Sève.

Sont nommés chevaliers :

MM. Bertrand Le Menestrel, René Pichon, Léon Abadie, Pierre Audrain, Francis Avrial, Raymond Benoit, Roger Bernier, Jean-Bordes, Michel Boudard, François Bouteloup, Jean-Pierre Chevillon, Robert Corral, Jean Cosin Gogart, Christian Darmao, André Delcay, Claude Dombis, Pierre Dréano, Jean-Pol Föllmi, Claude Gady, Pierre Girardot, Bernard Gougard, Daniel Kohn, François Lafforgue, Aimé Lagarde, Pierre Lagarde, Gilbert Layan, Jean Le Faou, Joseph Legrand, Maurice Lemaire, Joël Le Vergé, Robert Loisy, Jean Martin, Charles Mazza, Michel Monnier, Georges Noyelle, Denis Pigeat, Jean-Claude Portet, Jean Priat, Pierre Robert, Jean Roux, Michel Roussel, Jean-Pierre Sébastien-Dagès, Edmond Salles, Marcel Testot, Claude Thonnet, Serge Fillonneau, Régis Pillier, Pierre Semnot, Georges Wojtkow, Claude Quillet.

MM. Christian Abouadi, Antoine Alhaladejo, Henri Alla, Gilles Allaire, Jules Andrieu, Pierre André, Michel Ansart de Lessau, Joseph Arhant, Michel Armignol, François Arnold, Pierre Assouel, Edouard Augé, Bernard Anjoulet, Jean-Pierre Astruc, Daniel Bachin, Maurice Bagot, Pierre Ballot, Bernard Barbier, Guy Baumard, Paul Belloir, Pierre Berland, André Bernard, Jean-Pierre Berthomieu, Jacques Bodin, Michel Boissarie, Jean Bourard, Patrick Boucher, Henri Bonday, Jean-Pierre Boutin, Joseph Boutin, Georges Bouyer, Jean Boy, Jean-Luc Brousse, René Burlet, Raoul Cabay, René Cadot, Bruno Cailieux, Gérard Calphy, Philippe Capodanno, Bernard Casabianca, Roger Castellani, Daniel Cailluty, Michel Cavat, Jean-Pierre Cazade.

MM. Jehan Cecaldi, Marcel Ceyrat, Jean Chabrol, Robert Chastanet, François Chervé, Norbert Constance, Michel Comte, Jean-Claude Cordani, Pierre Coste, Bernard Couillard, Jean-Pierre Courraud, Pierre Courcier, François Couturier, Yves Créna, Jean-Claude Croustau, Claude Dagral, Daniel Damay, Jacques Daros, André Dartigueyrou, Paul Dechemme, Claude Degré, Jean Deloison, Bernard Desbonnet, Daniel Didier, François Dom-

## CARNET DU Monde

### Naissances

— Xavier DRIENCOURT et Lise, née Monod-Broca, sont heureux d'annoncer la naissance de

Marc,

le 23 juillet 1985.

3, rue de Saintonge, 75003 Paris.

— Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Garde, M. et M<sup>me</sup> Robert Cava, M. Pierre Garde, M. et M<sup>me</sup> Paul Garde, M. et M<sup>me</sup> Louis Garde, M. et M<sup>me</sup> Robert Garde, M. et M<sup>me</sup> Bruno Garde, ses enfants, Ses trente-deux petits-enfants, Ses dix arrière-petits-enfants, Les familles Garde et Dardéat,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Robert GARDE, née Marie-Louise Dardéat,

piècement endormie dans la paix du Seigneur, le 23 juillet 1985, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La Momie, 38120 Sainte-Eugène.

— Nous apprenons le décès, survenu mercredi 24 juillet 1985, de

M. Christian GIRARD, compagnon de la Libération,

dont les obsèques seront célébrées le mercredi 31 juillet, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 75016 Paris.

Jusqu'au 15 septembre 1915 à Paris et diplômé de l'École libre des sciences politiques, Christian Girard s'engage dès juin 1940 dans les Forces françaises libres. Capitaine à l'été-mai de la 2<sup>e</sup> division blindée, il sera l'aide de camp du futur maréchal Leclerc qu'il suit depuis les opérations de Toul jusqu'à la prise de Berchtesgaden, en Allemagne, pendant la seconde guerre mondiale. Il est fait compagnon de la Libération le 2 août 1945.

En 1945, il est intégré dans les cadres du ministère des affaires étrangères où il sera, notamment, conseiller adjoint à Calcutta (1947), deuxième secrétaire à Téhéran (1950-1954), deuxième secrétaire à Luxembourg (1954-1958), deuxième secrétaire à Berne (1958-1962). De 1976 à 1980, il est nommé ambassadeur extraordinaire et représentant de France au Koweït, avant de prendre sa retraite.

— Les familles Loup, Planchon et Chalvet, ont la douleur de faire part du décès de

Henri LOUP,

survenu à Sures (89), le 24 juillet 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 juillet, à 9 h 30, en la cathédrale de Sens, suivie de l'inhumation au cimetière de Montrouge, à 11 h 45.

### Décès

— René Malherre, notaire honoraire, son épouse, M. et M<sup>me</sup> François Malherre, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Malherre et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Brun et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Fournié, M<sup>me</sup> Jacques Moncany de Saint-Aignan, M. et M<sup>me</sup> Denis Malherre, ses sœurs, Jeanne-Léon, veuve-veuve, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Geneviève MONCANY de SAINT-AIGNAN, survenue le 27 juillet 1985.

« J'eus à dire : Moi, je suis la résurrection et la vie. Celui qui croit en Moi, même s'il meurt. » (Jean XI, 25.)

La célébration eucharistique aura lieu à 11 heures, le mardi 30 juillet, en l'église de Saint-Sulpice-de-Favières (Eure-et-Loir).

La Vierge, 91910 Saint-Sulpice-de-Favières.

— M. Charles Nahum, son fils,

a la douleur de faire part du décès de

M. Alfred NAHUM,

survenu le 21 juillet 1985, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 26 juillet 1985.

— M<sup>me</sup> Szymona Rubinstein, M. et M<sup>me</sup> Boris Goldstein, et leurs enfants, M<sup>me</sup> Frida Buchwald, et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Meyer Rosenblat, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Szymon RUBINSTEIN,

leur époux, frère, oncle et cousin, survenu le 23 juillet 1985, à Vichy (Allier), à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, le jeudi 25 juillet, au cimetière parisien de Bagneux.

Nos abonnés bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

(A suivre.)



# sports

## ATHLÉTISME

### Les barrières qu'on abat

Trois records du monde ont été améliorés, samedi 27 juillet, au cours de la réunion internationale d'athlétisme d'Oslo. Devant son public, la Norvégienne Ingrid Kristiansen a d'abord couru le 10 000 mètres en moins de 31 minutes (30 min 59 s 42), améliorant de 14 secondes et 36 centièmes le record détenu depuis le 24 juin 1984 par la Soviétique Olga Bondarenko. Mais le grand exploit de la soirée est à mettre au crédit du Britannique Steve Cram, âgé de vingt-quatre ans, qui a converti le mile (1 609 mètres) en 3 minutes 46 secondes 31, soit plus d'une seconde plus vite que son

compatriote Sebastian Coe ne l'avait fait en 1981 à Bruxelles (3 min 47 s 33) lorsqu'il avait établi le précédent record du monde.

Comant bien en ligne et le buste très droit, Cram a construit son record dans un fantastique dernier tour, pendant lequel il fut chronométré en 53 secondes 17 et en 25 secondes 5 dans les derniers 200 mètres. Onze jours après avoir franchi à Nice la barrière des 3 minutes 30 secondes au 1 500 mètres, c'est là un fantastique doublé qui place le champion du monde du 1 500 mètres, médaillé d'argent aux

Jeux de Los Angeles où il s'était blessé au tendon d'Achille, dans la lignée des plus grands champions de l'athlétisme.

Enfin, le Marocain Saïd Aouita, le coureur de fond le plus complet depuis le Haïrois Sander Ibarro, puisqu'il a accompagné Cram sous les 3 minutes 30 au 1 500 mètres, a dominé, dans le 5 000 mètres, l'Américain Sydney Maree, améliorant au passage d'un centième de seconde, en 13 minutes 40 centièmes, le record du monde détenu depuis le 7 juillet 1982 par le Britannique Dave Moorcroft.

Si les records sont faits, dit-on, pour être battus, force est de constater que les fameuses « barrières » de l'athlétisme ne tombent pas aussi facilement. On ne les passe pas avec la même régularité que les haies d'un 400 mètres, et des générations entières de coureurs ou de sauteurs ont rêvé face à certaines performances jugées « insurpassables ».

Chaque athlète se heurte à ses « propres » barrières. Ainsi, Maryse Ewanje-Epee, le 21 juillet dernier, déclarait après avoir effacé une barre placée à 1,96 mètre, nouveau record de France à la hauteur : « Je faisais une fixation sur ce record. C'est pour me débarrasser que je me suis inscrite concurrentiellement au saut en longueur ». On aura compris que les « barrières » sont avant tout psychologiques.

La proximité dans le temps des records mondiaux établis, en l'espace de quinze jours, à la perche, par Bubka, sur 1 500 mètres et sur le mile par Cram, sur 1 500 mètres par Aouita, et au 10 000 mètres féminin par Kristiansen, permettent d'avancer une première remarque : « Il y a des périodes « bêtes pour abaisser les « barrières ». En l'occurrence, au milieu de l'été, alors que la saison d'athlétisme est déjà avancée et dans une année post-olympique. Car, c'est souvent avec un an de retard que le travail accumulé en perspective du sommet olympique « paie ». Mais, comme beaucoup d'athlètes des pays de l'Est, Sergueï Bubka a espéré, jusqu'au dernier moment, pouvoir concourir à Los Angeles, et il n'a sans doute pas ralenti son entraînement programmé sur plusieurs années.

Le 13 juillet dernier, il a donc réalisé, lors de la réunion d'athlétisme de Paris, un saut d'anthologie à 6 mètres, un an jour pour jour après avoir été le premier homme à passer 5,90 mètres à la perche. Il n'aura

suffi que de quatre sauts au Soviétique, âgé de vingt et un ans, pour passer dans la légende. Un premier, réussi à 5,70 mètres comme pour se mettre en jambes; puis, deux sauts de « réglage », à 6 mètres, avant de réussir son exploit au troisième essai à cette hauteur. Il aura fallu plus de vingt ans aux perchistes pour s'élever d'un mètre, depuis les cinq mètres franchis en 1963 par l'Américain Brian Sternberg, aujourd'hui quasiment oublié, jusqu'aux 6 mètres de Bubka.

Les trois records du monde, établis samedi soir à Oslo, tiennent aussi, beaucoup, aux circonstances et à l'environnement. Le Britannique, le Marocain et la Norvégienne ont réalisé leur étonnante performance au bon moment et au bon endroit, c'est-à-dire dans l'une des réunions internationales d'athlétisme les plus lucratives. Les organisateurs d'Oslo avaient ouvertement tablé sur leurs trois records du monde. Attirés par des gros « cachets », les athlètes de premier plan trouvent dans ce type de réunion les conditions idéales, presque professionnelles, pour établir des performances qui frappent l'imaginaire du public. A quoi il faut ajouter l'absence de « pressions » qui existent lorsqu'un titre est en jeu, ce qui amène les athlètes à ne pas pratiquer de course tactique.

#### Emulation

Aussi pouvait-on reconnaître au départ du mile, outre Steve Cram, son compatriote Sebastian Coe, encore détenteur du record du monde, l'Espagnol José Gonzales, l'Américain Steve Scott, le Néo-Zélandais John Walker et l'Irlandais Ray Flynn, tous excellents spécialistes. L'emulation joue également sur 5 000 mètres où Saïd Aouita se voyait opposer l'Italien Alberto Cova, champion olympique du

10 000 mètres, le Britannique Nat Meir, l'Irlandais John Treacy et, surtout, l'Américain d'origine sud-africaine Sydney Maree, ancien détenteur du record du monde du 1 500 mètres, dont le démarrage à la cloche forcera le Marocain à se surpasser et à battre d'un minuscule centième de seconde le record du monde de Dave Moorcroft.

Dans chacune de ces courses, les champions auront trouvé à leur disposition un « lièvre », c'est-à-dire un coureur qui se sacrifie pour faire le train et les emmener le plus près possible de l'arrivée sur des bases records. Pour la Norvégienne Ingrid Kristiansen, le scénario aura été sensiblement différent puisqu'elle se retrouva isolée après seulement 3 600 mètres de course, la Portugaise Aurora Cunha lâchant prise à cet endroit, et qu'elle dut poursuivre seule son effort jusqu'à l'arrivée du 10 000 mètres. Si sa performance marque bico, en dessous de 31 minutes, la chute d'une barrière de l'athlétisme féminin, il convient de souligner qu'elle intervient sur une distance courue depuis peu par les femmes. On peut donc supposer qu'elle devrait encore être améliorée dans un proche avenir.

En revanche, les exploits accomplis sur le 1 500 mètres à Nice par Steve Cram et Saïd Aouita, et à Oslo, sur le mile pour le premier et sur le 5 000 mètres pour le second, s'inscrivent dans des disciplines au passé déjà légendaire.

Arrivés ensemble à Nice sous le mur des 3 minutes 30 secondes il y a onze jours, Cram et Aouita ont rejoint la lignée des grands coureurs que furent l'Australien Herb Elliott, le Néo-Zélandais Peter Snell et l'Américain Jim Ryun. C'est en 1975 que le Néo-Zélandais John Walker passait pour la première fois sous la barre des 3 minutes 30 secondes.

## VOILE

### Coques en stock

Deux événements ont marqué l'actualité de la voile ces dernières semaines : Royale, le catamaran de Loïc Caradec et Philippe Faque a été doté d'un nouveau mat-ail de 34,5 mètres, le plus haut jamais posé sur un multicoque, et Eric Tabarly a pris possession de Côte d'Or, un monocoque de 25 mètres sur lequel il s'engagera, en septembre prochain, dans la course autour du monde. Derrière ces deux événements, un pari, celui de commoditaires pour lesquels les voiliers demeurent toujours « porteurs » de leur stratégie publicitaire.

Pour un mat il se pose là, le nouveau mat-ail de Royale, le grand catamaran de Loïc Caradec et Philippe Faque l'a reçu le 8 juillet dernier d'une grue installée dans le port de la Trinité-sur-Mer. 34,5 mètres au-dessus de l'eau, 1,96 mètre de hauteur, 60,1 mètres carrés de surface. Le plus grand mat jamais planté sur un multicoque. Tellement immense, ce mat, qu'un bateau s'est envasé un soir en rentrant au port : il masquait l'alignement des feux balisant le chenal.

C'est le second mat de ce type équipant Royale. Le premier, haut de 29 mètres, s'était cassé en deux à 30 milles de Saint-Domingue, au cours de la Route de la découverte. Le bateau venait de remporter, quelques semaines auparavant, la Transat Québec-Saint-Malo.

Notre bateau était légèrement plus petit que ses concurrents, nous avons tout mis dans ce nouveau mat-ail en fibre de carbone, car c'était le plus sûr moyen de reprendre des « chevaux », explique Loïc Caradec. Tout mis, c'est-à-dire une bonne partie du budget de fonctionnement annuel de Royale estimé à 1 ou 2 millions de francs, le mat représentant à lui seul environ un tiers du prix du bateau. Des chiffres qui, comparés à ceux d'autres sports, ne donnent pas le vertige.

#### Un intérêt formidable

A quelques exceptions près, comme Formule Tag du Canadian Mike Birch, ou Spirit of Saint Kitts, du Britannique Philip Walwyn, les « maxi » multicoques sont tous français, ce qui limite à l'Hexagone les retombées publicitaires attendues par leurs commanditaires. D'année en année, les budgets sont de plus en plus difficiles à décrocher, et William-Saurin, le bateau d'Egène Riguidel, attend patiemment dans un coin du port de La Trinité un hypothétique acheteur. Plus grave, la multiplication des courses transocéaniques a fini par lasser le public français. D'où une certaine inquiétude dans le petit monde des navigateurs, où l'on reconnaît que « la voile open souffre ». D'où, aussi,

l'espoir placé dans la première édition de la course de l'Europe, dont le départ sera donné à Kiel le 9 août prochain.

« On constate un intérêt formidable dans la plupart des pays européens pour cette course par étapes réservée aux multicoques », assure M. Pierre Bojic, l'un des organisateurs de l'épreuve. Outre en France et en Grande-Bretagne, c'est surtout en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas que l'écho est le meilleur. De puissants groupes industriels, tels Bayer, Mercedes, Siemens et Philips seraient tentés par des opérations de sponsoring.

Autre décor, autres projets : à Ostende, en Belgique, Eric Tabarly a pris officiellement possession de Côte d'Or, un monocoque au maximum de la jauge, soit 25 mètres de long, avec lequel il sera au départ, le 28 septembre à Portsmouth, de la Whitbread, la course autour du monde en équipage. Le navigateur breton, qui était à l'occasion ses cinquante-quatre ans, sera le seul skipper à avoir participé aux quatre éditions de la prestigieuse épreuve créée en 1973.

Avant vainement cherché en France un partenaire capable de soutenir son projet, Tabarly a finalement trouvé une oreille attentive auprès d'une maison belge plus que

centenaire, le chocolatier Côte d'Or. « Malgré une période difficile, nous avons décidé d'engager un budget de sponsoring et nous avons opté pour la voile, car sa connotation qualitative répond parfaitement à nos objectifs publicitaires », explique M. Baudouin Michiels, le président de cette entreprise.

Le projet lui coûtera 11 millions de francs français, soit environ 20 % de son budget publicitaire général. Pour le prix, le chocolatier pose quelques conditions : l'équipe de seize hommes sera entièrement belge, à l'exception du médecin français, Frédéric, et d'Eric Tabarly. Belge aussi la société d'ingénierie Antec qui a assuré, en seulement cinq mois moins deux jours, la construction du bateau. Un record qui sera porté dans le Guinness Book.

Dessiné par le célèbre cabinet d'architecture navale Joubert-Nivelt, en collaboration avec Tabarly, Côte d'Or se caractérise par une grande longueur de flottage et une forte stabilité, ce qui en fait surtout un bateau de brise. « Un voilier très sportif à manœuvrer, assez musculaire mais agréable à barer et qui m'a paru aller vite », a commenté son skipper.

Y. L.

### Luc Berthillier retrouvé

Luc Berthillier, le concurrent de la Course au sofaire du figure, disparu lundi 22 juillet au cours de la première étape Granville-Kinsale, a été retrouvé vivant dimanche 28 juillet au large des côtes ouest de l'Irlande par un chasseur espagnol. A bord de son canot de survie, le navigateur français avait dérivé bien au-delà du périmètre quadrillé par les différents avions de recherche.

En bonne santé mais très fatigué, Luc Berthillier ignore la cause de son naufrage. « Mon bateau est monté sur une vague et, en retombant violemment, il s'est ouvert à l'avant », raconte-

t-il. En parme de radio, le marin de Granville a tenté de poursuivre sa route vers Kinsale mais, explique-t-il, « le trou s'est agrandi et après vingt-cinq heures de tentatives vaines pour quitter, j'ai dû me résoudre à quitter mon bateau ».

Luc Berthillier débarquera à Vigo (Espagne) mercredi 29 juillet où il sera tenu à l'écart de la troisième étape d'une course dominée par Philippe Poupon. Celui-ci a remporté dimanche 29 juillet la seconde étape Kinsale-Crozon, tout comme il avait gagné la première.

## FOOTBALL

### Le « nouveau PSG » est arrivé

Une équipe de la capitale, le Paris-Saint-Germain (PSG), en tête du championnat de France de football ! L'événement ne s'était plus produit depuis 1961 avec le Racing. Le Parc des princes devrait d'autant plus vibrer, mardi 30 juillet, à l'occasion de la quatrième journée de compétition, que les Parisiens accueilleraient les Girondins de Bordeaux, champions sortants, avec lesquels ils partagent cette première place, pour le premier match au sommet de la saison.

La publicité (mille panneaux « Avec le PSG pour gagner » sur Paris et sa banlieue en juillet) n'était pas mensongère. Le « nouveau PSG » tient, jusqu'ici, ses promesses. Publicistes de métier, MM. Francis Borelli, le président, et Bernard Brochand, vice-président du club, n'ignoraient pas qu'il convenait d'effacer au plus tôt la mauvaise image laissée par leur équipe la saison dernière. Douzième du championnat, le PSG n'avait-il pas perdu cent quarante-trois mille spectateurs par rapport au précédent exercice ?

#### « Satisfait ou remboursé »

Pour tenter de donner à leur équipe un nouvel éclat, les dirigeants parisiens ont choisi la grande lessive. Pas moins de treize joueurs (Baratelli, Batbenay, Cardine, Guillochon, Havet, Janvion, Lanthier, Mérelle, N'Jo Léa, Niederbacher, Segura, Tinnar et Toko) ont ainsi été invités à changer de maillot durant l'inter saison. Il restait encore à trouver les fonds pour compenser ces départs, en assurant un bon recrutement.

Jamais à court d'idées, les dirigeants parisiens proposaient alors aux supporters de s'abonner très tôt en bénéficiant d'une réduction, quitte à rembourser si le recrutement ne leur donnait pas ensuite satisfaction. Cette opération « Satisfait ou remboursé » dépassait leurs espérances en se soldant par quatre mille deux cents abonnements. Avec

les quatre vingt-deux loges du Parc des princes louées à l'année par des sociétés, le PSG disposait ainsi d'une enveloppe de plus de 8 millions de francs, avant même le coup d'envoi de la compétition.

Si on se réfère aux trois demandes de remboursement, le recrutement, limité à huit professionnels, a été jugé satisfaisant. La défense — point faible de l'équipe la saison dernière — devrait être renforcée par l'incorporation du Messin Claude Lowitz et des internationaux Joël Bais (Auxerre) et Michel Bibard (Nantes). Trois milieux de terrain viendront compléter un secteur déjà bien pourvu : l'international néerlandais Pierre Vermeulen (Maastrecht), le Sénégalais Omar Sène (Laval) et Fabrice Poullain (Nantes). Enfin, deux attaquants de pointe pourront épauler Dominique Rocheteau : l'Argentin Omar Da Fonseca (Tours) et Robert Jacquet (Nancy).

Le ebois le plus délicat était pourtant celui de l'entraîneur appelé à succéder à Georges Peyroche, limogé en cours de saison. Faute d'avoir pu convaincre Michel Hidalgo de devenir le manager général du club, les dirigeants parisiens ont confié tous les pouvoirs techniques à Gérard Houllier (rente huit ans), l'un des meilleurs entraîneurs de la nouvelle génération.

Révé à Neux-les-Mines dont il avait hissé l'équipe au sommet de la deuxième division, tout en continuant à exercer son métier de professeur d'anglais à l'école normale d'Arras, Gérard Houllier a connu sa première expérience professionnelle à Lens, où il vient de passer trois ans. Gros travailleur, perfectionniste, pédagogue, il ne devrait pas tarder à faire progresser le PSG dans la voie d'un jeu plus vif et plus collectif. Pour cette saison, dirigeants et entraîneur du PSG limiteraient leurs ambitions à une qualification pour une coupe européenne. Même si elle peut paraître un peu prématurée, la visite de Bordeaux au Parc des princes prendra donc valeur de test.

GÉRARD ALBOUY.

## Les résultats

### Football

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division (Trente-troisième journée)

*Montpellier et Le Puy	2-2
*Saint-Etienne b. Nîmes	2-0
*Isres et Chaumont	2-2
*Alès et Lyon	1-1
*Mouzeaux b. Grenoble	1-0
*Est Star b. Metz	1-0
*Thonon et Sète	0-0
*Beziers b. Tours	4-0
*Cannes b. Gueugnon	4-2

Classement. — 1. Le Puy, Saint-Etienne 5 pts; 3. Beziers, Cannes, Montceau, Isres 4 pts.

*Mulhouse b. Lorient	1-0
*Beauvais et Reims	0-0
*Limoges et Caen	1-1
*Quimper b. Rouen	1-0
*Dunkérque et RC Paris	0-0
*Guingamp b. Amboise	1-0
*Sedan et Angers	0-0
*Orléans et Niort	0-0
*Besançon b. Valenciennes	3-2

Classement. — 1. Quimper, Guingamp 6 pts; 3. RC Paris, Mulhouse 5 pts; 5. Niort, Besançon 4 pts.

### Tennis

#### TOURNOI D'INDIANAPOLIS

(375 000 dollars)

Demi-finales

Gomez (Equ.) b. Noah (Fr.), 6-0, 6-1; Lendl (Tch) b. Becker (RFA), 5-7, 6-2, 6-2.

#### Finale

Lendl b. Gomez, 6-1, 6-3.

### Natation

#### CHAMPIONNAT D'EUROPE

JUNIORS A GENÈVE

Après avoir remporté le titre sur 100 mètres brasse, la Française Paroline Laurier a obtenu la médaille d'argent du 200 mètres brasse en améliorant de près de 2 secondes son record de France 12 min 33 s 23 contre 2 min 33 s 41. Les Français ont obtenu un deuxième titre sur 100 mètres papillon grâce à Ludovic Depickère, vainqueur en 56 s 95.

### Hippisme

#### LUTIN D'ISIGNY

CHAMPION DU MONDE

Le trotteur français Lutin d'Isigny, âgé de huit ans, a remporté, samedi 27 juillet, à Westbury (New-York), pour la deuxième année consécutive, le Roanoke International (2 000 mètres), considéré comme l'officiel championnat du monde des trotteurs. Le cheval, qui appartient à M. Maurice Cordier, est entraîné et dirigé par M. Jean-Paul André. L'autre trotteur français engagé dans la course, Ogorek, dirigé par M. Michel Roussel, a pris la troisième place, derrière le favori américain, Sandy Bow.

## TENNIS

### Luke Jensen plus vite que son ombre

L'Italie a remporté la Coupe de Galea, réservée aux joueurs de moins de vingt et un ans, en battant en finale les Etats-Unis par trois victoires à deux. Les Italiens n'avaient pas gagné cette épreuve depuis 1955. Surprenants vainqueurs des favoris tchèques en demi-finale, les joueurs dirigés par Paolo Bertolucci n'avaient pas la faveur du pronostic face aux Etats-Unis. Ils se sont néanmoins imposés lors de l'ultime journée grâce aux victoires en simples de Paolo Cane et Claudio Pistines. Les Américains, qui menaient 2 à 1 après leur victoire en double, ont été handicapés par les ennemis de santé de Luke Jensen. Victime d'un virus aux intestins, le numéro un américain a joué en dessous de sa valeur et a même dû déclarer forfait le dernier jour.

#### De notre envoyé spécial

Vichy. — On attendait Marian Wajda, on a vu Luke Jensen. Après Ian Kodes à la fin des années 60, Ivan Lendl en 1978 et Miroslav Mecir l'an dernier, le maigre mais exigeant public de « la Galea » se réjouissait à l'idée de découvrir la nouvelle étoile montante de l'école tchèque. Récemment vainqueur de Vitas Gerulaitis et de Victor Pecci, quatre-vingt-quatrième au classement ATP, Marian Wajda a déjà entraîné son équipe dans sa déroute personnelle.

Le central du Sporting Club de Vichy a eu un coup de cœur pour un Américain inconnu qui fourbit, dans les profondeurs du classement ATP, un tennis insolite et redoutable. D'une démarche éboulée de cowboy, Luke Jensen promène sur le court une imposante carcasse (1,87 mètre pour 85 kg). Il rappelle, pas sa morphologie, l'Australien Pat Cash, un illustre « ancien » de la Coupe de Galea. Mais son jeu est bien personnel.

Main droite, main gauche. Luke Jensen frappe alternativement de l'une et de l'autre selon le côté du service. Avec la même puissance. Durant les échanges, il n'hésite pas, si l'angle l'exige, à changer sa raquette de main et à smasher du gauche. L'opération ne prend qu'une fraction de seconde. Luke jongle plus vite que son ombre...

Curieusement, ce grand gaillard de dix-neuf ans a « dédoublé » sans jouer à son meilleur niveau. Victime d'une intoxication alimentaire à son arrivée en France, il a même dû capituler lors du premier simple face au

tennis chatoient, souvent inspiré, du jeune Italien Paolo Cane. Convalescent, le lendemain, il n'a fait qu'une bouchée, avec son compère Brad Pearce, du double italien dont les lobs liftés à répétition n'ont pas résisté à un pilonnage intensif. Le jeu de Luke Jensen est fait de puissance et de densité physique. Ni virtuose ni simple bûcheron, il possède tous les coups du tennis moderne et devrait se faire un nom dans le circuit professionnel, pourvu que l'ambition lui vienne.

Inscrit en première année à l'université, l'étudiant Jensen n'a pas une idée très précise du cursus universitaire qui l'attend. En revanche, il récite avec conviction son programme tennistique des semaines à venir : « Je serai à l'US Open, puis à trois autres tournois professionnels ». Et d'ajouter timidement : « Je souhaite devenir professionnel ». Tiens, l'ambition commence à venir !

Pour disputer cette Coupe de Galea, il a remoncé à s'aligner dans les Masters d'un circuit satellite américain dont il était classé second. Un sacrifice qui lui coûte de nombreux points à l'ATP. Mais un jeune Américain ne décline jamais une invitation à défendre les couleurs de son pays. Et puis, Luke Jensen sait que la terre battue de Vichy a déjà révélé plus d'un champion en herbe. Il a fait, dans la première station thermale de France, une cure d'ambition.

JEAN-JACQUES BOZONNET.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## LE JEU DU LUNDI

### LE PARRAIN



Le Petit Laurent - hommage amical et parodique, à vingt ans de distance, au Petit Nicolas, illustre créature de Goscinny et de Sempé (1) - sort souvent avec des amis plus ou moins proches de ses parents qu'il a pris l'habitude de surnommer affectueusement « parrain ».

Sauvez-vous identifier, chaque lundi, les événements auxquels fait allusion le texte et découvrez finalement quelle personnalité, de la majorité ou de l'opposition, se dissimule derrière cet énigmatique diminutif ?

Aujourd'hui parrain est venu à la maison. On a dîné, c'était ennuyeux, mais chouette : il y avait du gibier spécialement pour lui, et puis des gâteaux au chocolat, et j'ai pu en reprendre deux fois, même que j'étais drôlement étonné parce que d'habitude maman elle rigole pas sur des desserts qui font grossir et abîment les dents, et c'est vrai que j'aimais pas aller chez le dentiste. Et puis après, parrain m'a dit : « Laurent, votre maman m'apprend qu'il vous restait quelques devoirs à faire. Voulez-vous que nous regardions cela ensemble ? » L'ennui, j'ai répondu, c'est qu'il y a un match de foot à la télé et que ça commence dans une heure, mais maman a fait les gros yeux et j'ai compris qu'il valait mieux faire plaisir à parrain. « Vous verrez, Laurent, il a fait, nous aurons fini avant le match », il est drôlement gentil parrain.

Alors on est allés dans ma chambre avec maman qui suivait derrière en expliquant à parrain qu'il fallait excuser tout en désordre, mais que les enfants de nos jours... Et puis on s'est assis devant mon bureau. Moi, j'ai pris la chaise que même m'a offerte l'an dernier pour mon 20<sup>e</sup> anniversaire, elle est terrible, surtout avec les autocollants que j'ai mis partout.

Et puis, pour asséoir parrain, on a pris la tabourette de mon ours en peluche qui est un peu bas mais c'est pas grave, car mon parrain il est très grand. Maman était ennuyée mais parrain lui a dit qu'il savait rester simple, n'est-ce pas... Il a pris ses lunettes et il a dit : « Si nous commençons par les mathématiques. J'y ai toujours été excellent. » « Pas moi », j'ai répondu, mais parrain tout d'un coup a regardé ma chaise et il a vu l'autocollant qu'on nous avait distribué à la sortie de l'école. « Qu'est-ce que c'est que ça », il a dit très fort, même

que maman est rentrée très vite dans la chambre tout inquiète. « Ça, c'est la mairie, j'ai fait, ar la monsieur devant, c'est le maire. » Alors parrain est devenu tout pâle ; il s'est mis à tousser, il a pris son stylo et puis il s'est mis à écrire très vite sur son carnet qu'il fallait téléphoner à M. Léo et puis il a souligné trois fois. « Et mes tables de multiplication ? », j'ai fait. « Oui, oui, il a dit, récite-moi la table de 2 et de 3. » Ça c'est facile. J'ai bien su. Alors parrain m'a dit : « Très bien, et rappelez-vous que le plus important c'est 2 sur trois. » J'ai pas très bien compris mais c'est que les divisions j'ai toujours du mal.

Après on a fait un peu d'histoire. Parrain m'a parlé de Lafayette qui était parti en Amérique et de Louis XV qui était resté chez nous. Je crois qu'il se souvient de sa famille, c'est chouette quand même. Ensuite, il m'a fait réviser les départements, surtout celui où il s'est présenté, même qu'il a été élu. Et puis il m'a fait lire un bout de dictée de Guy de Maupassant, je sais plus son nom, mais en tout cas parrain connaissait bien. Il m'a dit qu'il avait jamais autant révisé qu'avant d'être interrogé par le monsieur d'« Apostrophes ». Et puis moi j'ai regardé l'heure et j'ai dit que le match allait commencer. Parrain, qui a été un super avant-centre dans la passé, est venu le voir avec nous.

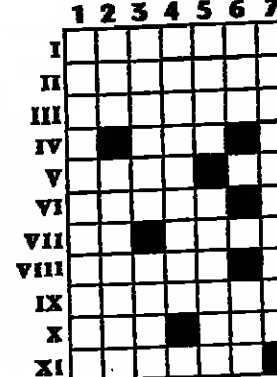
Et quand j'ai suis rentré dans ma chambre la soir, l'autocollant de ma chaise avait été enlevé et à la place il y avait un rond avec les trois initiales de parrain. Quand même, s'il voulait tant que ça l'empêcher pour sa collection, il aurait pu me le dire : les gens de la mairie, ils nous en ont donné toute une pile...

(1) Albums parus aux éditions Denoël.

Solution dans notre prochain numéro

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4019



### HORIZONTALEMENT

1. Son jour sort de l'ordinaire. — 11. A généralement moins de valeur que ce qu'elle affiche. — 11. On le surprend souvent la main dans le tiroir. — 11. Possessif. — 11. Sans apprêt. — 11. Protecteur des bergères. — 11. Ne disent jamais ce qu'ils pensent. Son ou lumière. — 11. Quartier d'Angoulême ou quartier général. Même froid, il reste attirant. — 11. Un soupçon qu'on a souvent entre cinq et sept. — 11. Représentation conceptuelle. — 11. Facile le passage d'un fil bord à bord. Reste parfois sec devant un problème de liquide. — 11. Mis à sac après une bonne rinde. Préposition.

### VERTICALEMENT

1. Peut se dire d'un tiers divisant une paire en doublant une moitié. — 2. Plus il est sec, plus on « mouille ». Formation aérienne. — 3. Il est très coté dans les milieux d'affaires. En France. — 4. Travail souvent fait pour des primes. — 5. Ne se conçoit pas sans suite, sauf dans le cas de mort violente. Occuper un bon ou un fauteuil. — 6. Possessif. Note de concert. — 7. Bien dressé, on peut le suivre avec confiance, mais les yeux fermés. — 8. Donne un coup de balai. Partie d'un pantalon ou de la chemise. Germandrie ou labège. — 9. Ne sont pas tous sympathiques. Refroidies.

### Solution du problème n° 4018

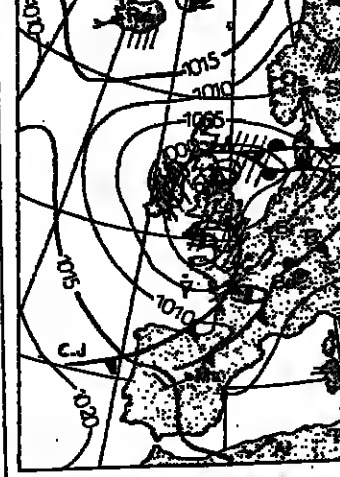
Horizontalement  
1. Matériau. If. — 11. Olive. Romaine. — 11. Sac. Combinaison. — 11. AM. ILE. Tinette. — 11. Bê. Mit. — 11. QI. Lk. Nu. Dévot. — 11. Uesayall. Mû. Ami. — 11. Rivière. Tab. — 11. Ecarteur. Blini. — 11. X. Ste. Lt. Or. OEA. — 11. Penna. Grain. — 11. Enserés. LSD. — 11. Idiotisme. Eider. XIV. Suons. Introit. — 11. Sen. Cacao. Taon.

Verticalement  
1. Mossique. Spécis. — 2. Alambic. Etenduc. — 3. Tic. Ascension. — 4. EV. Isl. Néons. — 5. Reçu. Karr. Art. — 6. Olé. Lit. Gri. — 7. Arme. Niveles. — 8. Lob. Ba. IUT. SMIC. — 9. Imite. Mer. ENA. — 11. Sanie. Ur. ORL. To. — 11. Tan. Ebraser. 12. Enième. Idiot. 13. Estivation. Dia. — 14. Ottomane. Véro. — 15. Fané. Tibias.

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29-7-85 A 0 h G.M.T.



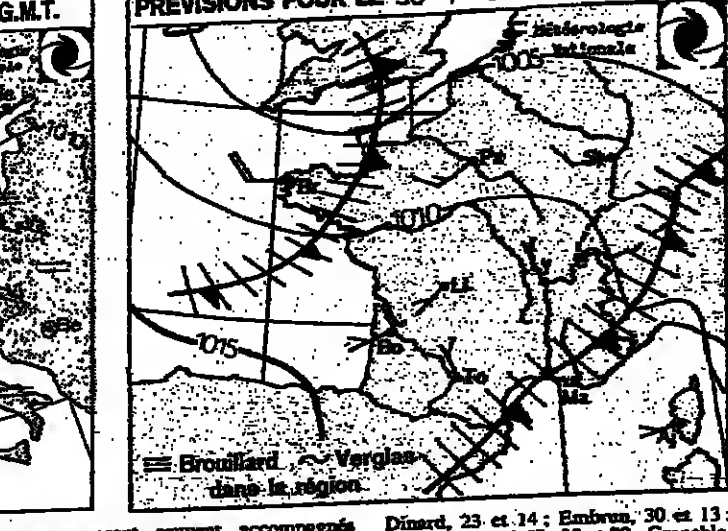
Evolution probable du temps en France entre le mardi 29 juillet à 0 heure et le mardi 30 juillet 1985 à midi.

Situation générale : Le vaste système dépressionnaire centré sur le nord de l'Europe dirige sur la France un flux cyclonique humide et instable ; l'activité est plus marquée sur les régions de la moitié nord-est du pays.

Mardi matin : Un temps souvent nuageux et pluvieux sera observé, avec une part quelques bancs de brume de l'Aquitaine au Centre, et d'autre part des averses sur les régions de l'Est, les Alpes, la Corse et près des côtes de la Manche.

Au cours de la journée, ce temps très instable se généralisera ; les éclaircies seront pourtant belles sur les régions du Sud-Ouest et près de la Méditerranée (quelques fortes orages possibles). Ailleurs, les passages orageux, fré-

## PRÉVISIONS POUR LE 30-7 DÉBUT DE MATINÉE



quents, seront souvent accompagnés d'averses ; les précipitations seront plus marquées sur les régions du Nord, en particulier en fin de journée sur les régions du Nord-Ouest.

Le vent d'ouest soufflera assez fort, et parfois même en rafales, surtout près de la Manche ; il soufflera de nord-ouest à nord-est fort près de la Méditerranée. Les températures, plutôt basses pour la saison, atteindront l'après-midi 18 à 25 degrés du Nord au Sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 28 au 29 juillet) : Ajaccio, 30 et 18 degrés ; Biarritz, 28 et 16 ; Bordeaux, 26 et 15 ; Brétat, 21 et 13 ; Brest, 18 et 13 ; Cannes, 29 et 19 ; Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 31 et 17 ; Dijon, 30 et 17 ;

Dinard, 23 et 14 ; Embrun, 30 et 13 ; Grenoble-St-Al, 32 et 22 ; Grenoble-St-Germain, 33 et 20 ; La Rochelle, 22 et 17 ; Lille, 21 et 13 ; Lyon, 30 et 20 ; Marseille-Mariemont, 30 et 23 ; Metz, 25 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 21 ; Nice-Ville, 30 (max.) ; Paris-Montsouris, 21 et 15 ; Paris-Orly, 22 et 15 ; Pau, 26 et 16 ; Perpignan, 28 et 20 ; Rennes, 21 et 14 ; Rouen, 21 et 14 ; Saint-Denis, 31 et 15 ; Strasbourg, 31 et 16 ; Toulouse, 30 et 18 ; Tournai, 22 et 15.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 35 et 18 ; Genève, 30 et 21 ; Lisbonne, 25 et 18 ; Londres, 20 et 14 ; Madrid, 31 et 17 ; Rome, 31 et 21 ; Stockholm, 21 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES—

MARDI 30 JUILLET

« Les divisions nouvelles et le columbarium du Père-Lachaise », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« Cent tombeaux de femmes célèbres », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (J. de Langlade).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 15 h, métro Solferino.

« Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h 30, devant la façade de la cathédrale Saint-Louis.

« Le vieux Belleville », 15 h, métro Belleville, terre-plein (M. Lelouan).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lohu.

« La place Dauphine, le Pont Neuf », 15 h, 2, rue du Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Monfard et ses secrets », 15 h, 16, rue Cadet (M. Ragueneau).

« Les maisons de la rue », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (caisse).

« La Sorbonne et le quartier Latin », 15 h, place de la Sorbonne, devant l'église.

« Jardins en fleurs à l'ombre des rues commerçantes du 6<sup>e</sup> arrondissement », 15 h, métro Sévres-Babylone.

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul ou métro Hôtel-de-Ville (sortie rue Lohu) ; place des Vosges, statue de Louis XIII.

## CONFÉRENCES

26, rue Bergère, à l'initiation à la graphologie », de 10 h à 18 h. Inscriptions (1) 770-44-70.

## BREF

### SOLIDARITÉ

LES OUBLIÉS DES VACANCES. — Grâce à l'opération « Gosses au Soleil », organisée par le Secours populaire (le Monde du 10 mai), plusieurs milliers d'enfants défavorisés ont pu profiter de vacances. Mais, néanmoins, beaucoup ne pourront pas partir.

Pour que cinq mille enfants de la région Ile-de-France aient, eux aussi, un souvenir à raconter à la rentrée, le Secours populaire français organise comme l'an passé la Journée des oubliés des vacances. Le jeudi 22 août, quatre trains partiront de Paris pour aller à Touquet. Jeux de plage, caducée, baignade et sports équestres, sont déjà prévus, sans oublier une solide collation.

Ces vingt-quatre heures de bonheur coûtent 200 F par enfant. L'organisation de cette journée nécessite aussi des centaines d'accompagnateurs bénévoles. Si vous êtes libre ce jour-là, téléphonez au Secours populaire français (1) 285-16-32. Vous pouvez aussi envoyer vos dons au CCP 1899999 X Paris.

Secours populaire français, 2, square de Montbuge, 75013 Paris. Des ensembles de 14 heures à 18 h 50, faubourg du Temple 75011 Paris.

### VIE QUOTIDIENNE

CHEQUEURS VOLÉS. — En quatre ans (de 1981 à 1984), l'utilisation frauduleuse de chèques volés pour le paiement de marchandises ou services s'est accrue de 86 %.

avec une pointe de 300 % en 1984. Pour le commerçant, payé par « chèques en bois », la perte non compensée de la marchandise s'ajoute les frais bancaires. D'où l'idée en 1980 de créer l'Interdépartemental chèque assistance (IDCA).

Le système consiste à créer un fichier informatique à partir des renseignements fournis par les titulaires d'un compte bancaire victimes d'un vol ou d'une perte (ce qui ne les dispense nullement de signaler l'incident à leur banque et à la police). Les adhérents à l'IDCA (commerçants ou membres d'une profession libérale) peuvent, 365 jours par an, de 8 heures à 23 heures et gratuitement, savoir par un simple appel téléphonique ou (1) 241-22-22, si le chèque qui leur est présenté est valable. Un délai de dix jours à dater de la signature du contrat d'adhésion est néanmoins nécessaire avant de bénéficier de cette assistance.

IDCA, 1-3, rue Hassart, 75019 Paris.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 28 juillet :

UN DÉCRET

• Relatif aux écoles normales supérieures (organisation administrative et financière, recrutement et statut des élèves).

DES LISTES

• D'admission à l'Ecole navale en 1985.

• D'admission en concours d'entrée à l'Ecole militaire interarmes en 1985.

## ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

• Ecole normale supérieure de jeunes filles, boulevard Jourdan. Section des sciences :

M<sup>lle</sup> Laure Paurin ; Frédérique Guyot ; Françoise Le Hir ; Nathalie Frayssé ; Béatrice Dubrille ; Thérèse Malliavin ; Emmanuelle Bontemps ; Pascale Le Gall ; Christine Vigneron ; Anne Blanchard ; Joëlle Massues ; Pascale Dufour ; Elisabeth Logak ; Anne Bouvier-Reymond ; Isabelle Nagot.

• B. Physique :

M<sup>lle</sup> Christine Lefrou ; Blandine Jérôme ; Geneviève Blondin ; Sandrine Colin ; Catherine Turc ; Anne-Françoise Bouchart ; Valérie Lahbé ; Nathalie Augé ; Florence Deleuvre ; Sabine Fervier.

• C. Sciences naturelles :

M<sup>lle</sup> Marie-Anne Felix ; Marie-Claude Marsolier ; Isabelle Liesenfeld ; Marianne Wojcik ; Daphné Bavelier ; Nathalie Jacques ; Clotilde Thery ; Nadia Nafkhi ; Catherine Le Loch ; Sandrine Bonhomme ; Evelyn Chama.

• D. Biologie :

M<sup>lle</sup> Anne Bouloc ; Delphine Tansig.

• Écoles des hautes études commerciales (HEC) (par ordre alphabétique) :

M<sup>lle</sup> et M<sup>lle</sup> Sonia Abecassis (134) ; Jean-Christophe Aguesina (139) ; Bertrand Alata (259) ; Nathalie Alquier (242) ; Joël Amar (240) ; Laurent-Michel Amar (112) ; Jean-Christophe Amy (227) ; Isabelle Andros (229) ; Philippe Anton (37) ; Jérôme Araud (138) ; Marie Asselin (51) ; Cyrille d'Aubigny (253) ; Marie Aubry (154) ; Isabelle Audouze-Chaud (173) ; Marc Augier (42) ; Jean-Thierry Augustin (26) ; Marianne Auvray (124) ; Christophe Bahille (77) ; François Bacchetta (124) ; Bertrand Bainvel (157) ; Anne-Laure Barbe (155) ; Philippe Barraud (189) ; Catherine Baudin (106) ; David Baveres (52) ; Thibaut

Belhaghel (78) ; Isabelle Belhain (11) ; Jean-Denis Bellon (109) ; Hervé Belouze (67) ; Pierre Bensabel (10) ; Stéphane Bensabel (214) ; Arnaud Bernart (23) ; Olivier Berranger (93) ; Jérôme Bert (34) ; Laure Berthomieu (260) ; Jean-Baptiste Billy (187) ; Patrick Blanc (131) ; Adam Blecha (2) ; Valérie Bobo (252) ; Jean-Pierre Boisson de Silva Bar (30) ; Perrine Boivin (180) ; Dominique Bonnel (166) ; Magali Bonnet (184) ; Nicolas Bontemps (9) ; Éric Bordes (239) ; Antoine de Botton (145) ; François Bouteux (31) ; Éliane Boyson (79) ; Yann Briery (204) ; Stéphane Broche (36) ; Sophie Brugnon (264) ; Valérie Bui-cour (236) ; Pierre Calvet (206) ; Olivier Caminade (256) ; Valérie Casalet (143) ; Magali Chabais (21) ; Frank Chabert (249) ; Mireille Cham-bellau (65) ; Valérie Champague (135) ; Bénédicte Champenois (231) ; Christine Charron (99) ; Odile Chose (218) ; Dominique Clair (62) ; Gabriel Clauzel (229) ; Frédéric Cohen (197) ; Pascal Collange (262) ; Isabelle Lucie Collignon (29) ; Christophe Corbe (164) ; Pascal Corcède (123) ; Nathalie Cordon (124) ; Valérie Cormillon (185) ; Marie-Pierre Cor-teneau (169) ; Marie-Adélaïde Cour-tis (160) ; François Crepeux (198) ; Catherine Dahiez (5) ; François Delens (261) ; Hervé Dandois (177) ; Franck Dargent (179) ; Véronique Dautriche (258) ; Stéphanie Dedejan (140) ; Frédéric Delesalle (107) ; Olivier Dentan (76) ; Catherine Destrugues (119) ; François Dever (167) ; Pierre Dhaussy (17) ; Catherine Ducry (169) ; Philippe Guy Dumont (58) ; Éric Dupux (194) ; Sophie Dupressoir (184) ; Michel Durand (46) ; Christophe Durroux (80) ; François Duye (176) ; Thierry Ehlinger (47) ; Valérie Ellwood (205) ; Jean-Luc Eymery (22) ; Paula Faggianelli (217) ; Bénédicte Faivre (216) ; Tristan Faradet (176) ; Dalila Farigoule (207) ; Bruno Faucher (64) ; Stéphanie Félicis (27) ; Pascal Ferradon (140) ; Éric Festy (91) ; Sylvie Fiehl (196) ; Bea-

trix Fleck (190) ; Henri Fortin (88) ; Nicolas Fourrier (15) ; Marie-Valérie Frégin (239) ; Jean-François Frances-70) ; Bertrand Frot (257) ; Thibault Fulconis (226) ; Vincent Garreau (251) ; Jean-Pierre Gaspard (71) ; Myriam Gausser (97) ; Fabienne Gaze-lard (45) ; Geoffrey Germano (32) ; Anne Laureot Gilbert (205) ; Franck Girard (211) ; Emmanuelle Gindicelli (223) ; Catherine Gogge (141) ; Christophe Grauwia (159) ; Anne Gravier (208) ; Serge Grebier (156) ; Nadia Gros (163) ; Florian Grill (53) ; Ariane Grumbach (142) ; Pas-cal Guasp (55) ; Agnès Haeghe (63) ; Cécile Haimet (176) ; Marc Heller (221) ; François Helleo (120) ; Étienne Henry (152) ; Vincent Hille-meyer (116) ; Thierry Jabes (114) ; Valérie Janier-Dubry (162) ; Philippe Jourdan (161) ; Philippe Jourdan (130) ; Florence Jouvenc (248) ; Jérôme Karkulowski (105) ; Hélène Karamakis (3) ; Nathalie Konstantino-vitch (61) ; Isabelle Lacaze (175) ; Christine Lacoste (132) ; Olivier Laurent (228) ; Éric Lambert (249) ; Christine Langlois d'Estaintot (151) ; Gwendoline Larigau (171) ; Nathalie Latour (243) ; Elisabeth Laville (74) ; Joëlle Le Breton (137) ; Mariel Le Gal (188) ; Marc Lehou (43) ; Yann Leica (168) ; Pierre-Paul Leocia (213) ; Xavier Locœur (238) ; Hélène Legault (147) ; Guillaume Lejeune (241) ; Wabeh Lekhal (89) ; Patrick Lemanski (78) ; Patrick Lemone (122) ; Christo- phe Leozzi (119) ; Cécile Leruste (18) ; Marie-Christine Leves (132) ; Daniel Liess (265) ; Claire Lignereux (113) ; Lionel Louisset (225) ; Florence Migane (111) ; Fabienne Mailfait (50) ; Aymeric Maître (de) (250) ; Laure Malcor Deydier (de) (250) ; Christophe Malcor (100) ; Erik Maris (39) ; Céline Martin (101) ; Jean-Fabrice Mathieu (86) ; Floreese Mayot (44) ; Claire Mendelsohn (96) ; Yann Mercier (14) ; Stéphanie Mes-guiche (103) ; Alexandre Mironeanu (69) ; Jean Moonier (263) ; Jean-Christophe Mouton (254) ; Laure-Louise Montault Ghuyon (de) (83) ; Jean-Baptiste Morin (19) ; Christophe

Morvan (182) ; Claire Nebel (259) ; Patrick Nguyen (87) ; Olivier Nicolas (de) (32) ; Dominique Nord-mann (202) ; Frédéric Offredid (66) ; Alain Oumédour (126) ; Thierry Pagiez (93) ; Valérie Perrot (193) ; François Perro (136) ; Angelo Pezzetta (125) ; Bruno Piazenza (4) ; Éric Piana (230) ; Christian Plat (172) ; Rachel Plead (249) ; Sabine Picard (94) ; Philippe Pissot (129) ; Jean-Paul Piquet (84) ; Bertrand Piroi (102) ; Philippe Plat (199) ; Jean-Louis Polroux (239) ; Philippe Pom-pignat (24) ; Clotilde Rabier (201) ; Marie-Laure Rapp (212) ; Albert Ragon (148) ; Gérard Raynor (8) ; Claude Reich (33) ; Stéphane Renard (244) ; Etienne Renaume (191) ; Ste-phane Renze (192) ; Alain Roymont (210) ; Philippe Roymont (56) ; Xavier Rigault (215) ; Valérie Roche (35) ; Paul Rosen (de) (48) ; Valérie Roux (54) ; Elisabeth Roy (20) ; Sophie Rudent (150) ; Thierry Rudloff (113) ; Claire Salmon-Legegnier (193) ; Marie-Noëlle Serocchi (59) ; Dominique Sanjaun (38) ; Anne-Christiane Schmitt (118) ; Anne-Claire Schmitt (99) ; Stéphane Schwedes (57) ; Pierre Selles (247) ; Richard Senteur (108) ; Philippe Sere (233) ; Jean-Marc Servat (79) ; Olivier Sibony (1) ; Nolwenn Simon (153) ; Sté-phane Siana (60) ; Mariel Smadja (203) ; Rémi Staut (40) ; Pascal Suf-faut (165) ; Natacha Stupar (6) ; Richard Tallieroff (121) ; Genevieve Talbot (146) ; Guy Talbourdat (158) ; Michel Tanguy (178) ; Olivier Tau-neau (228) ; Sophie Tardivel (73) ; Lolo Tassel (236) ; Erwon Taton (200) ; Pascale Tessier (82) ; Elise-beth Tessier (117) ; Jean-Christophe Tévénin (104) ; Frédéric Thomss (72) ; Benoît Thome (110) ; Marie-Laurence Tibi (174) ; Antoine Toffi (81) ; Olivier Touzard (28) ; Jean-François Valcot (222) ; Franck Vallée (68) ; Heidi Vahille (219) ; Éric Van-damme (234) ; Anne Vongheluwe (49) ; Charles Verlet (98) ; Nicole Vivand (181) ; Sylvain Vivier (127) ; Claude Wilwers (195) ; Pascale Yan-nick (85) ; Charlotte Zweibbaum (12).

LOTTO N° 30

TIRAGE DU SAMEDI 27 JUILLET 1985

9 15 30 36 44 45 46

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 31 JUILLET 1985 ET SAMEDI 3 AOUT 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

ATTENTION SAMEDI 3 : SUPER BONUS D'AOUT

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)

6 BONS N° 0 364 140,00 F

5 BONS N° 9 8 690,00 F

4 BONS N° 80 789 125,00 F

3 BONS N° 1 469 717 10,00 F

BONUS DU SAMEDI : 72 001

3 BONS NUMÉRIQUES COMPLEMENTAIRES 10 F x 2 = 20 F

مكتبة الامم المتحدة



## Le Monde ECONOMIE

### L'absentéisme toujours présent

Un phénomène en recul  
mais une minute d'absence  
coûte 1 franc.

Solution : changer la vie au travail.

**L'ENTREPRISE** n'a-t-elle pas l'absentéisme qu'elle mérite ? Cette question impertinente n'a pas été posée par une quelconque association spécialisée de... tire-au-flanc ou par une organisation syndicale de salariés, mais par la très respectable Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), lors d'un colloque international qu'elle avait organisé en avril 1980 sur ce sujet.

De fait, si l'absentéisme n'a pas bonne réputation - n'est-il pas d'abord perçu comme un manque d'assiduité au travail, une manière de faire l'entreprise buissonnière, - on songe davantage à interdire, voire à culpabiliser, le salarié que la société. On sanctionne l'effet. On ne recherche pas toujours la cause de la fatigue ou de la lassitude au travail.

Cette attitude est logique dans la mesure où l'absentéisme est d'abord ressenti comme un fléau économique. En 1984, le seul absentéisme pour maladie (maternité exclue) ne représentait-il pas la perte de 174 millions de journées, soit, pour la même année, près de 134 fois le nombre de jours perdus pour fait de grève... Depuis que la météorologie sociale enregistre, mois après mois, année après année, une forte décade des conflits, certains observateurs ont avancé l'idée que l'affaiblissement de la combativité avait été compensé par un surcroît d'absentéisme.

Voire. Les études permettant de mesurer l'évolution de l'absentéisme sont une denrée rare. Elles sont très peu nombreuses, non exhaustives - seul un aspect est étudié, - et elles datent. En principe, on calcule le taux d'absentéisme en retranchant les heures effectivement travaillées des heures théoriques de présence et en divisant le nombre obtenu par ces heures théoriques. C'est ainsi que la dernière étude du ministère du travail sur la journée du 26 avril 1979 dans 74 000 établissements de 10 salariés et plus (pour toutes les activités, sauf l'agriculture, les administrations publiques et les services domestiques), représentant 10,8 millions de personnes, avait fixé le taux

d'absentéisme à 5,8 % pour la France, soit une apparente stabilité depuis 1974.

Un rapport administratif, le rapport Heilbrunner, avait, lui, avancé pour 1975 un taux d'absentéisme de 8,3 % correspondant à une absence moyenne par salarié de 21 journées ouvrées par an. L'UIMM, qui ne publie plus d'enquête annuelle sur l'absentéisme, notait de son côté qu'en 1980, dans une usine de 1 000 personnes, en moyenne 150 sont absentes en permanence.

Une autre méthode pour évaluer l'absentéisme est de prendre en compte l'absentéisme pour maladie (maternité exclue), puis-que les accidents du travail et les congés maladie restent, d'une manière constante, la première cause de l'absence au travail. Les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (voir tableau), publiées chaque année, montrent alors une réelle décade de l'absentéisme : pour le nombre d'indemnités journalières, la diminution est régulière et constante depuis 1976, de l'ordre de 5 % par an ; pour le montant des indemnités journalières versées par la Sécurité sociale, on est passé d'un rythme annuel d'augmentation de 24 % en 1975 à 5,5 % en 1984, une telle évolution ne pouvant pas s'expliquer seulement par la décadence salariale.

La tendance est donc globale-ment à une diminution de l'absentéisme, sans qu'on puisse apprécier l'impact d'une telle baisse sur l'emploi.

Une réduction de l'absence au travail de 8,3 % à 5,3 %, soulignait pourtant le rapport Heilbrunner, loin d'accroître le chômage, rendrait possible la création de 55 000 emplois supplémentaires dans l'économie française. Aucune analyse n'a été assez fine pour le vérifier.

#### Le prix des remplaçants

Quoi qu'il en soit, même si ce n'est pas toujours directement mesurable, l'absentéisme coûte cher à l'entreprise, puisque, outre l'indemnisation des absents, il faut souvent payer des remplaçants - intérimaires ou recrutés sur contrats à durée déterminée, - ce qui suppose de consacrer du temps à leur mise en situation, avec un risque permanent d'atténuation de la qualité du travail, du produit et du service. L'UIMM affirmait, en 1980, qu'une minute d'absence coûte 1 franc à la collectivité d'entreprise, deux points d'absentéisme

représentant 1 % de la marge de la firme.

Toutefois, l'absence d'un salarié n'a pas toujours le même impact - et le même coût, - les variations s'observant en fonction de la qualification et du savoir-faire de chacun. Dans une récente étude (Economie et Statistique n° 176, avril 1985), à partir de données remontant à 1978, l'INSEE a souligné les disparités de l'absentéisme suivant le sexe, l'âge, la qualification professionnelle, l'ancienneté, la nationalité, la région, la taille de l'entreprise, le secteur d'activité, ces disparités étant parfois plus apparentes que réelles. Déjà en 1979, le ministère du travail avait montré que le taux d'absentéisme était plus élevé chez les ouvriers (7,3 % contre 7,5 % en 1974) que chez les non-ouvriers (4,1 % contre 3,5 % en 1974).

En 1978, l'INSEE constatait que « l'absentéisme est lié à la pénibilité physique et nerveuse de l'emploi occupé, mais aussi au caractère plus ou moins grati-

fiant et valorisant des tâches accomplies ». En d'autres termes, « les salariés sont d'autant plus présents que leur travail est plus qualifié et leurs responsabilités importantes ». Ainsi, le taux de présence augmente très sensiblement avec le niveau hiérarchique : pour un taux moyen de 89 % (74 % en moyenne chez les ouvriers), « la probabilité d'être présent tout le mois augmente de sept points, des employés non qualifiés aux cadres supérieurs ».

L'âge joue aussi, avec des accentuations aux deux extrêmes. L'absentéisme est élevé chez les jeunes de dix-huit à vingt ans, qui souvent ont des difficultés à s'intégrer dans le monde du travail ou, tout simplement, courent après un supplément de formation. Après quarante ans, tant pour les femmes que pour les hommes, la diminution de la présence est plus accentuée, les absences devenant alors plus longues.

Quant à la distinction selon le sexe, elle fait l'objet de beaucoup d'idées reçues et de quelques constats évidents. « Si l'on exclut les congés pour maternité, notait l'INSEE dans son étude sur 1978, l'absentéisme féminin est supérieur de 16 % à celui des hommes. Au fur et à mesure que l'âge avance et à qualification égale, les femmes ont tendance à être moins absentes que les hommes. Entre vingt et un et quarante ans, on observe que les femmes sont généralement moins présentes que les hommes, ce qui s'explique aussi par la conjugaison d'une double fatigue : celle liée au travail salarié et celle relative au travail domestique.

Selon les statistiques de la Caisse d'assurance-maladie, la proportion des congés maternité par rapport à l'ensemble des journées indemnisées par la Sécurité sociale était, en 1984, avec 42 millions d'indemnités journalières sur 174 millions, de 24,1 % (contre 11 % en 1978 et 16,5 % en 1982). L'allongement du congé maternité, le récent frémissement de la natalité et l'accroissement du taux d'activité des femmes (en 1982 la part des mères assurées de par leur activité salariée par rapport aux totaux des femmes ayant accouché dans l'année était de 70 % contre 59 % en 1973) sont à l'origine de cette augmentation. En 1980, dans une enquête auprès de 11 000 femmes enceintes sur la relation maternité/travail, la caisse a constaté qu'environ 66 % des femmes ayant un congé maternité « avaient au moins un arrêt maladie pendant leur grossesse ».

#### Un rouage anonyme

L'étude de l'INSEE montre également que le cadre de travail exerce une influence non négligeable sur l'évolution de l'absentéisme. Ainsi, « plus la taille de l'entreprise est importante, plus l'absentéisme est fort ». Dans une petite entreprise, le salarié a un « sentiment d'utilité » beaucoup plus développé que dans une grande, où il aura davantage tendance à se considérer comme un rouage anonyme pouvant être facilement remplacé. Par ailleurs, chez les ouvriers, « le travail en équipes fait baisser les taux de présence, sans doute en raison des horaires de travail irréguliers ».

Face à l'absentéisme, dont une part importante est évidemment justifiée et donc plus difficilement réductible, les entreprises disposent de toute une batterie de moyens d'action allant du contrôle à la sanction, en passant par la persuasion et la lutte contre les causes elles-mêmes de l'absence au travail. La Sécurité sociale contrôle elle-même les arrêts-maladie : mais l'employeur, dans la mesure où il complète conventionnellement les indemnités journalières, peut faire procéder à une contre-visite médicale.

A l'autre bout de la chaîne, les sanctions sont plus rares. C'est un peu le dernier recours quand tous

les autres remèdes ont échoué, d'une pénalisation sur le treizième mois à une augmentation ou une promotion différées, voire un changement de poste, un avertissement, une mise à pied et, en dernier ressort, un licenciement. Mais avant le bâton, il y a généralement la carotte.

Dès 1980, l'UIMM avait préconisé « l'amélioration des relations humaines et la recherche d'une adéquation toujours plus poussée entre les attentes des personnes et les impératifs industriels ». Certaines entreprises ont tenté de persuader leurs salariés de la nocivité économique d'un absentéisme non justifié. Aux campagnes d'information se sont ajoutés des encouragements au « présentisme ».

#### Pour raison de maladie

	NOMBRE d'indemnités journalières	MONTANT des indemnités journalières
1976....	- 5 %	+ 13 %
1977....	- 4 %	+ 11 %
1978....	+ 0,6 %	+ 13 %
1979....	- 8 %	+ 3 %
1980....	- 4 %	+ 9 %
1981....	stabilité	+ 12 %
1982....	+ 1 %	+ 13,9 %
1983....	- 8 %	+ 6,5 %
1984....	- 4,8 %	+ 5,5 %

Source : Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés.

● **Nombre d'indemnités journalières** : il s'agit de l'évolution du nombre d'indemnités journalières versées chaque année (elles représentent 174 millions de journées d'absence, à partir du quatrième jour d'absence, la Sécurité sociale ne rembourse pas les trois premiers jours (délai de carence). Ne sont prises en compte dans ce tableau que les absences maladie, à l'exclusion de la maternité.

● **Montant des indemnités journalières** : l'évolution du montant des indemnités journalières (16,155 milliards en 1984) est liée à l'évolution des salaires.

Chez Citroën, mais aussi au Mutuelles unies, des jours de congé supplémentaires ont été ainsi accordés aux salariés n'ayant aucune absence dans une année ou étant moins absents que les autres. En 1980, le CNPF, lors d'une négociation sur la durée du travail - qui devait échouer, - avait proposé l'octroi de cinq jours de congé supplémentaires lié à la présence effective au travail. D'autres utilisent des primes d'assiduité. Au Groupe Maison (familiale (GMF), à Cambrai, le comité d'entreprise a accepté la mise en place de commissions « anti-absentéisme ».

Toutefois, c'est l'amélioration des conditions de travail qui semble avoir, en elle-même, l'effet le plus décisif, l'absentéisme, au-delà d'un certain taux, étant ressenti comme un indicateur de malaise social. Le développement des horaires variables - permettant une gestion individuelle de la présence au travail à partir d'un temps effectif moyen imposé à tous les salariés, - la prise de responsabilités et pour les ouvriers l'enrichissement des tâches se révèlent généralement efficaces. A cet égard, la décade depuis 1976 de l'absentéisme pour maladie pourrait attester aussi d'une meilleure prise en compte par les entreprises de l'impératif de changer la vie au travail.

MICHEL NOBLECOURT.

Lire page 12 les articles de HENRI DE BRESSON, de R.-P. PARINGAUX et de Gérard VALLES.

#### Quatre causes et les autres

Les entreprises qui emploient 300 salariés ou moins sont tenues, lors de l'élaboration du bilan social, chaque année, d'établir une mesure de leur absentéisme. Les absences de salariés lors de conflits sociaux, de formation ou de repos compensatoire - à fortiori pour les obligations liées au service national - ne sont pas prises en compte dans l'absentéisme. Selon la typologie utilisée dans le bilan social - et définie dans un numéro consacré à ce sujet par La Semaine sociale Lamy (supplément au n° 251 du 4 mars 1985) - il existe cinq absentéismes :

● l'absentéisme pour maladie : journées d'absences maladie au sens des arrêts de travail déclarés à la Sécurité sociale, qui opère la distinction entre les indemnités journalières de moins de

trois mois (généralement liées à des épidémies) et celles de plus de trois mois (maladies longues) ;

● l'absentéisme pour accidents de travail et de trajet ;

● l'absentéisme pour maternité : absences pour congés de maternité avant et après la naissance, à l'exception des absences pour état pathologique consécutif à la maternité, des congés parentaux et de paternité et des congés post-nataux ;

● l'absentéisme pour congés autorisés : journées d'absence pour congés autorisés à l'exception des congés payés qui n'entrent évidemment pas dans l'absentéisme, par exemple pour des événements familiaux ou autres prévus par les conventions collectives ;

● l'absentéisme pour causes diverses...



### Le retour à la terre...

Après l'échec  
de la « révolution agraire »  
le secteur privé est encouragé  
et le domaine socialiste  
mis sous surveillance.

CETTE année encore, il a coûté cher aux Algérois de faire bombance à la fin du ramadan. Melon à 120 dinars (220 F au taux de 55 centimes pour un dinar) le kilo, fraises à 90 dinars, cerises à 40 dinars, sans parler de la viande à 8 dinars les cent grammes. Ces chiffres astronomiques, dans une capitale où le salaire moyen est de 3 000 dinars par mois, s'expliquent par les effets combinés de la mauvaise productivité d'une agriculture socialiste, entraînant la rareté et de l'absence de contrôle efficace de la distribution, qui n'a rien à envier à la pire des « jungles » capitalistes.

Le fiasco de l'autogestion, aggravé par la « révolution agraire », est tellement patent qu'il n'est plus contesté par personne. Loins d'être tabou, ce sujet alimente au contraire d'innombrables études, articles et éditoriaux depuis des années, sans que cela ait changé grand-chose jusqu'à présent. Les données de base, accablantes, sont périodiquement reprises par la presse pour annoncer, une nouvelle fois, la « priorité à l'agriculture », la grande mobilisation pour l'exploitation du « pétrole vert » de l'Algérie, dont le pays redécouvre l'intérêt quand l'autre se vend moins cher et, de toute façon, s'épuise.

L'ancien « grenier à blé » des Romains, au temps de Tite-Live,

est le pays auquel pense en premier le président Reagan quand il s'agit de trouver un client pour les surplus américains subventionnés. Là où régnait la civilisation de l'olivier, on fait sa cuisine avec des huiles végétales importées, et en période de pénurie les pharmacies algéroises écoulent des stocks impressionnants d'huile de régime fabriquée par un laboratoire français.

#### Exode rural

En 1984, l'Algérie a importé 60 % de sa consommation alimentaire, ce qui constitue plus du quart des importations totales. Ce pourcentage est en progression constante du fait de l'amélioration du niveau de vie, que ne compensent pas les gains de productivité.

Le taux annuel d'accroissement de la population est de 3,2 %, mais celui de la consommation

alimentaire est de 5 %. Or la population agricole vieillit infiniment plus vite que dans les autres secteurs de production, du fait du peu d'attrait qu'exerce la campagne sur la jeunesse. Il y a dix ans, le pays comptait environ 1,5 million d'agriculteurs, soit près de 60 % de la population active. Aujourd'hui, ce taux est inférieur à 40 %, et la contribution des paysans à la production nationale brute n'est que de 7 %.

Les jeunes de moins de vingt ans représentent 60 % de la population, mais 60 % des agriculteurs ont plus de cinquante ans. L'exode rural, qui a atteint 1,3 million de personnes entre 1967 et 1978, diminue un peu du fait des mesures d'encouragement aux agriculteurs : mais il reste préoccupant.

La saignée des années 60 et 70 tient à la désaffection entraînée par l'utopie socialiste dans un domaine où les faits sont particu-

lièrement têtus. Après l'indépendance, les quelque 22 000 domaines abandonnés par les Européens dans les régions les plus riches furent transformés en « coopératives de moudjahidines » (anciens maquisards) ou en « domaines autogérés ». En principe, l'exploitation était dirigée par un comité de gestion élu par les travailleurs. En fait, la plupart des chargés de gestion étaient nommés directement par l'administration, en fonction de critères politiques.

Alors que la création du secteur « autogéré » avait abouti à la formation d'unités de production de plusieurs milliers d'hectares, difficilement rentables en raison de ces proportions, la « révolution agraire » de 1971 entraîna un morcellement excessif en un grand nombre de fermes sans moyens d'exploitation moderne. Cette « révolution » limita la surface des exploitations privées et confisqua les terres des non-agriculteurs ou « absents ». Plus de 1 million d'hectares - dont 400 000 hectares de bonnes terres - furent redistribués à des coopératives regroupées au sein de « coopératives agricoles de production de la révolution agraire » (CAPRA).

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 13.)



## Absentéisme

## Japon : la grippe en vacances

L'ABSENTÉISME existe au Japon, malgré tout. Le phénomène, en effet, s'inscrit dans le contexte d'une société encore largement dominée par l'éthique, pour ne pas dire par l'obsession, du travail. Tout ce qui s'apparente de près ou de loin à une absence — congés compris — reste assez mal vu des générations nourries des valeurs traditionnelles : travail, frugalité, discipline, esprit de sacrifice et loyauté envers la compagnie.

Pour ces générations, « le travail, c'est la santé » du Japon. Elles l'ont amplement prouvé depuis quarante ans. Pour le meilleur ou pour le pire elles n'ont guère de penchant pour les loisirs. Être absent, même contraint et forcé, n'est-ce pas, peu ou prou, désertier ?

Il en va toutefois différemment chez les nouvelles générations, nettement moins « intoxiquées » par le travail. Selon les statistiques officielles, l'employé japonais travaille en moyenne près de deux mille deux cents heures par an, ce qui fait quatre à huit semaines de plus que les salariés américains et européens. Malgré les récriminations des partenaires industrialisés de Tokyo, qui voient là une forme de concurrence excessive, la tendance n'est pas à la baisse, au contraire. Les heures réellement travaillées sont passées de 39 par semaine en 1975 à 43 en 1983 (34 en France, 36 aux États-Unis).

## Un taux de 2 %

Un à deux mois de labeur de plus par an qu'en Occident, cela fait forcément moins de congés. De surcroît, seulement 50 % des Japonais prennent la totalité de ce qui leur est dû (légalement quinze jours payés), soit une moyenne nationale de sept jours et demi de vacances par an. En outre, à la question : « Disposez-vous de temps libre pour les loisirs ? » 51 % des gens disent en avoir et 47 % non. 2 %... ne savent pas !

Voilà en gros le contexte économique, social, culturel et psychologique défavorable dans lequel prend place l'absentéisme. Les études sur la question ne sont ni nombreuses ni très détaillées. Les statistiques de l'Institut japonais du travail dans sa brochure de 1984 datent de 1977. Elles indiquent un taux d'absentéisme de 2 % contre 7,7 % en RFA (1979), 8,3 % en France (1975) et 13,8 % en Suède (1978).

Les absences pour cause de maladie et d'accouchement sont particulièrement faibles : 0,8 % (contre 7 % en RFA et 6,2 % en

## Les congés pour maladie sont souvent pris sur le temps du repos

France). Deux tendances spécifiques japonaises expliquent, en partie, cette faiblesse. D'abord, en raison de la pression de l'environnement professionnel, il est courant pour un employé malade de commencer par prendre ses congés maladie sur les jours de congés annuels qui lui sont légalement dus. Ensuite il n'osera pas toujours prendre ses congés si ses supérieurs estiment qu'il reste beaucoup de travail à faire (ce qui est généralement le cas) et si ses collègues eux-mêmes ne partent pas. Tout cela ne favorise pas, on l'imagine, l'absentéisme pour cause de rhume ou même de grippe.

Il est rare au Japon que les femmes aient la possibilité de faire carrière professionnelle-

ment. Par principe une femme doit quitter son emploi au moment du mariage. La compagnie n'a donc pas à lui accorder ultérieurement un congé de maternité ni autres avantages sociaux.

Le taux des absences pour cause d'accidents (0,2 %) est par contre plus conforme à ce qu'il est ailleurs (0,3 % en RFA et 0,9 % en France). Les « autres raisons » ne comptaient à l'époque que pour 0,8 %. Toujours selon les statistiques officielles, en 1983 le nombre des journées perdues pour cause de conflits du travail (504 000) était à peu près moitié moindre de ce qu'il était en France.

Compte tenu de ce qui précède, et aussi d'autres pratiques propres au monde japonais du travail, on pourrait avancer que l'absentéisme au Japon est inversé, car c'est bien plus le foyer que l'entreprise qui souffre de l'absence du chef de famille et de la priorité accordée à ses activités professionnelles.

R.-P. PARINGAUX.

## RFA : malgré une bonne réputation

## Le salarié allemand manque autant de jours que ses confrères français ou italiens

similaire. La maladie est un motif assez souvent évoqué en France, où, en revanche, l'absentéisme pour cause de congé de maternité ou motifs divers est plus important.

Depuis une vingtaine d'années les caisses d'assurance-maladie notent que l'absentéisme s'accroît ou régresse en fonction de l'évolution de la conjoncture économique. Quand l'économie se porte bien, le nombre de congés maladie augmente, et, à l'inverse, lorsque la pression sur le marché de l'emploi se fait ressentir, il diminue. Après avoir atteint 7,4 % en 1979, le taux de maladie des salariés inscrits dans les caisses d'assurance des entreprises a constamment diminué jusqu'en 1983 (5,6 %) pour reprendre un peu en 1984 (5,9 %).

Cette évolution alimente une polémique permanente entre les organisations patronales et les syndicats. Les premiers y voient une preuve de la tendance au laxisme des circonstances s'y prêtant. Les seconds au contraire la conséquence de la répression patronale qui s'exercerait dans les périodes où l'emploi se fait plus rare.

Les experts de l'organisation patronale BDA (Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände) font état d'une certaine logique. En période de forte activité économique, font-ils observer, il est fréquent que les entreprises exigent davantage de leurs salariés, augmentant ainsi les risques de maladie. En outre, ajoutent-ils, on puise alors sur les réserves de main-d'œuvre, ce qui accroît les risques d'embaucher des personnes mal adaptées à leur travail ou tout simplement plus fragiles. En période de réduction de l'activité économique, ce sont les premiers touchés par les licenciements.

En réponse aux accusations des milieux syndicaux, les experts de la BDA soulignent que la législation sociale n'a cessé d'être renforcée pour réduire les accidents du travail et, d'une manière générale, assurer une meilleure protection de la santé sur les lieux de travail. Après avoir augmenté jusqu'en 1960 (126,5 pour 1 000), le nombre des accidents du travail n'a cessé de décroître pour se situer en 1981 au taux de 69,6 pour 1 000. Les maladies professionnelles, qui avaient de nouveau augmenté au début des années 70, en raison notamment de l'extension du nombre des maladies reconnues comme telles, est quasiment stagnante et plutôt en légère diminution depuis 1977.

## Une série de facteurs

L'absence de réponse claire s'explique surtout par la difficulté d'appréhender précisément les causes véritables de l'absentéisme. En dehors des facteurs incompressibles comme les épidémies saisonnières de grippe, une notice publiée par la BDA en 1981 à l'attention de ses adhérents note qu'il existe toute une série de facteurs dépendant à la fois de chaque individu et de chaque entreprise. Une mauvaise organisation du travail, fait-elle observer, peut avoir des conséquences tout aussi importantes que le milieu dans lequel évolue un individu ou ses capacités propres.

On constate que les femmes manquent davantage que les hommes, les jeunes que les plus âgés, les étrangères que les nationaux, ceux qui ont des responsabilités moins que les autres. On constate également que l'absentéisme s'accroît les vendredis et les lundis, que les ouvriers sont plus fréquemment malades que les employés (8,5 % contre 5,2 % en 1981). Mais il est difficile d'en tirer des règles générales valables pour toutes les entreprises et tous les secteurs d'activités.

D'un secteur à l'autre, les fluctuations peuvent être également importantes, comme le font ressortir les statistiques des caisses d'assurance-maladie. Dans les administrations, le taux d'absence pour maladie était de 6,6 % en 1982. Il atteignait 6,7 % dans les transports. Dans la métallurgie et le bâtiment, il était pour la même année de 6 %, alors que dans les banques, le commerce et les assurances il n'était que de 3,9 %.

En 1981, la BDA estimait en moyenne à 57 jours ouvrables le nombre de jours chômés payés en Allemagne fédérale : 12 jours fériés, 26 jours de vacances et 19 jours d'absence pour raison de maladie ou autre. Nul ne peut donc ignorer le coût de l'absentéisme, aussi bien pour les entreprises que pour les caisses d'assurance, qui ont depuis longtemps abordé le problème avec les organisations professionnelles de médecins.

Les solutions sont davantage recherchées, en effet, au niveau de la responsabilisation de tous les acteurs sociaux, plutôt que par le biais législatif. Les organisations patronales n'ignorent pas les difficultés de revenir en arrière sur certains avantages acquis. La levée de boucliers que vient de provoquer la suggestion de compter les jours de congé est la pour le prouver.

HENRI DE BRESSON.

## France : quand on supprime les contremaîtres

## Loisirs intégrés et salaires au rendement une entreprise toulousaine a réduit l'absentéisme de 18 % à 5 %

Le bon sens n'habite pas toujours près de chez soi. Les frères Rouleau, Alain et Patrick (ce dernier étant l'aîné du tandem), en sont persuadés. Ils sont un jour partis de Toulouse pour chercher au Japon les idées simples qui leur faisaient défaut. S'ils admettent encore aujourd'hui que la Japon leur a dessillé les yeux, ils se disent prêts, à l'heure de la quarantaine, à bien des voyages, à bien des explorations.

Dans un secteur, la bonneterie, en crise depuis 1974, où la pénétration étrangère dépasse les 50 % du marché, la réussite des Rouleau-Guichard fait l'effet d'un soufflet sur une profession généralement recroquevillée sur son passé. Cinq usines, près de cinq cents salariés, en vingt ans, les Rouleau ont patiemment tissé leur toile griffée d'un « M » qu'on retrouve sur les slips et tee-shirts dont ils sont devenus un important producteur.

« C'est la crise qui nous a éclairés », explique M. Alain Rouleau, directeur général de la société : « En 1974, nos prix ont augmenté de 25 % ; impossible de résister à la concurrence étrangère. Il fallait donc, pour être compétitif, produire autrement et avec l'adhésion du personnel. »

Le personnel de Rouleau-Guichard n'est ni meilleur ni pire que celui des entreprises du secteur : 15 % d'absentéisme en moyenne ; 18 % chez les frères Rouleau il y a encore six ou sept ans. La main-d'œuvre est ici féminine à 85 %. Les hommes travaillent au tricotage et à la teinture dans l'antique usine de Pelayre, l'ancêtre des unités de production de la société.

« L'absentéisme coûte d'autant plus cher chez nous que nous ne sommes pas dans une région à forte tradition bonnetière. Il est toujours difficile de trouver des remplaçants. » Comme partout, les Rouleau ont voulu jouer de la prime, mais ses vertus furent vite épuisées. Il fallait donc attaquer le problème à sa racine et intervenir sur le cadre de travail.

## Tennis, piscine et semaine de quatre jours

M. Alain Rouleau met alors en place une petite unité de production : jamais plus de quatre-vingts à cent personnes dans ses ateliers « satellites ». On va s'attacher à soigner le cadre. Piscine — 80 % des ouvriers ne savent pas nager — tennis, salle de gymnastique, verdure... 10 à 15 % du chiffre d'affaires, mais l'enjeu vaut bien ce surcoût des loisirs intégrés.

On supprime les contremaîtres. L'encadrement, le plus souvent recruté à l'extérieur pour ses compétences techniques, est mis à contribution : « Il faut communiquer, expli-

quer aux gens, les former sur le terrain aux nouvelles technologies. Je ne suis pas contre les cercles de qualité à condition que cela ne tourne pas à l'obligation ; même chose pour le droit d'expression des salariés, il faut le préparer, habituer les gens. »

Horaires flexibles, chacun est maître de son travail. Mais 80 % de la main-d'œuvre ou rendement. Et les salariés ouvriers sont de 20 % plus élevés que dans le reste de la profession. Grandeur et mesure d'un système conçu pour la rentabilité. Si M. Alain Rouleau se veut à l'écoute de ses salariés, il ne se reconnaît pas complètement dans le paternalisme pratiqué par d'autres. « Fred Lip a dit : jointé parce qu'il donnait plus qu'il ne pouvait accorder. Pas chez nous. »

En octobre prochain, l'un des ateliers Rouleau-Guichard fera la semaine de quatre jours. Une expérience. « Nous analyserons les résultats et, si la chose est payante, elle sera généralisée à ceux qui le souhaitent. » A l'étude également le travail du week-end et la semaine de trois jours, qui, après autorisation du ministère du travail, devrait être testée chez les hommes.

En l'espace de quelques années, les salariés Rouleau ont oublié le sens de l'expression « lutte des classes ». Le syndicat CGT s'est dissout. Les anciennes candidatures au comité d'entreprise sont maintenant des élus « libres ». La responsabilité du syndicat FO s'est reconstruite dans les relations sociales. Les patrons affirment que la revendication est aujourd'hui directe. Et l'absentéisme est tombé à 5 %, un seul infractionnable de l'avis même de M. Alain Rouleau, visiblement satisfait du résultat.

GÉRARD VALLÉS.

## BIBLIOGRAPHIES

## Stratégies des entreprises et marché international des capitaux

de Christophe Lalandre

LONGTEMPS pratiquée par les seuls grands groupes, l'ouverture sur l'extérieur est entrée dans les mœurs des PME, même si, globalement, l'effort à l'exportation est encore réduit. Sur les 490 000 entreprises imposées au titre du BIC (bénéfice industriel et commercial), 77 400 environ sont considérées comme des sociétés exportatrices et seulement 130 000 à 180 000 d'entre elles ont vocation à exporter, rappelle opportunément Christophe Lalandre dans son ouvrage.

Pour ne pas être subie comme une contrainte, mais vécue comme une incitation à un développement hors des frontières naturelles vite saturées, une étape supplémentaire au-delà des anciens « marchés de proximité »

l'exportation doit reposer sur une connaissance du marché financier international ce qui suppose d'en maîtriser les mécanismes. Mettant en parallèle la gestion de l'entreprise dans son environnement international et l'évolution des marchés mondiaux de capitaux, là où se retrouvent — et s'affrontent — des masses d'argent colossales le plus souvent sans bannière, l'auteur met en évidence la nécessaire adaptation des entreprises à ces stratégies commerciales et financières internationales dont elles n'ont souvent qu'une vague idée.

Quand le dollar bondit de 4 F à 10 F en l'espace de quatre ans, puis fléchit, le problème-clé pour l'entreprise exportatrice est naturellement celui du risque de

change. Consultait à l'OCDE, docteur en sciences économiques et diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, ce jeune cadre (il a vingt-sept ans) « d'une grande banque d'affaires françaises » (Paribas, pour ne pas la nommer) a su marier les bases théoriques et son expérience professionnelle pour donner quelques explications indispensables. Le chef d'entreprise mais aussi l'étudiant et le professeur trouveront une analyse pédagogique de l'influence de la politique monétaire et de la façon dont le taux d'inflation et la situation de la balance des paiements d'un pays viennent influencer le taux de change de sa monnaie. Et par là même, la situation exportatrice des entreprises de cette nation.

Cette analyse est suivie d'une présentation plus succincte des opérations à terme, des différentes formes de financement à l'exportation, notamment du crédit documentaire et de l'organisation du commerce extérieur. On regrettera, toutefois, que l'auteur, en mentionnant clairement les techniques actuellement pratiquées (eurocrédits, euroobligations...), n'ait pas jugé bon de développer plus longuement ce mode de financement des entre-

prises par accès au marché international des capitaux. Le trésorier d'entreprise, l'un des personnages clés dans toute structure moderne ouverte sur l'extérieur, doit jongler quotidiennement avec les nouveaux produits financiers, les conditions d'émissions d'emprunts internationaux, parfois maîtriser les pratiques du commerce par compensation, le troc...

De même est-il difficile, lorsqu'on parle d'exportation et de stratégie commerciale et monétaire, de ne pas évoquer, ne serait-ce que pour mémoire, le contrôle des changes. Pratiquée en France de façon quasi ininterrompue depuis la fin de la seconde guerre mondiale — et surtout depuis 1968 — et régulièrement dénoncée par les représentants du patronat, cette contrainte, progressivement allégée par les pouvoirs publics, constitue encore une donnée importante pour les entreprises françaises parties à l'assaut des marchés extérieurs. En attendant — une suppression par étapes — récemment envisagée par M. Pierre Bérégovoy, — au rythme de l'assainissement de l'économie française ».

SERGE MARTI.

\* Editions Economica, 85 p. 125 F.

## Quarante ans d'Europe

de François Visine

C'EST un bon connaisseur de la marche de l'Europe qui nous propose un survol de quarante années de son histoire (1944-1984). François Visine, militant de la Communauté, a surtout pensé à ceux qui veulent retrouver assez vite l'essentiel des étapes, si bien que son livre se rapproche d'un manuel, ce qui ne veut pas dire que la réflexion ne se mêle pas à la synthèse.

On se retrouve fort aisément dans ce « jardin à la française », car notre auteur a écrit un premier chapitre aux événements majeurs de la période, un deuxième à la situation actuelle et aux perspectives, et toute la fin du livre à une chronologie détaillée et à un long catalogue des abréviations. Voici qui rendra un fier service à tous ceux qui doivent se guider dans ce qui devient peu à peu une véritable jungle.

\* Imprimerie Saint-Paul, BP 1908 Luxembourg, 288 p., 870 F. luxembourgeois (ou belges), soit environ 125 FF.

## ESOTÉRISME CHRÉTIEN

Pourquoi les hommes sont-ils divisés ? Parce qu'ils ont perdu la PAROLE et qu'ils s'attachent aux apparences de ce monde de l'illusion au lieu d'en rechercher l'Essence.

L'Esotérisme peut les aider à retrouver cette Unité Essentielle et les préparer au Retour du Christ.

Dans ce but, l'ORDRE des CHEVALIERS du TEMPLE, du CHRIST et de NOTRE-DAME, qui est chrétien d'inspiration johannique, propose un enseignement initiatique et diffuse son bulletin mensuel LE BEAUCANT (exemplaire contre trois timbres lettres).

O + C + T + C + N + D +

BP 12, 78430 LOUVECIENNES

مكتبة الامم المتحدة



bonne réputation

## La chronique de Paul Fabra

**S**OUS le titre « Beaucoup de bruit pour rien », le mensuel nippon de langue anglaise Look Japan, diffusé dans le monde à partir de Hongkong, publie un article dénonçant les illusions que pourrait faire naître chez ses compatriotes ce qu'il appelle « leur enthousiasme bien compréhensible » pour l'idée que le centre de gravité du monde est en train de se déplacer de la zone atlantique vers la zone pacifique.

Que ce texte écrit par le rédacteur en chef du groupe de presse Sankai Newspapers, M. Koichi Kondo, soit reproduit en bonne place dans une publication surtout destinée à des lecteurs étrangers n'est certainement pas un fait indifférent. Il reflète une double préoccupation dont on retrouve l'écho dans maints textes nippons tant de source officielle que de source privée. Celle d'abord de ne pas se poser en rival d'une Europe supposée en perte de vitesse, aspirant à se substituer à elle en tant que partenaire privilégié des États-Unis. Celle ensuite de ne pas susciter l'hostilité des pays regroupés au sein de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) - Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Brunei - dont certains avec plus ou moins de bonne foi sont toujours prompts à soupçonner Tokyo de ne pas avoir renoncé à l'ambition proclamée pendant la guerre d'instituer sous sa direction « une ère de coopération asiatique », et redoutent en tout cas toute forme de condominium américano-nippon sur la région.

Dans un discours qu'il a prononcé lors de sa récente visite (du 13 au 15 juillet) à Paris, M. Yasuhiro Nakasone a déclaré : « Quand on considère le puissant développement des pays du Pacifique, le rôle de la constitution d'une vaste zone de coopération sur le pourtour de cet océan à la veille du vingt et unième siècle ne semble pas irréaliste. » Cependant, le premier ministre nippon a été pressé de rappeler les quatre principes qu'il avait formulés en janvier dernier pour « créer un consensus entre

## « L'ère du Pacifique » vue par un Japonais

les pays concernés » lors de sa visite en Australie. « Premièrement, a dit M. Nakasone, nos liens de coopération ne doivent pas être de nature militaire ; deuxièmement, ils ne doivent pas être exclusifs, mais s'ouvrir sur l'extérieur ; troisièmement, ils doivent venir de l'initiative des pays concernés tels que les pays membres de l'ANSEA ; quatrièmement, ils doivent recevoir leur impulsion du secteur privé et les gouvernements doivent à cet effet travailler à constituer un environnement favorable. »

Le fait que M. Nakasone ait énuméré quatre principes et non pas trois ou cinq pourrait laisser croire qu'on est en présence d'une esquisse de construction d'un commencement de projet. Or il n'en est rien. Les quatre conditions posées par lui visent à préciser ce que la « vaste zone de coopération » en question ne sera pas, sans pour autant donner la moindre indication sur ce qu'elle pourrait être, car il n'est pas suffisant de s'en remettre pour la définir à « l'impulsion du secteur privé ». De multiples liens commerciaux existent déjà entre les pays riverains, et tout indique que les accords de participation, les investissements se multiplieront entre eux. Tout cela ne suffit pas pour identifier une « zone de coopération » distincte. Il est significatif que pour donner éventuellement à cette dernière un contenu plus concret, le premier ministre japonais ait dit qu'il fallait attendre une initiative venant des pays de l'ANSEA. On sait que ces derniers n'y sont en aucune façon favorables.

L'analyse des propos de M. Nakasone apporte de l'eau au moulin de M. Koichi Kondo dont la thèse repose sur la conviction que les Japonais auraient bien tort de prendre au pied de la lettre les déclarations répétées qu'a faites depuis le quatrième trimestre de 1984

M. Ronald Reagan pour appeler de ses vœux l'avènement d'une « communauté du Pacifique ». Non pas que la formule cachait on ne sait quel piège mais tout simplement parce qu'elle manque de substance en dépit de tout le battage qui est fait autour du thème que le prochain siècle appartiendra aux nations du Pacifique. C'est l'hébdomadaire britannique The Economist qui a été le premier à le lancer voici exactement dix ans en publiant un numéro spécial sous le titre Pacific Century.

**C**ELA ne veut pas dire, remarquons-le, que M. Reagan n'ait fait que céder à la mode ou au simple désir de complaire à ses électeurs de la Californie en anathématisant l'idée que l'économie mondiale s'organise autour de ces deux pôles qui constituent le rive américaine (le mythe de la Silicon Valley) et le rive japonaise du Pacifique. Pour empêcher que la véritable fureur antijaponaise qui se donne libre cours au Congrès sous l'influence des lobbies protectionnistes ne finisse par compromettre la nécessaire alliance entre les deux pays, la référence à une communauté d'intérêts transcendant leurs conflits et leurs frictions du moment était certainement d'une grande utilité. C'est un fait que le président Reagan a accompagné ses paroles de quelques décisions qui montrent l'intérêt qu'il porte effectivement au développement des relations entre les États-Unis et les pays situés de l'autre côté de l'immense océan traversé aujourd'hui en quelques heures d'avion.

Le département d'État a fondé récemment un organisme consultatif de caractère privé mais où siègent plusieurs membres de l'administration, le US National Committee for Pacific Economic Cooperation. Le chef de la Maison Blanche a parallèlement créé un poste d'ambassadeur itinérant (ambassador at

large) pour « les affaires du bassin Pacifique » et l'a confié à M. Richard Fairbanks.

Tokyo a suivi de très près ces initiatives. Deux des plus importantes associations japonaises, l'une privée, l'autre mi-gouvernementale, mi-privée, spécialisées dans la promotion de la coopération économique et des échanges culturels entre les pays du Pacifique sont en train de fusionner dans le dessein d'améliorer par une action commune leur efficacité.

Dépendant, à en croire M. Kondo, c'est parce qu'ils sont victimes d'un certain nombre d'erreurs de jugement et de perspective que les Japonais nsquent de se laisser convaincre par le thème très superficiel selon lequel c'est autour du Pacifique, et non de l'Atlantique, que se situera dans l'avenir le centre du monde. Le rôle que jouent dans leur vie nationale les relations qu'ils entretiennent avec les États-Unis pousse les Japonais à sous-estimer, selon lui, l'importance de l'Europe. « Aussi bien sur le plan linguistique que sur le plan ethnique, écrit-il, l'Occident - qui comprend l'Europe et l'Amérique du Nord - constitue une entité caractérisée par une unité infiniment plus grande que celle qui est formée par les pays du bassin Pacifique. De même les nations de l'Occident reposent toutes sur une base commune qu'on chercherait en vain entre les pays riverains du Pacifique. »

« Spirituellement, l'Occident est uni autour de la tradition judéo-chrétienne qui a pour conséquence de susciter des valeurs, des normes de pensée et des modes de vie similaires à travers toute la sphère couverte par la culture occidentale. Tandis que les États-Unis, issus de l'Europe, dépassent cette dernière dans le domaine relativement étroit de la

technologie, c'est l'Europe et ce qu'elle représente qui ont élevé les États-Unis au niveau où ils se trouvent aujourd'hui. Par contraste, les États-Unis n'ont véritablement rien tiré de l'Asie. »

**P**OUR M. Kondo, l'idée que le centre de la civilisation dérive par le Pacifique est typiquement une vue de technocrates manquant de bases historiques et de véritables connaissances de la société : « Elle est, écrit-il encore, professée par d'anciens bureaucrates de l'économie qui prétendent être des historiens de la culture confondant cette dernière avec la développement de l'économie. Leurs arguments ne sont que des pétitions de principe. »

Si les Américains parlent si volontiers aujourd'hui de l'ère du Pacifique, c'est parce qu'ils sont impressionnés, remarque encore notre auteur, par l'essor rapide de leurs relations commerciales avec les pays riverains de cet océan. En l'espace de quinze ans, les pays de cette zone ont supplanté l'Europe comme principal partenaire des États-Unis. Alors que 38 % des importations américaines provenaient, en 1967, de l'Europe occidentale et 25 % des pays du Pacifique, Japon et Australie compris, dès le début des années 80, l'importance relative de ces pourcentages s'est inversée. Les importations en provenance d'Europe ne représentent plus guère que 22 % du total, alors que celles de la zone pacifique atteignent 45 %.

Mais qu'arriverait-il si demain les courants d'échanges devaient de nouveau se modifier en faveur de l'Europe ? De toute façon, la thèse de M. Kondo est claire : l'intensité des échanges commerciaux ne remplace pas la communauté de culture. L'ambassadeur itinérant, Fairbanks, « du reste lui-même mis en garde les Japonais : « Je suis surpris, a-t-il déclaré récemment, par l'énorme intérêt que les médias japonais portent au thème de l'ère du Pacifique » étant donné que rien d'important n'a encore été réalisé pour matérialiser cette idée. »

## Algérie : le retour à la terre...

(Suite de la page 11.)

À la fin de la « révolution agricole », le secteur privé se trouve amputé de 850 000 hectares. Selon les responsables, la surface agricole utile est, en l'état actuel des moyens nationaux, de 7,5 millions d'hectares, soit 3 % de la superficie de l'Algérie. Seulement 4,6 millions d'hectares sont effectivement cultivés, dont 250 000 irrigués tant bien que mal. Quelque 700 000 agriculteurs travaillent à leur compte environ 60 % des terres cultivées, généralement les moins bonnes, puisque les riches plaines du Nord, autrefois exploitées par les Européens, ont été placées sous gestion socialiste. Néanmoins, le secteur privé produit 60 % des céréales et des fruits et légumes et 90 % de la viande.

Même les plus doctrinaires des dirigeants commencent à se rendre à l'évidence et le discours officiel s'est sensiblement modifié ces dernières années. Pierre angulaire du socialisme algérien, la Charte nationale est promise à une « amélioration » dans les mois qui viennent. Déjà, la frontière entre les propriétaires « exploités » et les autres est devenue floue.

Les investissements privés demeurent soumis à des autorisations administratives préalables quand ils dépassent un certain montant ; mais les formalités, autrefois dissuasives, ont été simplifiées. Des capitaux importants pourraient être dégagés par

l'accélération des opérations d'indemnisation des anciens propriétaires touchés par la « révolution agricole ». Il sera intéressant d'observer si ces indemnités, dont le versement fut longtemps différé, sont réinvesties dans la terre.

### Dans les oasis

La grande affaire depuis le début de l'année est la mise en application progressive d'une loi dite « accession à la propriété foncière », promulguée en août 1983. Pour éviter que « la grande propriété exploitée » ne se reconstitue, l'ordonnance de novembre 1971 relative à la « révolution agricole » avait interdit toute transaction foncière entre particuliers et aussi toute aliénation à des particuliers, aux fins d'exploitation privée, des terres appartenant à l'État ou aux collectivités locales. Depuis 1983, les transactions entre particuliers sont possibles à certaines conditions et le domaine public peut être redistribué, s'il s'agit de terres non exploitées situées « en zone saharienne ou présentant des caractéristiques similaires ».

Plus de 40 000 hectares de terres vierges ont été attribués à cinq mille personnes dans le Sud. Les lots ne dépassent pas 5 hectares et ils deviendront la pleine propriété des attributaires si une production significative est constatée dans les cinq ans. Les candidats sont nombreux et tous ne sont pas agriculteurs. La répartition étant faite par les autorités locales, de nombreux cas de « copinage » ont été dénoncés.

D'une ampleur en réalité très limitée, l'opération « accession à la propriété » dans des oasis

d'Adrar, Ghardaia, Djelfa, El Oued, etc., est abondamment relayée par la presse. Le « retour à la terre » est devenu le grand thème en vogue ; la tomatte d'Adrar, sa qualité, sa rapidité de croissance, sont exaltées sur un ton qui fait parfois sourire les professionnels. On en est même à parler des perspectives d'exportation. Les grands froids de l'hiver dernier ayant affecté même le Midi de l'Espagne, certains importateurs ont étudié la possibilité de faire des achats en Algérie ; il n'en a pas fallu davantage pour que les journaux annoncent des contrats mirobolants.

Comme toujours en Algérie, il faut faire la part des choses, au-delà des emballements passagers. Le débat sur les torts - bien réels dans le cas du Maroc et de la Tunisie - que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun pourrait causer aux anciens départements français d'Afrique du Nord est tout à fait prématuré. Néanmoins, cette campagne de presse, si elle reste dans les limites du crédible, peut avoir un effet bénéfique sur les mentalités et elle part d'intentions louables.

Parallèlement, la restructuration du secteur d'État, entreprise en 1980 dans les domaines « agricoles » et en 1982 dans les « coopératives de la révolution agricole », s'est poursuivie. Ces coopératives sont appelées à disparaître au profit des domaines autogérés, appelés désormais « domaines agricoles socialistes », plus nombreux mais moins étendus qu'autrefois. Il est même possible qu'une partie des unités de production soumises à la restructuration soit affectée au secteur privé.

Visitant en février un domaine mal géré, le président Chadli a déclaré que l'État ne pourra pas combler indéfiniment le déficit des exploitations dont les responsables sont incapables d'assainir la situation. « Si une unité n'est pas économiquement viable, il est préférable de la diviser entre ses travailleurs ou titre de l'application de la loi sur l'accès à la propriété foncière », a-t-il dit, ce qui étend singulièrement le champ d'application de cette loi.

Le secteur socialiste soit qu'il est maintenant sous surveillance. Parmi les mesures à prendre, il y a la lutte contre les « indus occupants », ces personnes apparentées aux travailleurs qui se sont installées dans les domaines pour y loger gratuitement sans avoir rien à y faire. En principe elles auront à déguerpir rapidement, mais là aussi les mauvaises habitudes nées de l'euphorie de l'indépendance sont difficiles à combattre.

### Autosubsistance ?

La part de l'agriculture dans le nouveau plan quinquennal (1985-1989) est en augmentation. Les investissements devraient représenter 115 milliards de dinars (210 milliards de francs), notamment pour l'irrigation de 420 000 hectares. La production de vin devrait atteindre 3 millions d'hectolitres sur 160 000 hectares de vigne d'ici à 1989. La production actuelle n'est en rien comparable à celle d'avant 1962, mais elle constitue l'essentiel des exportations agricoles de l'Algérie, de l'ordre de 1 % des exportations totales, les hydrocarbures en assurant 98 %.

Selon les planificateurs, l'Algérie devrait, au début de la décennie 90, assurer son autosubsis-

tance en fruits, légumes et poulets. La dépendance extérieure en matière de céréales et produits laitiers devrait être ramenée à 30 %. Jusqu'à présent, le Plan a relevé du vœu pieux. Les investissements prévus ont rarement été réalisés à hauteur de plus de la moitié. A titre d'exemple, malgré une assez bonne pluviosité, la production de céréales n'a été, en 1984, que de 18 millions de quintaux, alors que le Plan en prévoyait 30. Les rendements moyens ont été de 7 quintaux à l'hectare, deux fois moins qu'au Maroc.

Les autorités ont deux objectifs essentiels : l'amélioration des rendements par une meilleure utilisation du matériel et des semences importées à grands frais ; le rajeunissement des travailleurs grâce à des mesures rendant la campagne plus attrayante. Toutefois, il est douteux que toutes les statistiques sur l'effort d'électrification du pays, périodiquement mises en avant, suffisent à convaincre la nouvelle génération que la condition rurale s'améliore.

La « plasticulture » constitue maintenant une agression constante contre le paysage entre Alger et Tipasa. L'Algérien moyen se soucie sans doute fort peu des contrariétés esthétiques du visiteur étranger au ventre

plein ; mais il a plus de mal à supporter le laisser-faire quand il s'agit des libertés que prennent avec la mercuriale les commerçants du secteur privé. Il faut pourtant en passer par eux quand on n'a pas le temps de faire les interminables queues dans les magasins, où « on commence par prendre son tour avant de voir ce qu'il y a à vendre en fin de parcours ».

Après des années de pénurie, il est maintenant possible de partir au marché avec une chance raisonnable de trouver des œufs et des pommes de terre. Mais, selon les statistiques citées par la presse nationale, l'Algérie consacre toujours plus de la moitié de ses revenus aux dépenses alimentaires.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Echec au Voleur

**3.600 F TTC**  
Pose et dépt. compris  
PARIS-BANLIEUE  
Facilités de paiement  
Matériel  
GARANTI 5 ANS  
1 serrure de sécurité  
PICARD-BRICARD  
(5 points de fermeture)  
+  
1 blindage EZ  
en 15/10  
+  
3 cornières  
antipince en acier  
(avec vis  
rappel  
à l'intérieur)  
+  
Renforcement  
du bâti bois  
par une cornière en L.  
+  
4 goulons  
anti-dégondage  
+  
1 bas de porte  
HABIT  
PROTECTION  
106, RUE DE L'ARRE GROLLET  
75013 PARIS  
**T. 530.12.35**  
(lignes groupées)

### A propos du retard technologique de l'Autriche

La République a été proclamée en Autriche le 27 avril 1945. Il s'agissait donc cette année de son quarantième anniversaire, et non de trentième comme il a été écrit dans le numéro du 23 juillet. C'est, en revanche, le 15 mai 1955 que le traité d'État a été signé entre les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS, d'une côté, l'Autriche, de l'autre, qui a redonné à ce pays sa souveraineté (ce qui lui a permis de décider de sa neutralité le 26 octobre 1955). Quant à l'ANSEA, il a été créé en 1961, le 11 mars, et non en 1963, comme une coquille nous l'a fait publier.

**E.I.T.**  
(l'École d'Ingénieurs de Tours)  
OUVRE SES PORTES LE 15 OCTOBRE 1985  
Vous avez une formation MATH. SUP./MATH. SPÉ.  
Vous avez un DUT  
Faites partie de la Première Promotion d'Ingénieurs de l'E.I.T. (orientation productique).  
**Concours d'entrée le 27 août 1985**  
Candidature à adresser à :  
E.I.T., 8 rue Léo Delibes - LES FONTAINES - 37200 TOURS

**UNIVERSITÉ DE NANTES**  
Faculté des sciences économiques  
D.E.A. (20 places) - Analyse et évaluation des politiques sociales  
Ce D.E.A. ouvert à la rentrée universitaire 1985-1986 vise à former par la recherche des spécialistes de l'analyse économique des politiques sociales, depuis les décisions initiales jusqu'au stade final des prestations aux ménages.  
Dossiers - Renseignements - Secrétariat de la Faculté des sciences économiques - Tél. : (40) 29-22-28



## FESTIVALS

### A ATHÈNES

## Le rock sans frontières

De notre envoyé spécial

Athènes. - La première journée du festival Rock to Athens 85, qui a eu lieu les 26 et 27 juillet dans le stade antique de la capitale grecque, a été marquée par de violentes échauffourées entre les forces de l'ordre et des spectateurs qui voulaient entrer sans payer. Vite dépassés par les événements, les policiers, pourtant nombreux, ont cédé à la panique et répondu à la provocation. Sans jamais pénétrer l'enceinte du stade, les affrontements ont tourné au combat de rue jusqu'à l'arrivée d'une brigade spéciale d'intervention.

Afin d'éviter de nouveaux désordres, les pouvoirs publics ont donné, le deuxième jour, la consigne de laisser entrer les manifestants. Ce sont, en réalité, plusieurs milliers de personnes qui ont bénéficié d'une opération portes ouvertes. Pour Christian Pinot, directeur général de Nouvelles Frontières, organisateur du festival, « les incidents ont inquiété plus qu'ils ne le méritaient surtout pas donner l'impression de réprimer. Ils ont fait l'objet d'un enjeu politique que nous n'avons pas à juger, mais dont nous faisons les frais ».

Dimanche, il était encore trop tôt pour faire un bilan exact de l'opération, mais est peu probable qu'on atteigne les quarante-cinq mille spectateurs espérés (le Monde du 11 juillet) pour amorcer un budget de plus de 6 millions de francs.

Au mieux, Nouvelles Frontières espère équilibrer grâce aux droits dérivés (les bars, la vente des concerts filmés aux chaînes de télévision, mais aussi les voyages : au départ de la France, près d'un million de vols spécialement organisés pour le festival ont été vendus, quinze cents en Italie et autant en Allemagne). Au pire, le passif sera compensé par les

retombées médiatiques pour Nouvelles Frontières, qu'on dit substantielles en Europe, mais également aux Etats-Unis et au Canada, qui ont couvert l'événement.

L'agence de voyages française, pour qui le rock correspond à une clientèle et à une volonté, entend bien continuer ce genre d'opérations même si elle n'est pas sûre de vouloir la répéter en Grèce. Il reste que ce festival est l'échec d'une affiche prestigieuse qui, sur le papier, promettait d'attirer plus de monde.

Vedette du premier jour, Boy George, le chanteur de Culture Club, a sûrement vécu l'expérience la plus douloureuse de sa carrière. Hué tout le long de sa prestation par une bonne partie de la foule, il a été la cible d'un tir continu de tomates et de canettes dont on peut sans peine attribuer la paternité aux auteurs de troubles qu'on avait laissés entrer gratuitement (en ce sens, les pouvoirs publics portent la responsabilité d'un préjudice artistique). Champion du prêt-à-écouter avec ses chansons flatteuses, autant Boy George peut être plaisant et drôle à regarder quand il a son public, autant il devient pathétique et inopérant face à l'hostilité. Ses fanfaronnades, sa dégaîne ludique, son androgynie en forme de pied de nez, tournaient piteusement à la gaignardise et à la justification gérée.

Menaçant d'annuler parce qu'on le traitait par-dessus la jambe (son cabaret suffisait tout juste à payer ses techniciens, mais surtout, on ne lui offrait pas les mêmes conditions de travail que les autres groupes), Téléphone a pourtant bien rempli son contrat en ouvrant le festival devant un public qui ne les connaissait pas et qui les a fêtés.

Le lendemain, au même moment (18 heures), Talk-Talk a joué dans l'indifférence générale. On passera sur les prestations pourtant bien reçues de Depêche Mode le vendredi et de Nina Hagen le samedi : pour les premiers, c'est un succès de radio, de création banalisée et de mise en scène tape-à-l'œil. Pour la seconde, une espèce de légende mal définie, ni la fumisterie, ni même la suffisance ne semblent entamer.

### Cure et Clash

L'événement, c'est Cure qui l'a créé à la nuit tombante, le deuxième soir, avec son climat crépusculaire, ses jeux de progression et ses cassures, son sens du drame. Il existe chez ces Anglais une dignité extraordinaire qui naît peut-être de la sévérité, d'une puissance qu'on prend de plein fouet et qui pourtant, dans une certaine forme d'ascétisme, ont su trouver un feeling, une soul blanche et tendue, qui prêtent à la danse.

Tard dans la nuit, les Clash ont élargé le festival en une flambée d'adrénaline. La nouvelle formation (trois guitaristes, une basse, une batterie), dont on attend le disque depuis plus de deux ans, a mené son combat rock, nerveux et gauloiserie. Urgents comme ils ne l'avaient pas été depuis longtemps, à la fois poseurs (Paul Simonon, le bassiste) et militants (Joe Strummer, le guitariste-chanteur), faisant front et prenant la scène d'assaut, ils ont emmené le stade avec eux.

S'ils ont été largement acclamés, les Stranglers ont eu, la veille, l'inconvénient de jouer en plein jour, ce qui entame toujours la dimension, l'énergie d'un spec-

tacle. En outre, l'ironie, pour un groupe dont la réputation est déjà lourde d'incidents, a voulu que les hostilités commencent lorsqu'ils étaient en scène, ignorant ce qui se passait à l'extérieur. Pourtant, le festival, qui avait sa place à Athènes, capitale de l'Année européenne de la musique, était un peu le leur, farouches défenseurs de l'Europe.

Pour Jean-Jacques Burnel (leur bassiste qui a produit des groupes dans différents pays de la Communauté), cette idée d'un rock européen ne doit pas être un bouillon de culture qui, en tournant une fois de plus à l'avantage des groupes britanniques, pourrait occasionner chez les autres une perte d'identité. « Il ne faut pas, dit-il, altérer l'importance régionale des groupes à un concept global. Après tout, Téléphone, qui est pratiquement inexistant hors de France, est peut-être, parmi les groupes présents à Athènes, celui qui vend le plus de disques dans son pays. Les contours du rock européen restent flous, et c'est aussi bien. C'est avant tout une affaire de climat, une façon de faire et de penser la musique différente des Américains. Ses rythmes sont moins marqués, nos sources moins riches dans la musique noire et moins des esthètes européens (Satie, Debussy, Ravel), les mélodies sont importantes... »

Si à Athènes la France était représentée par Téléphone, l'Allemagne par Nina Hagen (prévu à l'origine, le groupe grec Brigades musicales a été annulé), le rock européen reste néanmoins l'apanage des musiciens anglais. Après les concerts du Live Aid et en dépit du semi-échec d'Athènes, en 1985, l'Année européenne de la musique aura été celle de l'international rock.

ALAIN WAIS.

## CINÉMA

### LA MORT DE MICHEL AUDIARD

## Des reparties en or

Michel Audiard, scénariste et réalisateur, également auteur dramatique et écrivain, est mort dans la nuit du 27 au 28 juillet dans sa propriété de Dourdan (Essonne). Il était âgé de soixante-cinq ans.

Celui qui allait devenir un des plus célèbres dialoguistes du cinéma français commença par pratiquer un peu tous les métiers : coureur cycliste, apiculteur, journaliste. Michel Audiard, né en 1920 à Paris, vint au cinéma en 1948 quand André Hunebelle, metteur en scène de films d'aventure, lui demanda d'écrire un scénario sur mesure : « Je voudrais une histoire d'espionnage qui se passe à Tanger, et dont le héros serait un journaliste » (cité par l'excellent numéro spécial des Cahiers du cinéma de mai 1985 sur le scénario). Et Audiard d'ajouter aussitôt : « Le scénario était conçu comme la lune, mais les dialogues ont bien fonctionné. » Il était lancé.

Plus qu'un scénariste, Audiard sera avant tout un auteur de dialogues, sur les quelques cent trente films auxquels il a participé, il écrira le scénario proprement dit de d'une vingtaine. Il va représenter pendant près de quarante ans une spécialité très française, le mot d'auteur, la rigolade bien calibrée, au grand dépit de ses admirateurs qui sentent derrière ces gaudrioles un réel talent, mais un talent mis en veilleuse pour ne choquer personne.

Jean-Luc Godard est l'un d'entre eux et pense porter à l'écran, en collaboration avec lui, Voyage au bout de la nuit, de Céline, qu'ils admirent tous deux inconditionnellement. L'entreprise échoue. Audiard n'en est pas moins souvent, dans les années 50 et 60, l'auteur vedette des films où paraît son nom, qui lui valent parfois des salaires plus élevés que ses metteurs en scène. Il travaille sur mesure pour des acteurs comme Jean Gabin, Lino Ventura, Jean-Paul Belmondo.

Il met dans la bouche des personnages joués par Jean Gabin les paroles mêmes, le ton, le style de l'écrivain dans la vie quotidienne, au risque de surprendre le cinéaste pour qui il écrit. Ainsi



SCZKAMANN.

quand Jean Rouch réalise en 1961 sa fameuse Chronique d'un été, portrait témoin d'une époque, il découvre avec surprise chez Rouch, porte exacte comme Gabon, comme le Gabon que nous a révélé Audiard.

A partir de 1968, Michel Audiard met lui-même en scène les films où apparaît sa signature. Il y en aura neuf jusqu'en 1974. Après cette date, il se consacre à nouveau d'écrire pour les autres. Cette tentative pour devenir auteur complet reste une erreur, estime-t-il. Il n'a vraiment aimé que le premier de ses films. Faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages, et le Cri du cormoran le soir au-dessus des jonques (1970). Ces titres impossibles révèlent un certain malaise. Audiard reste à cheval entre deux chaises, car, affirme-t-il, « Si on a du génie, on ne fait pas de cinéma, on écrit un grand livre. Le scénariste est un romancier raté ».

Et puis tout à trac Michel Audiard va démentir ces mauvais augures en collaborant à deux films très remarqués du jeune cinéaste Claude Miller : Garde à vue (1981), et Morfide, randonnée (1982). Dans cette dernière œuvre, il signe le scénario avec son fils Jacques Audiard. Les mots d'auteur n'ont plus cours, comme si le filer de phrases frappées en médaille découvrait soudain le cinéma.

LOUIS MARCORELLES.

### « DON JUAN », A SÈTE

## Blouson noir de l'amour

Le thème du Festival de la mer, à Sète, était cette année l'Espagne. Jean-Pierre Bouvier, nouveau directeur artistique, et sa compagnie ont donc monté trois spectacles : *Don Quichotte*, d'Yves Jamiaque, d'après Cervantès, *Ruy Blas*, de Victor Hugo, et *Don Juan*, de Molière. Les représentations ont lieu au théâtre de la Mer, un espace tout en rondeurs qui domine la Méditerranée.

Pour ce *Don Juan*, huit caricatures soutiennent le ciel, et il est difficile de ne voir dans ces statues de décor. Elles sont aussi symboles, et repoussent aussi loin que possible l'image d'Elvire sanglotant dans un mouchoir de dentelle blanche : cette candidate pour le couvent à qui la

perfidie de Don Juan fait pousser des soupis à fendre les pierres. Dans la mise en scène de Jean-Pierre Bouvier, Elvire relève le menton, gifle Sganarelle et, élevant la voix, parle d'égal à égal avec son bourreau. L'égalité des sexes a gagné les personnages de Molière.

En face de l'amazone, il fallait un Don Juan plus machiste que machavélique. Jean-Pierre Bouvier est de cette trempe. Chemise ouverte sur torse bronzé, il apparaît comme une pop star des écus brisés. Un blouson noir de l'amour ! Les filles, les femmes, il les prend, il les laisse, plus attiré par leurs formes que par la beauté angélique de leur visage.

Et les représentantes du sexe faible à qui il plaît lui répondent sur le même ton. Ainsi Charlotte (Marie-Noëlle Eustère) est ici une superbe créature, provocatrice, sensuelle. Don Juan perd son prestige - ses conquêtes semblent trop faciles - mais il gagne en ironie et en modestie. Ce n'est plus un séducteur, c'est un dragueur qui porte sa conscience dans ses baus-de-chausse.

Cette vision de Don Juan est pleine d'humour. C'est la première qualité de ce spectacle. La seconde est l'interprétation de Serge Beauvois dans le rôle de Sganarelle. Ce n'est pas Don Juan qui fait trembler Sganarelle, c'est Dieu. Cela lui donne une intelligence incontestable, qui supprime toutes les exagérations auxquelles les metteurs en scène soumettent parfois le personnage. Mais surtout, il n'a nulle bassesse. Ses paroles sont celles d'un valet, mais il les prononce sans chercher à tromper son maître sur ses pensées réelles. Toujours un peu en retrait, il est le témoin. L'œil du Commandeur avant que celui-ci ne se manifeste ?

Jean-Pierre Bouvier a donné à cette figure de pierre une humanité déconcertante, avec un comédien au visage dissimulé par un masque noir. Impossible dans ces conditions de croire que Don Juan puisse, en le regardant, avoir un instant d'hésitation. C'est la seule dimension qui manque à ce spectacle. Un Commandeur plus conforme à l'imaginaire du public n'aurait rien enlevé à ce Don Juan amoureux de jupons et lui aurait conféré une réelle dimension.

CAROLINE DE BARONCELLI.

\* Dernière représentation le 30 juillet.

### UNE PREMIÈRE A ORANGE

## « Boris Godounov » au pied du mur

Le théâtre antique d'Orange est très vieux. Victime d'un incendie, il est d'ailleurs partiellement ruiné depuis longtemps, mais c'est, par là-même, ce qui fait son charme. Les Chorégies d'Orange n'ont que deux vingt ans. C'est un âge assez respectable, cependant, pour interdire toute critique. Même si l'on pense à part soi que ce ne sera jamais un bon lieu pour l'opéra.

Boris Godounov, de Moussorgski, est plus jeune de quelques années encore, mais on s'est rendu compte très tôt que c'était un chef-d'œuvre. Contrairement au théâtre antique, dont on se garde bien d'améliorer l'acoustique, on s'est donc empressé de corriger une partition qui en avait beaucoup moins besoin. Rimski-Korsakov s'y employa d'abord, et l'ouvrage connut ainsi le succès qu'il méritait, puis Chostakovitch, en 1940, et l'on tend à penser aujourd'hui que la version de l'auteur n'est pas absolument impossible au théâtre.

Ainsi vont les choses, et il est agréable de penser que les ruines futures du palais Garnier offriront un cadre grandiose pour des spectacles dont nous n'avons pas même l'idée. En attendant, la grande question du jour est de savoir comment Boris Godounov, qui n'y avait jamais été soumis, a supporté l'épreuve du mur, le 27 juillet 1985.

Avouons tout de suite que le mur a résisté et qu'il est resté quelque chose de la partition. C'est la version réorchestrée par Chostakovitch qui avait été placée sur les pupitres des musiciens de l'Orchestre national de France. Habitues à l'autre, les cordes ont dû être passablement surprises de jouer parfois ce que l'auteur avait destiné aux bois (et vice versa). Mais la jeune autorité du chef Thomas Fulton a invité chacun à donner le meilleur de soi-même. Dans un tel lieu, les subtilités de la partition originale auraient été perdues et mieux valait utiliser la révision la moins sacrilège des deux.

En revanche, on comprend mal, ou trop bien, pourquoi l'ordre des derniers tableaux a été inversé, faisant finir l'opéra sur la mort du tsar plutôt que sur le triomphe de

l'imposteur, acclamé par le peuple et les lamentations de l'innocent. C'est que la vision de ce drame individuel passe pour être beaucoup plus efficace sur le grand public qu'une réflexion amère sur la versatilité des masses. Cette liberté est naturellement beaucoup plus grave que les changements d'instrumentation. En compensation, le metteur en scène, Jean-Claude Auvray, a imaginé de montrer, pendant l'agonie de Boris, l'innocent tenant symboliquement entre ses bras le long voile pourpre - pareil à une traîne de sang - sur lequel le fils Dimitri marchait tout à l'heure.

Dans l'ensemble, la mise en scène était assez fidèle, dans le meilleur sens, à ce qu'on pouvait attendre en un pareil lieu : cortèges, défilés, bottes et fourrures, mais sans excès toutefois. Bernard Arnould avait choisi pour tout décor de construire un plateau surélevé en forme d'immense croix papale sur les branches de laquelle évoluaient les chanteurs inaccessibles au vertige ; le seul inconvénient étant de les éloigner du mur et de faire perdre trop souvent à leur voix le bénéfice de la réverbération.

C'est d'autant plus regrettable que la distribution semblait excellente à une ou deux exceptions près. Parmi les héros de cette soirée, il faut citer Eva Randova (Marina), Marijke Hendriks (Feodor), Martti Talvela (Boris), Wieslaw Ochman (Dimitri), Peter Meven (Pimène), saluer la valeur des autres et souligner l'excellence du chœur national bulgare.

GÉRARD CONDÉ.

\* Diffusion ultérieure sur France-Musique.

■ BIRGIT NILSSON ABANDONNE LA SCÈNE. - La castratrice suédoise Birgit Nilsson, âgée de soixante-sept ans, a annoncé qu'elle avait décidé de prendre sa retraite. Depuis 1982, la soprano, spécialiste de Wagner, avait renoncé à interpréter des œuvres complètes pour ne donner que des concertos. Elle va maintenant consacrer une partie de son temps à l'enseignement. Birgit Nilsson avait connu la gloire internationale en 1959, à l'issue d'une série d'engagements au Metropolitan Opera de New-York.

## Monologue d'un dialoguiste

« C'est pas parce qu'on a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule ». Scénariste, réalisateur, mais surtout dialoguiste, Michel Audiard qui se disait « orfèvre en imbecillité » définissait ainsi son art : « Un dialoguiste, c'est un voleur. Je plume des idées aux chauffeurs de taxi et j'attends de les placer. Je suis prêt à triquer le scénario et à inventer une scène qui rentrera comme elle peut pour dix grandes répliques ».

« Quel est le souci du dialoguiste ? C'est de savoir qui va jouer, la vraie chaîne est là. Si je ne connais pas le gars, je ne peux pas travailler. C'est lui qui, sur la toile, va parler ma langue, et je dois m'arranger pour que ce soit un peu la sienne ».

« Je me sens capable d'écrire des dialogues jusqu'à ce que je sois complètement gâté ».

Dans une *Tentative d'autobiographie*, (un de ses ouvrages), il avoue : « A dix ans, j'étais le ricaneur imbecille, sournoisement tapi dans le fond de la classe (...) l'idiot qui se curait les narines en

ploussant (...) qui apprivoisait des hannetons dans son plumeau. Tout à fait formé au savoir (...) Quarante-deux ans plus tard, j'ai toujours l'impression d'être embusqué au fond de la classe, hermétique, borné, incurable (...) Pendant que des intellectuels se sentent et soupirent ces choses, moi j'écris des petites histoires. En somme, je continue d'apprendre des hannetons ».

« Je suis un moraliste. Mon genre, c'est d'être un ricaneur. Depuis vingt ans j'en suis un et je fais semblant d'être de droite ».

« Je suis un témoin de l'antiquaille depuis le 18 juin ».

« Je suis sans doute le dernier qui croie en Dieu, et, comme je suis fanatiquement anticlérical, j'ai dans mes films, libérer mes mauvais instincts ».

« Sur la France, enfin, cette déclaration : « On n'a que trois spécialités : la littérature, la bouffe et le fesse » ».

### « UN ÉTÉ POURRI », de Phillip Borsos

## Les dangers du « scoop »

Un été pourri est le second film américain cette fois, d'un jeune cinéaste canadien venu de la publicité. Dans sa première œuvre, The Grey Fox, Phillip Borsos opposait, dans un décor d'époque, une Amérique violente et le paix trompeuse d'un Far-West canadien idyllique, au tournant du siècle. Il y a hélas peu de tournant du siècle, il y a hélas peu de travail original.

Phillip Borsos, cette fois, se limite à la seule dimension américaine, Miami aujourd'hui, mais Miami sans Cubains émigrés, plus forte du Sud, où la chaleur et le temps d'orage commandent tout. Un reporter du Miami Journal, prêt à émigrer avec sa fiancée vers un petit coin tranquille des Etats-Unis, se laisse tenter par une dernière grande enquête à secon-

der son risque d'y laisser son intégrité et sa peau. Malcolm Anderson, le journaliste (excellamment joué par Kurt Russell), essaie de retrouver la trace d'un crime odieux, l'assassinat d'une jeune fille sur la plage. Son article lui vaut les attentions particulières du criminel, ce qui maintient dans la confiance de quatre autres assassins, à lui seul annoncés sur téléphone avant d'être commises.

S'il évite tout moralisme, s'il utilise parfaitement le décor, Phillip Borsos sacrifie, avec tout sa suspension, au détriment de l'étude de caractères, plus approfondie que lui offrait son sujet, prêt, il joue trop à fond la carte américaine, traditionnelle.

L.M.

\* Voir les films suivants.



# SPECTACLES

## La culture arabe aujourd'hui

(Suite de la première page.)  
La situation politique pèse lourdement sur la culture, que ce soit par le dirigisme idéologique des régimes à parti unique, par le système ordinaire de la censure ou par la disparition des centres vivants où s'est produite une part importante de la culture arabe contemporaine comme Le Caire et Beyrouth. L'Égypte, depuis les accords de Camp David, n'est plus considérée par les autres pays arabes comme le lieu névralgique de la pensée et de la création arabe.  
Quant à Beyrouth, qui fut jusqu'en 1975 la capitale de la liberté d'expression arabe, on sait ce qu'elle est devenue. Malgré tout, les éditeurs libanais ont continué, sous les bombes, à publier des livres. En 1981, on comptait 60 maisons d'édi-



(SALADIN.)

tion au Liban; elles ont fait paraître pour cette seule année 932 titres. Depuis, la situation s'est dégradée, et pas seulement à cause de la guerre du Liban, mais aussi à cause du conflit entre l'Irak et l'Iran. En 1984, il restait 46 six maisons d'édition, lesquelles n'ont publié que 580 titres.

### Mystification du réel

Il y a un recul de la création, constate Kadhém Jibad, poète irakien vivant à Paris. Avec la guerre du Liban, avec les échecs de la résistance palestinienne et le durcissement des régimes à parti unique, l'édifice culturel arabe s'est effondré. On assiste à la fin d'une époque, celle qu'on appelle la première époque de la modernité, représentée par la poésie d'El Sanyah, Adonis et Al Maqawi. Le langage de cette première époque ne reflète pas toute la complexité et la diversité de l'imagination arabe.

On peut certes faire le procès des régimes politiques qui placent sous haute surveillance la culture, récupérant pour leur propagande certains intellectuels et empêchant, par l'exercice de la censure au niveau policier et religieux, la circulation des idées et des hommes. Le sociologue syrien Borham Ghalioun est même convaincu que la politique de certains États en mal de légitimité « est fondée sur la généralisation de l'analphabétisme et la destruction de l'esprit critique ».

Mais il y a aussi la responsabilité de l'intellectuel arabe, qui contribue, d'après J.-E. Bencheikh, à la mystification du réel arabe. La littérature d'aujourd'hui est faite de subterfuges : l'Égyptien Ghitany fait du roman historique; le Syro-Libanais Adonis remet à l'honneur les mythes, se réfugie dans la poésie mystique et émet avec un langage masqué. « Ce qui entraîne une rup-

ture entre l'écrivain et le public, entre la culture et la société, et pas uniquement à cause de l'ambiguïté persistante qui se traduit par un tiraillement entre l'Orient et l'Occident, comme le décrivait dans *Oiseau d'Orient* l'Égyptien Tewfik El Hakim, et dans *Saison d'une migration vers le Nord* le Soudanais Tayeb Salih.

« L'intellectuel arabe, nous dit Farouk Mardam, syrien, bibliothécaire aux Langues orientales, vit dans cette déchirure : il n'est pas tout à fait oriental ni tout à fait occidental. » Mais la principale source du malaise vient de l'absence de statut de l'écrivain dans la société arabe. « Il n'y a pas, fait remarquer J.-E. Bencheikh, de tentative autonome de la part des intellectuels

## théâtre

Les salles subventionnées  
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-30). 20 h 30 : Le Misanthrope (déra.).

Les autres salles  
ARTS-HÉBERTOT (387-23-23). 21 h : Doit-on le dire ?

CLÔTURE DES BILLETTS (523-49-78). 19 h 30 : Le bal se couche.

CONCIERGE (353-29-83). 20 h 30 : Spartacus.

DAUNOU (261-69-14). 21 h : Le camard à l'orange.

DIX HEURES (606-07-48). 22 h : Scènes de ménage.

LA BRUYÈRE (874-76-99). 21 h : Mon chapeau.

LUCERNAIRE (544-57-34). 20 h : L'Œuvre.

LUCE (202-11-02). 21 h : C'est rigolo.

LUCE (202-11-02). 21 h : C'est rigolo.

THÉÂTRE D'ÉDGAR (322-11-02). 20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

20 h 15 : Les Babas-cadres.

**Le Monde Informations Spectacles**  
**281 26 20**  
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
Tous les jours de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés  
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

## Lundi 29 juillet

### Les concerts

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

JOYEUX ÉPILÉS (Fr.) : Festival « J »

33-41 : UGC Convention, 19 (574-93-40) ; Palais Clichy, 19 (572-46-01) ;

Tourlons, 20 (364-51-88).

STARMAN (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6

(323-59-83) ; Ambassade, 8 (356-60-80) ;

V.I. : Rev. 2 (236-83-93) ; François, 9

(770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14

(320-12-06).

STEAMING (A., v.o.) : Cinépolis, 6

(633-10-82).

STICK, LE JUSTICIER DE MIAMI (A., v.o.) :

George V, 8 (562-41-46) ;

V.I. : Rev. 2 (236-83-93) ; François, 9

(770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14

(320-12-06).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) :

Épée de Bois, 5 (537-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Colisée, 6 (559-29-46) ;

Miramar, 19 (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.o.) : Arcades, 2

(335-53-81).

THAT'S DANCING (A., v.o.) : UGC

Barrière, 5 (562-20-40).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) :

Quintette, 5 (633-79-38).

UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE (Fr.) :

Lucernaire, 6 (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (v.o.) :

14 Juillet Paroisse, 6 (326-58-00) ;

André des Arts, 6 (326-58-00) ;

Reflet Bazar, 6 (561-10-60) ; 14 Juillet

Basille, 11 (351-90-81) ; Olympic Entre-

prise, 14 (544-57-34).

WITNESS (A., v.o.) : Gaumont Haller, 1

(247-49-70) ;

Hauteville, 6 (633-79-38) ;

Bretagne, 6 (322-57-07) ;

George V, 8 (562-41-46) ;

Marginal, 8 (359-92-82) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 19

(575-79-79) ;

V.I. : Capri, 2 (508-11-69) ;

François, 9 (770-33-88) ;

Paramount, 14 (320-89-52).

LES festivals

CHARLOT, Péniche des Arts, 15 (527-77-55) ;

21 h : Charlot par Charlot ;

l'hôtel ; Charlot et ma Belle en prome-

nade.

CINÉASTES DE NOTRE TEMPS,

Olympie, 14 (544-57-34) ;

F. Truffaut ;

mar. M. Ophüls - C. Th. Dreyer.

LES COMÉDIES MUSICALES DE

L'ÉTÉ 85 (v.o.) : Mac-Mahon, 17 (380-54-81) ;

Tous en scène.

COMÉDIES AMÉRICAINES (v.o.) :

Action-Épée, 5 (325-72-07) ;

Je ne suis pas un ange.

L'ÉTÉ D'EASTWOOD (v.o.) : Action

rive-gauche, 6 (326-58-00) ;

Épreuve de force - Salle 2, l'inspecteur Harry.

A. KUROSAWA (v.o.) : Solamart, 15

(532-91-68) ;

en alternance : Densou

Ouzala, Barbes, + Denfert, 14

(321-41-01) ;

en alternance : les Sept

Samouraïs (version intégrale), Champs

Élysées, 8 (325-72-07) ;

la Collection.

LA NOUVELLE VAGUE EN COURTS

MÉTAGES, Olymp



# COMMUNICATION

## Voyage dans la télévision américaine

Au moment où les ondes françaises s'ouvrent à l'investissement privé, où l'on balance entre chaînes nationales, télévisions locales, câble et satellite, il était tentant de faire un petit tour du côté du géant américain. D'autant que, sous des apparences d'abondance paisible, le marché de la communication, outre-Atlantique, subit depuis un an de profondes transformations : fusions, OPA, ascensions fulgurantes, déconfitures caissantes, bouillonnent les vieux empires, instaurent de nouveaux rapports de forces.

Voyage en dix étapes où l'on verra que, malgré leurs différences de taille et de développement, télévisions française et américaine se posent les mêmes questions, notamment celles qui concernent l'économie de la création. Voyage qui doit son itinéraire et sa richesse au Séminaire multi-médias organisé chaque année par M<sup>me</sup> Hélène Monnet dans le cadre du Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées (CESTA).

### Cyclone sur les médias

Tout commence là, à Washington, dans cette petite salle de tribunal digne d'un film de série B. Quelques rangées de sièges, quatre caméras télécommandées au plafond et, près du drapeau américain, les cinq fauteuils des cinq « juges de paix » des médias : tel est l'austère décor de la salle d'audience de la commission fédérale des communications (FCC).

encadrent rigoureusement l'essor de la communication.

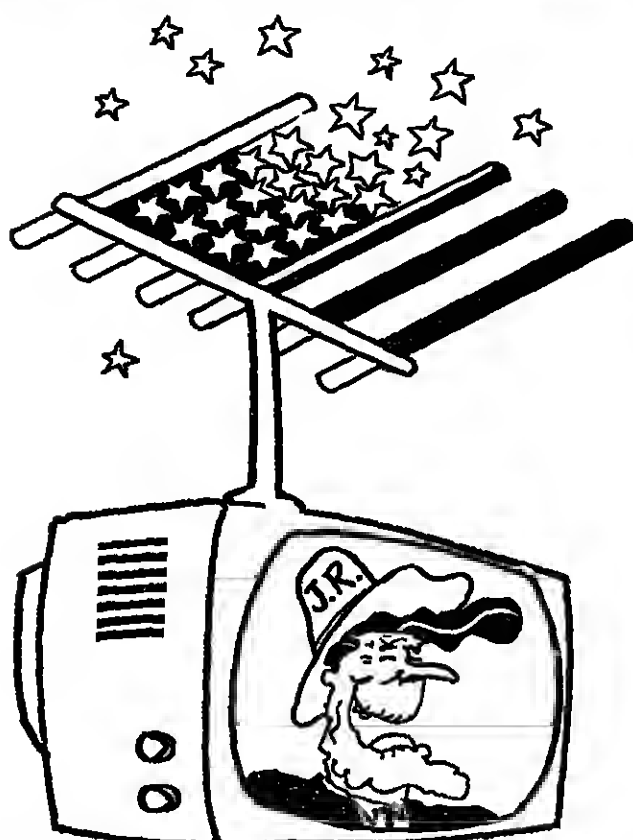
Brusquement, l'an dernier, tout s'inverse. Mark Fowler, le nouveau président de la FCC, applique à la lettre le credo réaganien sur le désengagement de l'Etat : « L'intérêt public, c'est ce qui intéresse le téléspectateur. Et ce qui intéresse le téléspectateur, c'est que la concurrence entre dif-

de la communication. Des centaines de réseaux câblés et de stations de télévision ont changé de mains en une année. Le milliardaire australien Rupert Murdoch a acheté la moitié de la Twentieth Century Fox et six grosses stations de télévision du groupe Metromedia ; la chaîne ABC est passée sous le contrôle de Capital Cities, CBS se défend contre une OPA de M. Ted Turner, et le troisième réseau NBC se rapproche de MCA. Aucun des géants multimédias n'échappe à la tourmente. Wall Street découvre avec ravissement que la communication est un marché hautement spéculatif. Des sociétés financières se spécialisent dans la prise de contrôle des médias, et les analystes estiment que plus de 8 milliards de dollars de capitaux flottent en ce moment à la recherche d'opérations fructueuses.

La politique de dérégulation de la FCC dévoile son vrai visage : la concentration accélérée. « On vend et on achète les télévisions comme de vulgaires grille-pain », s'inquiète un groupe de sénateurs démocrates dans une lettre ouverte au président Fowler. « La concentration est bonne pour le public, répond inébranlablement Dennis Patrick, un des cinq membres de la FCC, « tant qu'elle ne se fait pas au détriment de la diversité ». Elle permet de rationaliser l'exploitation et de dégager des ressources pour les programmes. Mais cette profession de foi laisse sceptiques nombre d'observateurs. Lorsque le prix de vente d'une station locale atteint douze fois son cash-flow, les bénéfices de l'exploitation servent surtout à payer les frais financiers de l'opération.

De nombreux professionnels s'inquiètent de voir les grands studios hollywoodiens profiter du mouvement de concentration pour mettre la main sur des télévisions. Ainsi vole en éclats une des lois fondamentales du marché américain qui impose la séparation entre la fonction de producteur et celle de diffuseur. Les fonctionnaires de la FCC évitent de prendre position sur ce problème et préfèrent attendre les décisions du département antitrust du ministère de la Justice. Mais ils ajoutent mezzo voce : « N'oubliez pas que le président Reagan est un ancien d'Hollywood ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



PLANTU.

C'est là que, depuis 1934, on donne ou on retire les licences d'exploitation des douze mille stations de radio et de télévision. C'est là aussi que la FCC légifère, au nom de l'« intérêt public », limitant les concentrations, réglementant chaque média pour assurer la cohérence économique de l'ensemble. Au paradis du libéralisme, des milliers de pages d'avis

fuseurs lui offre le meilleur choix de programmes. Alors, la FCC épure systématiquement les cahiers des charges, libère les réseaux câblés de leurs obligations envers les municipalités, autorise les groupes à posséder jusqu'à douze stations de télévision et vingt-quatre stations de radio.

Depuis, un véritable cyclone déferle sur le marché américain

### Quelques chiffres

● 85 millions de foyers américains ont la télévision, soit 98 % de la population ; 65 % d'entre eux ont plus d'un téléviseur. Lorsqu'il n'est pas abonné au câble, le téléspectateur américain peut recevoir de trois à neuf chaînes de télévision suivant les régions.

● 36 millions de foyers (43 %) sont abonnés à un réseau câblé pour environ 10 dollars par mois. Ils peuvent ainsi recevoir de douze à cent canaux de programmes et de services selon les réseaux ; 26 % des foyers souscrivent un abonnement à la télévision payante sur le câble pour 11 à 30 dollars supplémentaires selon le nombre de chaînes choisies.

● On compte 1125 stations de télévision locales aux États-Unis ; 616 relaient le programme d'un des trois grands réseaux nationaux (ABC, CBS, NBC) ; 214 ont une programmation indépendante ; 295 sont affiliées au réseau de télévision publique PBS.

● La consommation moyenne de télévision par foyer et par jour est supérieure à sept heures.

### NATHAN S'INTÉRESSE A LA TÉLÉVISION

Le groupe Nathan s'intéresse à la télévision en se rapprochant de projet de chaîne privée. Hilt TV, présenté par UGC, Libération et l'agence Roux-Séguy (le Monde du 26 juillet). La société pourrait diffuser deux heures de programmes éducatifs et culturels tous les après-midi, si Hilt TV voit le jour.

Mais le groupe Nathan s'intéresse aussi au projet de chaîne culturelle et éducative, souhaitée il y a quelques mois par le président de la République et repris par le ministère de l'Éducation nationale. La création de cette chaîne, liée ou non au projet de M. Pierre Desgraupes et à la transformation de FR 3, sera sans doute évoquée lors du conseil des ministres du 31 juillet. En attendant, les éditions Nathan restent relativement discrètes sur leurs intentions.

Rappelons que le groupe Nathan est, via le groupe Larousse, une filiale de la Compagnie européenne de publications (CEP) elle-même contrôlée par Havas. Éditeur de livres et de jeux pédagogiques, Nathan s'est diversifié depuis trois ans dans l'édition de logiciels (VIP). Le chiffre d'affaires du groupe est de 850 millions de francs pour 1984 dont 60 millions de francs pour les seuls logiciels.

### Le 3<sup>e</sup> prix littéraire de la brasserie «LA CHICOREE» à Lille

Le prix littéraire offert par la brasserie «La Chicoree» à Lille sera attribué, pour la troisième fois, en novembre prochain par un jury de sept personnes que préside M. Paul Gué, écrivain et critique littéraire.

Fondé par M<sup>me</sup> Becker, en 1983, ce prix fut attribué l'an dernier à Roger Prevost pour son roman *Le Tremplin*, édité chez Syros.

De même qu'en 1984, les œuvres doivent présenter un récit, un roman traitant de l'histoire ou du folklore de la région Nord-Pas-de-Calais.

Le prix est ouvert à tous, Nordistes ou habitants d'autres départements.

Destinées au grand public, les œuvres doivent se distinguer par la qualité de la langue, avoir été publiées ou être en cours de publication, depuis des années 1983, 1984, 1985.

Le prix est de 20000 F. Les candidatures sont à envoyer avant le 15 août 1985 à la brasserie «La Chicoree», 13, place Ribaut, Lille.

Renseignements : M<sup>me</sup> Becker, tél. 16 16 10 54-51-42.

### A FR 3 UN PROJET DE MAGAZINE CONTESTÉ PAR LES SYNDICATS DE JOURNALISTES

Trois syndicats de journalistes (SNJ, SFI-CFDT, SNI-CGT) se déclarent « totalement opposés » à la création du magazine d'informations économiques *Portes ouvertes* sur FR 3. Présenté il y a quatre mois par M. André Campana (le Monde du 26 mars), ce projet doit être financé à 60 % par des entreprises publiques ou privées. La polémique a rebondi après la publication à la une du *Figaro* d'un article dénonçant une privatisation larvée du service public.

Les syndicats de journalistes estiment qu'il s'agit là « d'une nouvelle forme de public information contraire à la charte des journalistes » et « incompatible avec les missions de service public d'une chaîne de télévision nationale ».

Il ne s'agit pas d'une innovation dans le service public de la télévision ; *Objectif entreprises*, programmé par FR 3 puis diffusé dans le cadre de la Régie française des espaces, et *Challenge 85* animé par Yves Mouroussi sur TF 1 sont des magazines économiques payés tout ou partie par des entreprises. D'autre part les projets de coproductions entre des entreprises et des chaînes de service public se multiplient depuis deux ans. Couvertes par une recommandation de la Haute Autorité, ces coproductions, qui s'apparentent à une forme sponsoring, tendent à élargir les difficultés financières croissantes rencontrées par les chaînes pour faire face à leurs obligations de programmes.

## Lundi 29 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : les Enchaînés. Film américain d'A. Hitchcock (1946), avec C. Grant, I. Bergman, C. Rains, L. Calhern, M. Keaton, R. Schumacher (N. Rediffusion). La fille d'un ancien espion nazi condamné à Miami, en 1946, est utilisée par les services secrets américains pour séduire un ancien ami de son père appartenant à un réseau allemand en Brésil. Angoissantes histoires d'espionnage et, sur fond, drame d'amour bouleversant, avec des interprètes exceptionnels.

22 h 15 Les ateliers du rêve, ou les grands studios de cinéma dans le monde. Cent fleurs pour la Chine, par C. Zander et M. Muller. Les développements prodigieux de l'industrie cinématographique chinoise. Extraits de tournages, interviews d'interprètes, de metteurs en scène, etc.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Choses vues : V. Hugo, lu par M. Piccoli.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Opéra : le « Ring » du compositeur Richard Wagner. N° 2 : la Walkyrie, à l'occasion du centenaire du Festival de Bayreuth, sous la direction de P. Boulez, mise en scène P. Chéreau (en simultané avec Franco-Musique). Poursuite du cycle de la Tétralogie de Wagner avec la Walkyrie, première « journée » de l'œuvre. Après l'Or du Rhin, prologue épique dans les nuages, « retour sur terre » aux affaires de clan (les dieux contre les dieux) succèdent les affaires de famille. L'action est rapide, l'orchestre s'allège souvent en musique de chambre. La célèbre chevauchée est épi, les Walkyries hélènes, le couple du premier acte tendre à souhait : prendre ainsi Wagner à la lettre, c'est une manière de le rendre à son art.

0 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Antonieta. Film franco-hispano-mexicain de C. Saura (1982), avec I. Adjani, H. Shyguia, C. Bracho, L.L. Tasso, G. Vega.

Une journaliste d'aujourd'hui cherche à se reconstituer la personnalité d'une jeune bourgeoise mexicaine qui, en 1931, se tua d'une balle au cœur dans la cathédrale Notre-Dame de Paris. Recherche du temps perdu, voyage dans un passé qui investit le temps présent. Mais on ne retrouve que par moments le style de Saura.

22 h 20 Journal.

22 h 45 Théâtre.

Magazine de la mer, de G. Perceval.

Mille voiles pour une île (la course de catamarans autour de l'île de Tenedos, au nord de la Grèce).

23 h 30 Rencontres de l'éthé.

Série d'émissions de C. Druot et P. Tiegand. N° 1 : la loi est en vacances.

23 h 35 Prélude à la nuit.

Rondo, de Dvorak, par A. Navarra, violoncelle.

23 h 40 Journal.

23 h 45 Journal.

0 h 10 Bonsoir les clips.

0 h 15 Journal.

0 h 20 Journal.

0 h 25 Journal.

0 h 30 Journal.

0 h 35 Journal.

0 h 40 Journal.

0 h 45 Journal.

0 h 50 Journal.

0 h 55 Journal.

1 h 00 Journal.

1 h 05 Journal.

1 h 10 Journal.

1 h 15 Journal.

1 h 20 Journal.

1 h 25 Journal.

1 h 30 Journal.

1 h 35 Journal.

1 h 40 Journal.

1 h 45 Journal.

1 h 50 Journal.

1 h 55 Journal.

2 h 00 Journal.

2 h 05 Journal.

2 h 10 Journal.

2 h 15 Journal.

2 h 20 Journal.

2 h 25 Journal.

2 h 30 Journal.

2 h 35 Journal.

2 h 40 Journal.

2 h 45 Journal.

2 h 50 Journal.

2 h 55 Journal.

3 h 00 Journal.

3 h 05 Journal.

3 h 10 Journal.

3 h 15 Journal.

3 h 20 Journal.

3 h 25 Journal.

3 h 30 Journal.

3 h 35 Journal.

3 h 40 Journal.

3 h 45 Journal.

3 h 50 Journal.

3 h 55 Journal.

4 h 00 Journal.

4 h 05 Journal.

4 h 10 Journal.

4 h 15 Journal.

4 h 20 Journal.

4 h 25 Journal.

4 h 30 Journal.

4 h 35 Journal.

4 h 40 Journal.

4 h 45 Journal.

4 h 50 Journal.

4 h 55 Journal.

5 h 00 Journal.

5 h 05 Journal.

5 h 10 Journal.

5 h 15 Journal.

5 h 20 Journal.

5 h 25 Journal.

5 h 30 Journal.

5 h 35 Journal.

5 h 40 Journal.

5 h 45 Journal.

5 h 50 Journal.

5 h 55 Journal.

6 h 00 Journal.

6 h 05 Journal.

6 h 10 Journal.

6 h 15 Journal.

6 h 20 Journal.

6 h 25 Journal.

6 h 30 Journal.

6 h 35 Journal.

6 h 40 Journal.

6 h 45 Journal.

6 h 50 Journal.

6 h 55 Journal.

7 h 00 Journal.

7 h 05 Journal.

7 h 10 Journal.

7 h 15 Journal.



مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 30 juillet 1985 - Page 17

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	68,00	81,83
AGENDA	68,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne/col*	La ligne/TTC
ANNONCES ENCADREES	58,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

\* Dégressifs selon surface ou nombre de pages.

### DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

**Groupe réalisant un C.A. annuel de plus de 10 milliards de Francs**  
aux activités diversifiées  
recrute  
pour l'une de ses filiales à PARIS

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
500.000 F (+)

#### L'ENTREPRISE

Située dans le domaine des services, elle réalise 300 Millions F de C.A. avec une implantation nationale

#### LE CHALLENGE

Rendre toute son efficacité commerciale et sa RENTABILITÉ à une affaire en perte

#### L'HOMME

Un « patron » avec une réputation justifiée de gestionnaire rigoureux et de « profit maker »

PUB-CONSEIL vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser rapidement votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8293 à

**Pub-Conseil**

98, AVENUE DE VILLIERS, 75017 PARIS

ENTRETIENS PERSONNELS A PARIS A PARTIR DU 26 AOÛT (indiquer vos coordonnées téléphoniques en Août pour R.V. à convenir)

### emploi international

(et départements d'Outre Mer)

#### IMPORTANT SOCIÉTÉ

recherche pour outre-mer

#### INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Formation École d'Ingénieurs, option informatique, pour mise en œuvre des applications informatiques industrielles.

Expérience: 4 à 5 ans en informatique scientifique

La connaissance:

- des applications temps réel sur mini ou micro-ordinateur.
- du Fortran ou Pascal.
- des matériels: MITRA-SOLAR et MICRO "INTEL" sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 90487 LM, HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

Famille Alt, près Bruxelles ch. pour 1 an J.F. au par. Eor. à Fehras Müller, 3002 Bassendort R.F.A.

#### Direction

Urgent. Sté de serv. pub. ent. Cher. Direct. nat. de son réseau de franchise pour recrut. form. anim. assis. de franchisé R. ou F. 30/50 ans, tr. dyn. connaissant serv. et franchise de prof. bon gestion. profil cat. Libre de sté. Sal. déb. 100 000/an + int. tr. moment. psi intr. tr. évol. pour cand. de val. (Asses. poss.) Dom: Coryphe 171, rue Lacourbe, 15.

COMMUNE DU VAL-DE-MARNE recherche

#### DIRECTEUR (H/F) CENTRE CULTUREL

Maison des associations. Séries références exigées.

Envoyer sous le n° 309052 RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montreuil, Paris-7.

#### L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste de PROFESSEUR EN CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS pour son département d'électronique

Avec également un enseignement d'électronique générale, il est demandé une grande expérience pratique acquise si possible en milieu industriel, des talents de chercheur confirmés par un doctorat ou par des publications de niveau équivalent et d'excellentes aptitudes à l'enseignement en langue française.

Délai d'inscription: 1<sup>er</sup> novembre 1985

Entrée en fonctions: à convenir.

Les intéressés voudront bien demander le dossier de ce poste à la

Direction administrative  
École polytechnique fédérale de Lausanne  
Centre Est - Ecublens  
1015 Lausanne/Suisse.

### emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

#### POITOU CHARENTES

Une Entreprise de taille moyenne (270 p.) recherche son

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

La fonction comporte la responsabilité d'une petite équipe administrative, la supervision de la Comptabilité, toutes les fonctions administratives et la gestion du Personnel.

Le titulaire de ce poste devra implanter l'informatique et secondar la Direction Générale dans toutes les tâches quotidiennes. Une formation de type E.S.C. est souhaitée et une expérience de plusieurs années dans un poste équivalent est exigée. Le poste se situe dans une ville agréable de la Charente-Maritime, d'où la nécessité d'être capable de s'intégrer dans un contexte de province.

Une bonne aisance dans les rapports humains et un excellent savoir-faire seront des atouts appréciés.

Adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo + souhaits de rémunération + N° de tél. pour contact rapide à

RECRUTEMENT

BP 18 - 38640 CLAIR, Confidentialité de rigueur.

#### ENTREPRISE DE DISTRIBUTION (1800 personnes), dont le siège se trouve à 40 km de Strasbourg recherche

#### SON RESPONSABLE DU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Vous serez chargé de concevoir, développer et mettre en œuvre nos systèmes d'information et d'aide à la décision pour la gestion commerciale et administrative.

Vous assurerez l'organisation, l'administration et le perfectionnement du service informatique (16 personnes), utilisant les équipements suivants: BULL DPS 7 64/30, RÉSEAUX DE TERMINAUX, DE MINI ET MICRO.

Ce poste vous permettra de valoriser une formation supérieure (ingénieur, magistère, école de commerce), complétée par une expérience significative comme responsable informatique sur site comparable (DPS 7 BULL 64/30).

Salaire intéressant, logement gratuit, nombreux avantages.

Adresser votre candidature avec précisions sous numéro 7.603 à Le Monde publicités, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

#### DUNLOP FRANCE recherche un

#### TRADUCTEUR INTERPRÈTE

H/F

De nationalité JAPONAISE pour travaux vers le FRANÇAIS.

Formation ESIT, INLCO ou équivalent.

Salaire et conditions de travail motivants.

Lieu de travail: MONTLUÇON.

Carte de travail exigée.

Merci d'adresser votre candidature à DUNLOP FRANCE - Service du Personnel - B.P. 41 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

**DUNLOP FRANCE**

#### Ville de ROANNE

recrute

sous contrat

#### Un CHARGÉ DE COMMUNICATION

Formation universitaire adaptée. Expérience professionnelle souhaitée.

Candidatures à adresser par

lett. à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 42320 ROANNE CEDEX

avant le 31 août 1985.

Cabinet RECHARD

Expertise comptable, Comptabilité aux comptes RECRUTE

COLLABORATEURS ET STAGIAIRES 3<sup>e</sup> ANNEE

Nord (78028) 25, rue Baugier.

#### Association 1901 agréée Fédération PACT-ARIM recherche

pour début septembre:

#### CHARGÉ(E) D'OPÉRATION

environ 30 ans pour animer:

OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT

Formation type ingénieur INSA (Thermique et Bâtiment)

Le poste exige personnalité, expérience, rigueur et sens de l'équipe.

Adresser candidature, dont C.V., photo, prétentions à: Monsieur le Président du CAL-PACT de Roanne, 23, rue Georges-Ducarre, 42300 Roanne

Avant le 12 août 1985.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

#### OFFRES D'EMPLOIS

#### OFFRES D'EMPLOIS

#### OFFRES D'EMPLOIS

#### OFFRES D'EMPLOIS

### BAC EN POCHE?

### PARTEZ POUR LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A LA CONQUÊTE DE L'UNIVERS AFFAIRES



La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE offre aux bacheliers à PARIS ou en ILE-DE-FRANCE, des postes au Siège ou en Agence.

Une formation pratique donnée au poste de travail, associée à des compléments théoriques (brevet professionnel), vous permettra d'acquies véritablement un métier et de vous préparer à exercer des fonctions diversifiées.

Mobile, vous vous ouvrirez des perspectives d'évolution pour l'avenir.

#### TROUVEZ VOTRE VOIE... SUR NOS ITINÉRAIRES

Contactez-nous, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Direction des Relations Humaines - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS. Tél. (1) 266.55.55, sous référence BAC.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour faire face à son expansion, la ligne de produits DPS 8 de Bull Systèmes recherche

#### INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

De formation ingénieur, vous avez 3 à 4 ans d'expérience. Votre travail consiste dans le développement du logiciel système vous permettra de prendre en charge les évolutions du logiciel de base dans un contexte d'entreprise.

#### INGÉNIEURS SUPPORT LOGICIEL

De formation supérieure, votre expérience de 3 à 4 ans en développement logiciel vous permettra, en qualité d'expert, d'assurer le support de nos clients et de nos filiales à l'étranger. Vous devrez être capable de travailler en équipe.

Pour ces postes, votre lieu de travail se situera à Louveciennes (75430).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie à

Sylvie Bonnamour - Bull Systèmes  
P.O. 3017 - 68, Route de Versailles  
75430 LOUVECIENNES

**Bull**  
Systèmes



## Computerland®

Leader mondial de la franchise spécialisée en micro-informatique professionnelle (plus de 800 centres ouverts) recherche, dans le cadre de son expansion en France:

### PLUSIEURS BUSINESS OPERATIONS MANAGERS

Des dirigeants de haut niveau capables d'assumer les responsabilités suivantes:

- Conseiller et aider les franchisés français dans l'analyse, l'évaluation et l'amélioration des techniques commerciales, afin de faire progresser le chiffre d'affaire et le bénéfice.
- Rechercher les informations et trouver des solutions commerciales prenant en considération le marketing, les plans stratégiques, et le contrôle financier et comptable.

Les candidats auront un diplôme universitaire et au moins 5 ans d'expérience au niveau de la direction, dans l'un des domaines suivants:

- Distribution/marketing - vente de micro-ordinateurs.
- Conseil d'entreprise - finance et comptabilité.

Une connaissance parfaite de l'anglais est exigée. Les Business Operations Managers, qui seront basés dans nos bureaux à Paris, feront preuve de beaucoup d'initiative personnelle, et auront un sens inné des responsabilités.

Nous offrons une rémunération adaptée aux exigences du poste et assurons une formation de base, complétée par des séminaires.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à M. Serge Aimé, Directeur Régional France. Tél. 16 (1) 504.43.39. Les candidatures sont à adresser à: Personnel Manager, Head Office, ComputerLand Europe sarl, B.P. 2722, L-2632 Luxembourg.

NOUS SOMMES  
LA DIVISION CONSEIL EN ORGANISATION  
D'UN CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL  
NOUS RECHERCHONS

### DE JEUNES DIPLOMÉS DÉSIREUX DE PARTICIPER A NOTRE EXPANSION

- GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE OU DE GESTION.
- MOTIVÉS PAR DES INTERVENTIONS DANS DES ENTREPRISES DE TOUTES TAILLES ET DE TOUTS SECTEURS.
- PRÊTS À PRENDRE DES RESPONSABILITÉS.

#### NOUS OFFRONS

- DES OPPORTUNITÉS D'ÉVOLUTION RAPIDE AU SEIN D'UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELS DYNAMIQUES.
- L'APPRENTISSAGE D'UNE DÉMARCHE ANGLO-SAXONNE À TRAVERS UN PROGRAMME DE FORMATION INTENSIF.
- DES MISSIONS DIVERSIFIÉES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER.

Nous étudierons avec soin votre dossier de candidature que vous adresserez à: REGIE-PRESSE sous n° 310.241 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Une importante société de distribution alimentaire affiliée au groupe PRINTEMPS, recrute dans le cadre d'une restructuration du service juridique des:

### COLLABORATEURS h/f spécialisés en Droit des Affaires

- De formation supérieure (Maîtrise en Droit, DESS spécialisation Droit des Affaires)
- Ayant acquis une expérience professionnelle de 4 années dans le même secteur d'activité ou en cabinet.

De bonnes connaissances en fiscalité seraient appréciées. Il sera chargé au sein du service:

- de la rédaction des actes et contrats commerciaux
- d'assister et de conseiller tant les responsables des filiales et des services commerciaux, que les adhérents dans tous les problèmes relatifs au Droit Commercial.

Ce poste est basé à ORLY. Des déplacements sont à prévoir. Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à DISCO S.A. - Service des Carrières Senia 502 - 94577 RUNGIS Cédex

### GRUPE FINANCIER AYANT SON SIÈGE SOCIAL DANS L'EST RECHERCHE POUR PARIS RESPONSABLE DE LA CLIENTÈLE INSTITUTIONNELLE

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant:

- Le sens et les facilités des contacts professionnels (avec les caisses de retraite, les cdes d'assurance, les associations professionnelles).
- Plusieurs années d'expérience bancaire au sein d'un département financier.

La connaissance des langues allemande et anglaise sera appréciée.

Envoyer C.V., manuscrit et photo sous numéro 7.602 le MONDE Pub service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

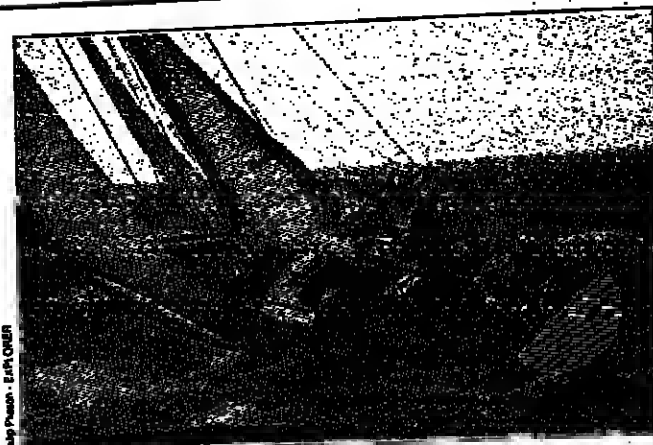
### BANQUE PRIVÉE - PARIS 8<sup>me</sup> recherche ADMINISTRATIF TITRES Position GRADE(E)

pour assurer le suivi administratif de son équipe de gestion de fortune (gestion privée et collective FCP).

Expérience Titres acquise au Service Titres du Siège d'une Banque ou chez un Agent de Change souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 5907M à OCBF 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

SERVICES vous assiste dans le recrutement bancaire



## D'UN DEFI A L'AUTRE

Quelle que soit l'activité sportive ou de loisirs que vous avez choisie pendant les vacances, vous connaissez le prix de l'effort. Et aussi les immenses satisfactions qu'il procure...

Convaincus que cette logique simple et saine s'applique également au monde du travail, nous osons vous parler de septembre... en plein été!

L'esprit de compétition, la volonté de dépassement, les satisfactions et les récompenses, cela existe aussi dans une vie professionnelle bien menée.

### jeunes diplômé(e)s grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce et gestion,

si vous imaginez ainsi votre arrivée dans le monde du travail, nous devrions nous rencontrer. Nous vous proposons de devenir ingénieur commercial ou technico-commercial, à Paris et en province.

Nous vous recevrons pendant ou après vos vacances suivant vos disponibilités ou les nôtres et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.

Pour l'instant, adressez simplement lettre et C.V., sous référence ICTC-M29/7 à IBM France - Service Recrutement - 2, rue de Marengo 75001 PARIS

**IBM** France

## Cadre chargé de l'organisation

Société Financière de Crédit - Paris.

Groupe bancaire très important, nous souhaitons élargir nos interventions dans le cadre du crédit à la consommation. Nous créons actuellement une Société Financière de Crédit et souhaitons recruter le cadre chargé de son organisation.

- Ses responsabilités seront multiples:
- participation à l'organisation générale et technique,
  - mise au point des procédures administratives,
  - organisation d'un service précontentieux et contentieux,
  - prise en charge de la gestion de son personnel.
- Nous pensons confier ce poste à un cadre à fort potentiel ayant acquis, si possible dans une S.F.V.C., une expérience dans ces domaines.

Bien sûr, de bonnes connaissances des procédures administratives et informatiques, ainsi que de réelles

qualités de créativité, de rigueur, mais aussi de souplesse lui seront nécessaires pour réussir dans sa fonction. La rémunération prévue, très attractive, sera assortie pour un élément dynamique de réelles perspectives d'évolution, liées au développement de cette société, comme de notre groupe.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser rapidement lettre, manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe, la référence 3663 et le nom des entreprises avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIÈRES - 45, rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS.

Si vous êtes en vacances, précisez dans votre lettre, la période à partir de laquelle nous pourrions éventuellement convenir d'un entretien. Merci.

Nous recherchons pour le service DOCUMENTATION de notre CENTRE TECHNIQUE (1600 personnes)

### Ingénieur documentaliste

Le candidat sera chargé de recherches Bibliographiques à la demande et de surveillance de l'actualité technique à travers les publications spécialisées en électronique professionnelle et télécommunications.

Formation universitaire ou école d'ingénieur généraliste à dominante électronique.

Bonne connaissance de l'anglais écrit indispensable.

Expérience d'une dizaine d'années dans une activité similaire souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. Centre Technique, Direction du Personnel 5, avenue Réaumur, 92350 Le Plessis Robinson.

**T.R.T.**

Une des Têtes Sides françaises d'électronique professionnelle

هنا من اصل







# économie

## REPÈRES

### Dollar : la baisse reprend 8,58 F

Interrompue pendant une dizaine de jours, la baisse du dollar a repris vigoureusement en début de semaine. Lundi 29 juillet, les marchés des changes européens ont ratifié le repli brutal enregistré vendredi 26 juillet à New-York en fin de séance, sous la pression des ventes : le dollar a fléchi, d'un coup, de 2,88 DM à un peu plus de 2,82 DM, et de 8,75 F à 8,58 F, cours pratiqué au début de juillet de l'année dernière. On a noté des achats importants de deutschemarks et de francs suisses.

Selon les opérateurs, ce repli aurait dû se produire dès le milieu de la semaine dernière, mais la dévaluation de la lire et les rumeurs de réajustement du système monétaire européen avaient renforcé artificiellement le dollar et marqué sa faiblesse sous-jacente. Maintenant, il est possible que les cours de la devise américaine continuent à glisser, surtout si le seul des 2,82 DM est enfoncé. Le franc français est resté ferme contre le deutschemark, dont le cours à Paris s'est maintenu à 3,04 F.

### Dette : 1 milliard de dollars de crédits à la Colombie.

La Colombie a reçu une réponse positive de quinze banques privées sous la direction de la Chemical Bank pour l'obtention de crédits pour 850 millions de dollars, a annoncé, samedi 27 juillet, le ministre colombien des finances. D'autres banques devraient, « dans quelques jours », donner leur accord pour les 50 millions de dollars restant. Comme garantie, la Colombie se réclame de l'aval donné par la Banque mondiale et le FMI à la politique économique du président Betancur.

Près des deux tiers de la somme seraient consacrés à des projets énergétiques : 423 millions de dollars servirait à l'exploitation des réserves de charbon de la société Carbocel, avec la participation de la firme américaine Exxon, et 200 millions iraient à la société pétrolière nationale Ecopetrol. La Colombie a une dette extérieure de 12,5 milliards de dollars. Mais, à la différence d'autres pays sud-américains, elle n'a pas dû demander un réajustement de sa dette. — (AFP.)

### Téléphone breton : plus de renseignements la nuit.

La région Bretagne, qui fut la première à expérimenter l'annuaire électronique (Minitel), continue d'innover : le service des renseignements téléphoniques accessible par le 12 sera supprimé de 20 heures à 7 heures, ainsi que les dimanche et jours fériés, à compter du 31 juillet. En cas d'urgence, les abonnés pourront appeler un numéro à six chiffres, différents selon le centre de renseignements. Ce changement est dû au fait que les agents du service des renseignements sont, selon la direction régionale des télécommunications, « encombrés d'appels dits urgents et qu'il n'est pas question de renforcer les postes de nuit et les jours fériés à l'heure où l'annuaire électronique est étendu à la majorité des départements français ».

## SOCIAL

### UN ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FO

#### Les prudences de M. Bergeron

Le secrétaire général de FO est en train d'ériger la prudence en vertu syndicale. « On ne peut pas dire que Bergeron soit démagogue ces temps-ci », nous lance-t-il d'emblée ce 26 juillet quand nous le rencontrons. De fait, il n'est pas évident, en ces temps où la solidarité est plutôt en panne, que le syndicaliste le plus populaire de France ait consacré sa première place dans les sondages : n'a-t-il pas prouvé l'idée de faire payer aux seuls salariés 0,2 % de plus à l'assurance-chômage — afin de révaloriser les chômeurs en fin de droits ? Et n'a-t-il pas réclaté, face aux menaces de défilé pour la Sécurité sociale en 1985, le rétablissement immédiat de la contribution de 1 %. Mais, assure-t-il, cela ne pose pas de problèmes au sein de FO. La défense d'une protection sociale collective de haut niveau prime.

Pour M. André Bergeron, qui vient de partir en vacances dans le Lot, c'est le dernier mandat. « Je ne remplirai pas. Il n'est pas question », nous confie-t-il. Mais celui qui aura soixante-quatre ans le 1<sup>er</sup> janvier prochain fera sans doute six mois de plus. Statistiquement, le prochain congrès confédéral, celui de la succession, aura lieu en novembre 1987. Comment M. Bergeron ne céderait-il pas à l'amicale sollicitation de ses camarades... qui souhaitent que le difficile problème de la succession ne soit réglé qu'après l'élection d'un nouveau président de la République. Pour l'heure, le dirigeant de FO affiche une sérénité à toute épreuve : « Le successeur ne perdra rien du tout. Est-ce que mon « autorité » est réduite ? Non ». Il n'y a que dans les comités que l'on s'agit.

M. Bergeron s'attend à la « rentrée » à de nouvelles actions « commandées » de la CGT. « Elle fera tout, dit-il, pour tenter de redorer le blason du PC. Est-ce que l'opinion publique suivra ? Je persiste à croire au bon sens populaire ». La

divulgaration par la CGT d'informations « confidentielles », communiquées en conseil d'administration de la Régie Renault, ne fait que le confirmer dans son opinion sur la difficulté du rôle des administrateurs « parvenus » par les syndicats. « Si je siégeais dans un conseil d'administration, je ne divulguerais pas de données sur la place publique ».

#### « N'en rajoutez pas ! »

Les inquiétudes de M. Bergeron portent surtout sur la période 1986-1988 entre les législatives et la présidentielle, même si déjà il trouve que le climat social n'est pas bon, « mélange d'amertume, de rancœur, de déception ». « Admettons que la gauche perde en 1986, nous dit-il. Aujourd'hui, les militants socialistes ne disent pas grand chose. Si leur parti repasse dans l'opposition, les militants socialistes se trouveront de nouveau en mesure de jouer leur rôle de militant qu'ils se retrouvent alors avec les communistes. C'est pour cela que je dis au gouvernement, au patronat et à l'opposition parlementaire (dont il vient de rencontrer tous les leaders à l'exception de M.M. Giscard d'Estaing et Barre) : faites attention, n'en rajoutez pas ! ».

Il n'empêche. La mémoire syndicale conserve le souvenir d'un dirigeant de FO plus dur qu'il l'est actuellement face à la rigueur du gouvernement socialiste. Visiblement, lui aussi ne tient pas à « rajouter ». Certes, il note à propos du projet de budget 1986 qu'« il y a des secteurs où on ne peut pas raisonner uniquement en termes comptables » (comme les hôpitaux) et encore qu'après avoir délaissé dans un premier temps les grandes équilibres économiques, « le gouvernement est allé trop loin » dans leur prise en compte, devant une pénurie de services. Mais il affiche une grande



modération. Au passage, tout en rappelant son désaccord sur certains aspects de la politique comme les TUC, il donne un coup de chapeau appuyé au ministre du travail : « Michel Delebarre se révèle comme un très bon ministre du travail, un des meilleurs que j'ai pratiqués ». Toutefois il regrette de rencontrer M. Fabius (trois fois, dont une officieuse, en un an) moins souvent que ses prédécesseurs.

Modéré, sans doute, mais sans illusions sur l'emploi. « Rien ne permet de prévoir », nous affirme M. André Bergeron, une amélioration de l'emploi à court et même à moyen terme à cause du développement de la robotisation et de l'informatisation. On n'échappera pas à une réduction massive du temps de travail. Il sait que le patronat est particulièrement fermé, en France, mais aussi dans une bonne partie de l'Europe, à cette revendication. Qu'importe, M. Bergeron persiste et signe !

MICHEL NOBLECOURT.

### SECON LA CGT, HUIT MILLE EMPLOIS SONT « MENACÉS » D'ICI UN AN DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Selon la Fédération CGT de la métallurgie, huit mille emplois sont « menacés » d'ici un an dans les entreprises nationalisées des télécommunications. La fédération cégétiste abonde à un tel chiffre en additionnant les emplois affectés aux comités d'entreprises, qu'il s'agit de suppressions d'emplois, de transferts d'emplois ou de démantèlements d'usines. « Ces décisions graves, ajoute-t-elle, mettent en danger de nombreux établissements, particulièrement en Ile-de-France ». Dans d'autres secteurs d'activités des suppressions d'emplois sont annoncées.

« Aux ateliers de la Chabotte (métallurgie) à Parthenay (Deux-Sèvres), le chef d'entreprise a annoncé le 26 juillet qu'il s'apprêtait à déposer le bilan de son entreprise, ce qui devrait entraîner le licenciement des trois cent quatre-vingt employés de l'usine. Des négociations entamées il y a un an entre le Comité interindustriel de restructuration industrielle (CIRI) et l'entreprise n'ont pas abouti ».

« A la société Oustras, spécialisée dans le transport de produits chimiques, et placée depuis le 5 juin en suspension provisoire de poursuite par le tribunal de commerce de Marseille, la CGT affirme que la direction s'apprête à licencier trois cent trois salariés, dont environ deux cents au siège social à Vitrolles (Bouches-du-Rhône). La société compte limit, cent soixante salariés sur l'ensemble du territoire. Un plan de redressement devrait être présenté en septembre ».

« Chez Kéflex-Colombes, la direction vient d'annoncer son intention de procéder à cent trente-neuf suppressions d'emplois dans les usines de Dourges (Nord) en raison de la baisse des commandes. — (AFP.)

## CONJONCTURE

### EN UN AN

#### Les prix ont augmenté en France de 6,4 %

Les prix ont augmenté en France de 6,4 % au cours du mois de juin, a confirmé l'INSEE, ce qui pour les six premiers mois de l'année porte la hausse à 3,4 %. En un an, de juin 1984 à juin 1985, l'indice des prix a progressé de 6,4 %.

En juin, cet indice s'est inscrit à 158,3, contre 157,7 en mai. Ce sont les services de santé qui ont le plus progressé avec une augmentation de 1,2 %, alors que, dans leur ensemble, les services ont augmenté de 0,5 %. Pour les produits alimentaires, la hausse est de 0,4 %.

Les produits manufacturés enregistrent la plus faible augmentation (0,1 %), les produits pétroliers baissant, quant à eux, de 0,8 %.

L'INSEE prévoit un ralentissement de l'inflation au second semestre, la hausse des prix ne devant pas dépasser 2,2 %, soit 5,6 % pour l'ensemble de l'année.

	des 12 derniers mois (juin 84-juin 85)	des 6 derniers mois (déc. 84-juin 85)	des 3 derniers mois (mars 85-juin 85)	du mois de juin (mai 85-juin 85)
● Ensemble	+ 6,4	+ 3,4	+ 1,6	+ 0,4
● Alimentation (y compris boissons)	+ 5,4	+ 3,8	+ 1,6	+ 0,4
● Produits manufacturés	+ 6,8	+ 3,4	+ 1,2	+ 0,1
dont : habillement et textiles	+ 8,2	+ 3,4	+ 1,3	+ 0,4
autres produits manufacturés	+ 6,5	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,1
● Services	+ 6,3	+ 3,6	+ 2,1	+ 0,5
Services du secteur privé	+ 6,8	+ 3,9	+ 2,5	+ 0,6
Loyers, eau distribuée	+ 6,7	+ 3,6	+ 2,8	+ 0,1
Services de santé	+ 3,6	+ 3,0	+ 1,2	+ 1,2
Tarifs publics	+ 3,9	+ 3,9	+ 1,6	+ 0,2
Produits pétroliers	+ 16,6	+ 6,2	+ 0,9	- 0,8
Energie	+ 12,4	+ 5,5	+ 0,6	- 0,4

## TRANSPORTS

### Assainissement à Air Afrique

Les licenciements décidés à Air Afrique ne devraient pas concerner plus de 500 personnes au lieu du millier prévu dans le plan de redressement de la compagnie multinationale africaine (le Monde du 26 mars 1986). Celle-ci compte 5400 salariés.

L'exercice 1984 n'a pas été fameux, si l'on en croit l'ensemble des chiffres publiés. Nombre d'heures de vol : - 4 %. Nombre de passagers : - 0,76 %. Nombre de tonnes-kilomètres : - 8,47 %. Coefficient de chargement : 54,7 % contre 55,6 % en 1983. Malgré ces résultats, le déficit a été limité à 344 millions de francs CFA (6,8 millions de francs) alors qu'il s'était élevé un an auparavant à 3,4 milliards de francs CFA (68 millions de francs).

La nouvelle équipe de direction en place depuis le mois de juin poursuit l'assainissement des comptes ; ce qui s'est déjà traduit par la déci-

sion de ramener le nombre des pilotes et mécaniciens de 197 à 157 et de leur imposer de voler les soixante-dix heures de vol par mois pour lesquelles ils sont payés (ils n'en effectuaient que quarante-cinq).

Quatre-vingt-quatre navigants seront embauchés ou réembauchés après la grève déclenchée en septembre 1984. De nouvelles conditions de rémunération leur seront imposées et notamment une réduction de 50 % du taux horaire de la prime de vol. A titre d'exemple, un commandant de bord percevra un salaire moyen inférieur de 44 % au salaire antérieur, soit 1,9 millions de francs CFA (38 000 F) par mois au lieu de 3,5 millions de francs CFA (70 000 F).

En signe de reconnaissance, la direction a décidé de maintenir les anciens contrats des navigants - 50 Français et 23 Africains - qui n'ont jamais fait grève.

## ÉTRANGER

### Aux Etats-Unis

#### Le nouveau chef des économistes de la Maison Blanche croit à une reprise de la croissance

Beryl Sprinkel, le nouveau chef des économistes du président Reagan, pense qu'une croissance plus forte au second semestre de cette année devrait arrêter le déclin des taux d'intérêt américains, et peut-être même les pousser à la hausse, rapporte le Herald Tribune du 29 juillet. M. Sprinkel, dans une de ses premières interventions depuis sa nomination en avril, a confié « son optimisme » quant aux perspectives de la croissance américaine qui devrait nettement dépasser le chiffre de 1 % atteint au premier semestre. Il a refusé de donner une évaluation chiffrée, mais d'autres officiels présidentiels une croissance de 5 % pour les six prochains mois. Sur un

an, l'activité devrait donc progresser de 2,9 % à 3 %.

Bien qu'il se refuse à commenter la politique de la Réserve fédérale - la banque centrale américaine - cet ancien sous-secrétaire au Trésor pense que la forte croissance de la masse monétaire sera l'un des principaux moteurs de la croissance dans les prochains six mois sans pourtant provoquer une reprise de l'inflation. M. Sprinkel a également rappelé la reprise des commandes de biens durables et la bonne tenue des marchés boursiers. Le seul point faible de l'économie américaine est, d'après lui, l'importance du déficit commercial.

### En Suède

#### Le syndicat LO est devenu le principal actionnaire de la plus importante banque d'affaires du pays

Stockholm. - La première centrale syndicale suédoise, LO, est devenue le principal actionnaire de la Skandinaviska Enskilda Banken, la plus importante banque d'affaires du pays, appartenant au groupe Wallenberg.

### LA BOULVIE RELEVÉ LES PRIX DE SON CARBURANT

Le gouvernement bolivien a relevé samedi 27 juillet de 80 % à 90 % les prix du carburant en raison de l'inflation, qui a atteint en 1984 2 570 % selon le FMI.

Cette initiative fait suite à une augmentation qui varie entre 80 % et 100 % du prix des denrées de première nécessité comme le sucre, les œufs et le lait, et à un relèvement de 63 % des salaires de la fonction publique.

Les deux principaux candidats aux élections présidentielles d'il y a deux semaines se sont engagés à prendre des mesures draconiennes pour juguler l'inflation bolivienne, la plus élevée du monde. Aucun n'a toutefois obtenu la majorité nécessaire à une victoire incontestable, et il reviendra au Congrès de désigner le nouveau président la semaine prochaine. — (Reuters.)

LO (Landorganisation) a acheté, la semaine dernière, quelque 2 millions d'actions de la SE-Banken pour un montant de 100 millions de couronnes (outant de francs). L'homme d'affaires suédois, M. Eric Persner, domicilié en Grande-Bretagne, a en effet vendu son paquet d'actions par l'intermédiaire de la Jasmilands Folksam, une petite banque d'affaires régionale.

Ainsi LO est le plus gros actionnaire de la SE-Banken, avant Peter Wallenberg et Volvo. Selon la direction du syndicat, ce placement répond uniquement à des calculs financiers, car elle espère que les actions de la SE-Banken vont prendre de la valeur dans les mois à venir. Jusqu'à présent, LO plaçait ses fonds dans l'immobilier et dans des comptes d'épargne bancaires.

LO est, en Suède, la plus grande centrale syndicale, avec environ 2,2 millions de membres, dont la cotisation, proportionnelle au salaire, est prélevée automatiquement chaque mois à la source. Près des trois quarts de la population active syndiquée y adhère, dans un pays où le taux de syndicalisation dépasse 90 %. — (AFP.)

## FAITS ET CHIFFRES

### Agriculture

● Dépôt de bilan dans une coopérative agricole. - Dans la Haute-Saône, la CAVS (Coopérative agricole Vesoul-Belfort) a déposé, vendredi 26 juillet, son bilan devant le tribunal de grande instance de Vesoul. Cette coopérative polyvalente, mais à dominante céréalière, aurait un déficit de 20 millions de francs. Elle avait produit, il y a six mois, à une quinzaine de licenciements et compte aujourd'hui cent cinquante salariés. Cette affaire intervient en plus mauvais moment pour les quelques milliers de livreurs (on recense sept mille quatre cents agriculteurs en Haute-Saône) qui risquent d'accroître les difficultés de leur coopérative en cédant à la panique en pleine moisson. Le tribunal devait statuer, lundi 29 juillet, sur ce dossier.

### Social

● Blanchisserie de Grenoble : nouvelle consultation. - La CGT a organisé en fin de semaine dernière une nouvelle consultation du personnel des Blanchisseries de Grenoble (817 salariés) pour connaître sa position sur un protocole d'accord que les délégués CGT de l'entreprise ont signé mais que la Fédération des industries textiles refuse (le Monde du 26 juillet). Selon la CGT, les premiers résultats, portant sur 240 votants, sont les suivants : 27 voix pour le protocole d'accord, 202 contre. La consultation doit se poursuivre.

De son côté, le syndicat FO, signataire de l'accord, indique que « le protocole a été signé en bonne et due forme. Il donne un surcoût fragile et précaire de trois mois à l'entreprise ».

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
+	+	+	+	+	+
SE-U	8,675	8,675	+ 118	+ 125	+ 225
DM	6,578	6,578	+ 28	+ 41	+ 53
YEN	3,628	3,628	+ 97	+ 188	+ 281
DM	3,834	3,834	+ 116	+ 127	+ 242
FR	2,787	2,787	+ 72	+ 86	+ 155
FR (100)	15,859	15,859	+ 74	+ 128	+ 189
FR	3,739	3,739	+ 134	+ 151	+ 284
FR (100)	4,315	4,315	+ 197	+ 218	+ 398
FR (100)	12,242	12,242	+ 231	+ 293	+ 413

### TAUX DES EUROMONNAIES

	7 JOURS	1 MOIS	3 MOIS	6 MOIS	1 AN
SE-U	7 5/8	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DM	4 1/2	4 3/4	4 13/16	4 13/16	4 13/16
FR	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
FR (100)	7 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
FR	8 3/4	11 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
FR (100)	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
FR (100)	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
FR (100)	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de machine par une grande banque de la place.







# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE



### EMPRUNT A TAUX FIXE A DURÉE PROROGÉABLE

de 4 milliards de francs  
assimilable à partir du 3 juin 1986 à l'emprunt  
à taux fixe à durée prorogable de 4 milliards de francs, émis en mai 1985.

**Prix d'émission :**  
100% soit 5.000 F par obligation

**Règlement des souscripteurs :**  
ce prix sera réglé en deux versements :

• 50% soit 2.500 F par titre lors de la souscription le 12 août 1985,  
• 50% soit 2.500 F par titre le 12 décembre 1985.

**Date de jouissance :**  
12 août 1985.

**Intérêt annuel :**  
11,50% soit 575 F par obligation payable le 3 juin de chaque année.  
Par exception, le premier coupon sera en paiement le 3 juin 1986 de 258 F.

**Taux de rendement actuariel brut :**

**11,07%**

au règlement.

**Durée de l'emprunt :**

**6 ans, 9 mois, 25 jours**

avec possibilité pour l'émetteur d'offrir une prorogation pour une nouvelle période de 7 ans sans demande de remboursement du porteur.

**Amortissement :**  
par remboursement au pair le 3 juin 1992.

**Souscriptions :**

Les souscriptions sont reçues dans la limite des titres disponibles aux caisses désignées ci-dessous :  
• Caisse Nationale de l'Énergie,  
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,  
• Caisses d'Épargne,  
• Caisses de Crédit Agricole Mutuel,  
• Caisses de Crédit Mutuel,  
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

**Cotation :**

Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Banque de France). Une fiche d'information (via COB) en cours peut être obtenue sans frais auprès de la C.N.E. et des Etablissements chargés du placement.

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.  
Avis publié au B.A.L.O. du 28 juillet 1985.

**CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE**  
ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL  
18 BIS, RUE DE BERNI - 75008 PARIS - TEL. 359 45 46

## GAZ DE FRANCE. TOUTE NOTRE ENERGIE EST POUR VOUS.



### LE GAZ DE FRANCE EMET SES PREMIERS TITRES PARTICIPATIFS

Pour tout renseignement adressez-vous à votre banque ou à la Caisse Nationale de l'Énergie.

Visa COB n° 85-234 du 18-07-85 BALO du 22-07-85



L'Assemblée générale ordinaire réunie le 25 juillet 1985, sous la présidence de M. Henri POLLET, président du conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 28 février 1985.

Le rapport de gestion du directeur, présenté par son président M. Joseph Pollet, situe l'environnement difficile de l'exercice caractérisé par :

— Un tassement de la consommation des ménages aggravé par les conditions climatiques de l'hiver qui ont retardé les ventes de printemps ;

— Une réduction en volume des ventes du commerce de détail, plus accentuée dans le secteur non alimentaire et notamment dans l'équipement du foyer et de la personne.

Dans ce contexte peu porteur, le Groupe REDOUTE a globalement développé ses activités et amélioré ses résultats :

Les ventes consolidées TTC se sont élevées à F 9,6 milliards, en progression de 21 % sur l'exercice précédent. Ce chiffre inclut les ventes de la SIAD dont le Groupe REDOUTE a acquis 70 % du capital en février 1985. A données comparables, le taux de progression ressort à 9 %.

Le résultat courant consolidé avant impôt s'établit à F 258,8 millions en progression de 12 % sur celui de l'exercice précédent, après F 189,3 millions de dotations aux amortissements et provisions (+ 27,3 %).

Le bénéfice net atteint F 118,1 millions en progression de 7 % sur l'exercice précédent, compte tenu d'un impôt sur les sociétés en hausse de 27 %.

La marge brute d'autofinancement s'élève à F 225 millions (+ 18 % par rapport à l'exercice précédent).

A noter au cours de l'exercice, outre 70 % du capital de la SIAD, l'acquisition de 65 % du capital de CYRILLUS (vente par catalogue et par magasin), 60 % du capital des compagnies d'assurances « Le Chêne-Vie » et « Le Chêne-Risques Divers » et la reprise d'une activité « Dans un Jardin » (boutiques de cosmétiques).

#### ACTIVITÉ DES FILIALES

REDOUTE CATALOGUE, qui regroupe autour de la société principale de vente par catalogue les sociétés SNER (magasin), SOGEP (messageries de colis) et MOVITEX (vente par catalogue) a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de F 7 milliards (+ 7 %), un résultat courant consolidé de F 195,3 millions (+ 4,8 %) et un bénéfice net de F 89,1 millions (- 2,4 % par suite de l'impôt sur les sociétés applicable pour la première fois à la SNER).

L'ensemble PRÉMAN, qui réunit plusieurs sociétés exploitant en France plus de 400 boutiques (PRÉMAN, PRÉNATAL, BALLOON, TILL et JULIE AMBRE), enregistre un chiffre d'affaires de F 767,4 millions (+ 5,2 %). Le résultat courant avant impôt se monte à F 26,3 millions (+ 54 %), le bénéfice net à F 19,6 millions (+ 14,4 %).

La SIAD, dont le siège est en Italie, exploite 211 boutiques PRÉNATAL et 32 boutiques RAGAZZERIA en Autriche, Allemagne, Espagne et Italie. Le chiffre d'affaires de 1984 atteint 161 milliards de lires et le bénéfice net consolidé 2,1 milliards de lires.

VESTRO société de distribution en Italie, a réalisé un chiffre d'affaires de 141 milliards de lires (+ 7,3 %). Le résultat de l'exercice s'inscrit en perte de 200 millions de lires (contre un profit de 533 millions de lires en 1984). Les conditions climatiques ont gravement pénalisé les ventes.

Les Editions ROMBALDI ont enregistré un chiffre d'affaires de F 238 millions (- 28 %). La vente par correspondance est en progression, tandis que la vente par représentants est en sensible régression sur l'exercice précédent. Le déficit net de l'exercice ressort à F 17 millions.

FINAREF a fortement développé son activité de financement. Le bénéfice net atteint F 25,8 millions (+ 29 %). En juin 1985, une nouvelle émission d'obligations portant sur F 200 millions donne à FINAREF des moyens accrus pour ses expansions.

#### LA REDOUTE S.A.

Le résultat courant avant impôt s'élève à F 88,9 millions. Le bénéfice net atteint F 63,9 millions (contre F 62,4 millions) et correspond aux activités suivantes :

— Locations d'immeubles : F 44,6 millions ;  
— Services et conseils aux filiales : F 49,4 millions ;  
— Revenus de prêts et de placements : F 19,3 millions ;  
— Rattachement de dividendes : F 70,1 millions.

#### DIVIDENDE

L'assemblée a fixé le dividende à F 44,00 par action (contre F 42,00) assorti d'un avoir fiscal de F 22,00. Compte tenu de l'acompte de F 20,00 versé le 10 juin, le solde, soit F 24,00, sera payé le 29 novembre prochain. La distribution globale augmente de 5 %.

#### PERSPECTIVES 1985

L'exercice a débuté dans des conditions favorables : au 1er trimestre, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à F 2.743 millions, soit + 18,1 % à données comparables sur la même période de l'an dernier.

La progression des ventes devrait être sensiblement plus forte que celle de l'exercice écoulé. Une amélioration du bénéfice consolidé par rapport à celui des ventes est prévisible.

L'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue à l'issue de l'assemblée ordinaire, a décidé le retour à la formule de conseil d'administration et président directeur-général comme mode d'administration de LA REDOUTE S.A. au lieu de la formule actuelle de conseil de surveillance. Si celle-ci a donné pleinement satisfaction pendant ces quatre dernières années, elle comporte des aspects de lourdeur de fonctionnement qui pourraient se révéler des inconvénients sur une trop longue période.

Elle a, par ailleurs, autorisé le conseil d'administration à émettre des obligations convertibles en actions pour un montant maximum de 200 millions de F.

Conformément aux décisions prises par le conseil d'administration qui s'est tenu le 25 juillet à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire, les structures d'administration et de direction de la société se présentent désormais de la façon suivante :

**Conseil d'administration :**  
Henri Pollet  
président d'honneur  
Joseph Pollet  
vice-président  
Patrick Pollet  
président-directeur général

Pierre Bazy  
Daniel Hux  
Claude Janssen  
Jean Pollet  
Francis Pollet  
Francis-Charles Pollet  
Philippe Pollet

**Direction générale :**  
Patrick Pollet  
président-directeur général  
Francis Pollet  
directeur général  
Jean-Claude Sarazin  
directeur général

**Comité stratégique :**  
Jean Pollet  
président  
Patrick Pollet  
Francis Pollet  
Jean-Claude Sarazin

#### CUY DEGRENNES

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes des six premiers mois de l'exercice 1985 s'est élevé à 176.063.174 F, soit 15 % de progression par rapport à la même période de l'an passé.

Les ventes de la société Cuy Degrennes sont en augmentation de 14 %, les exportations progressent quant à elles de 45 %. Les résultats prévisibles à ce jour devraient être en augmentation de l'ordre de 20 %.

Les perspectives pour le deuxième semestre 1985 sont bonnes, ce qui devrait assurer le maintien, voire l'amélioration, des tendances observées durant le premier semestre.

#### SFI

société française d'investissement en France et à l'étranger

société d'investissement à capital variable

Situation au 28 juin 1985

Valeurs françaises	40 %
Valeurs étrangères	43 %
Liquidités	8 %
Valeur liquidative	453,84 F
Rappel du dividende attribué en 1985	22,50 F
Rappel de la valeur liquidative au 28/12/84	438,81 F
Etablissements placés	
Caisse des dépôts	
Charge Ferri/Gorme S.A.	

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
246-72-23, poste 2412

#### BANQUE INDOSUEZ

La Société Française d'Accession à la Propriété SOFAP, filiale de l'Immobilière Constructions de Paris, et la Banque Indosuez, ont décidé la création en commun d'une société destinée à développer les résidences de tourisme, notamment dans le secteur de la para-touristique urbaine. Cette société proposera des séjours de durée variable compris entre le week-end et l'année.

Cette société, dont le capital a été fixé à 1.000.000 de francs, et qui sera répartie à raison de :

60 % pour la SOFAP ;

40 % pour la Société de Gestion et de Placements Immobiliers SOGEP, filiale de la Banque Indosuez, et pour raison sociale SODER-TOUR.

La marque de la chaîne qu'elle entend développer est CITADINES, résidences à la carte.

La première opération sera ouverte dès le mois d'août 1985 à Aix-en-Provence et comprendra vingt-dix unités. Deux autres projets sont en cours à Paris. Deux projets sont en attente d'autorisations administratives à Marseille et à Nice.

Les ambitions, dans l'immédiat, sont l'ouverture de résidences dans les métropoles régionales et les capitales européennes, en fonction des opportunités foncières.

Le président-directeur général sera M. André ANTOLINI, le directeur général M. Jacques PANCERA.



	Premier semestre 1984	Premier semestre 1985
Nouveaux engagements de crédit-bail financier (H.T.)	40 MF	50,6 MF
Chiffre d'affaires (redevances et loyers H.T.)	123,4 MF	138,3 MF
Charges d'exploitation, amortissements et provisions	80,3 MF	89,2 MF
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>43,1 MF</b>	<b>49,1 MF</b>
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>40,9 MF</b>	<b>40,8 MF</b>

C'est l'évolution du résultat d'exploitation qui traduit l'activité réelle de la société puisque le bénéfice net est influencé par des produits et charges exceptionnels. Sauf événements imprévus, le résultat de l'exercice devrait permettre de poursuivre une progression de la distribution.

مكتبة جامعة القاهرة







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. SOCIALISME : « Une vision religieuse », par Bernard Poincaré ; « La troisième gauche », par J.-P. Garnier et Louis Janover.  
- LU : Mémoires salées, d'Olivier de Kersauson.

### ÉTRANGER

3. Après le coup d'État en Ouganda.  
4. EUROPE  
4. DIPLOMATIE  
4. PROCHE-ORIENT  
- ISRAËL : les trois jours Palestiniens auraient été « de leur propre initiative ».  
5. AMÉRIQUES  
- PÉROU : l'investiture du nouveau président Alan García.

### POLITIQUE

6. Les difficultés du pouvoir outre-mer.

### SOCIÉTÉ

7. LA CONFÉRENCE DE NAIROBI  
8. SCIENCES

### SPORTS

9. ATHLÉTISME : les barrières qu'on abat.  
- FOOTBALL : le nouveau PSG est arrivé.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

11. ALGÉRIE : le retour à la terre.  
11-12. L'absentisme toujours présent.  
13. La chronique de Paul Fata.

### CULTURE

14. FESTIVALS : Boris Godounov, à Orange ; Don Juan, à Sète ; Rock, à Athènes.  
- CINÉMA : la mort de Michel Audiard.  
16. COMMUNICATION : « Voyage dans la télévision américaine » (1), par Jean-François Lacroix.

### ÉCONOMIE

20. SOCIAL : un entretien avec M. Bergeron.  
21. AFFAIRES : la fièvre « cuir » en France.

**RADIO-TÉLÉVISION (16)**  
**INFORMATIONS**  
**« SERVICES » (10) :**  
Admissions aux grandes écoles ; « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (17 à 20) ; Carret (8) ; Légion d'honneur (8) ; Programmes des spectacles (15).

**Rémy**  
ANNIVERSAIRE  
LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ  
du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août

BIBLIOTHÈQUES, Merisier, Chêne Louis XV, XVI, Directoire, L. Philippe  
LE MEUBLE REGIONAL RUSTIQUE  
Noyer de France, Chêne, Merisier  
SALONS CURR ET STYLE  
SALLES À MANGER ET CHAMBRES  
tous styles, toutes essences de bois.  
Tout est réalisé d'après des documents  
anciens en toutes dimensions  
dans les laques et patines anciennes  
et toujours

une divanette  
collection de lits de repos

... de commodités  
et de sécurité.  
OUVERT EN AOÛT  
80-82, Fg St Antoine - 343.65.58

## A LA VEILLE DU DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACTE FINAL D'HELSINKI Des exilés baltes ont manifesté contre l'URSS dans la capitale finlandaise

Le dixième anniversaire de la signature, en 1975, de l'Acte final d'Helsinki, célébrant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, est célébré à partir du mardi 30 juillet dans la capitale finlandaise par des manifestations auxquelles assistent une trentaine de ministres des affaires étrangères, sur les trente-cinq pays participants (tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, agencés des États-Unis et du Canada).

La vedette de ces cérémonies sera M. Edouard Chevardnadze, nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, qui assistera à cette occasion, pour la première fois, les chefs des diplomates occidentaux, notamment M. Schultz, secrétaire d'État américain.

Stockholm. — « Soviet niet niet ! Lituanie da da ! » Pour la première fois depuis l'invasion de la Tchecoslovaquie en 1968, des slogans antissoviétiques ont retenti dimanche 28 juillet dans les rues d'Helsinki. Deux jours avant la réunion des ministres des affaires étrangères de trente-cinq pays et l'ouverture des cérémonies du dixième anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, quelques centaines d'exilés estoniens, lituaniens et lettons avaient tenu à organiser dans la capitale finlandaise cette manifestation qui mettrait fin à la « croisière de la paix et de la liberté », partie le 26 juillet de Stockholm à bord du *Baltic Star*.

Arrivé dans la matinée à Helsinki, le bateau n'avait été autorisé à accoster que dans une zone industrielle du port, à deux kilomètres environ du centre de la ville. En accord avec la police, le parcours de la manifestation fut légèrement modifié et écourté. Toutefois, les Baltes ont emprunté, comme ils le souhaitent, avec leurs drapeaux nationaux en tête du défilé, les principales artères de la capitale, avant de se recueillir devant le monument à la mémoire des trente-deux volontaires finlandais tombés en Estonie en 1919 au cours des combats contre les bolcheviks.

Le cortège a été suivi sur les trottoirs par de nombreux Finlandais. Beaucoup applaudissaient, certains pleuraient. Après la manifestation, qui s'est déroulée dans le calme, la police a appréhendé trois jeunes Lettons qui voulaient aller manifester devant l'ambassade d'URSS. Les

### De notre envoyé spécial

étrangers n'ayant pas le droit de manifester en Finlande, le défilé avait été officiellement organisé par un conseiller municipal d'Helsinki.

La croisière du *Baltic Star* et cette manifestation digne, mais résolument anti-soviétique ont sans doute donné des soucis au gouvernement finlandais, bien que le ministère des affaires étrangères et la police aient toujours expliqué, ces derniers semaines, qu'il n'y avait aucun problème « si les participants suivaient et respectaient la législation du pays ». Le dissident soviétique Vladimir Boukovski, qui prenait part au cortège, a d'ailleurs obtenu son visa en un temps record.

Moscou et Helsinki sont liés par un pacte d'amitié et d'assistance stipulant notamment que la Finlande doit combattre toutes les formes d'antisoviétisme. Le problème était donc délicat. Il a donné lieu à un débat presque quotidien dans la presse locale, où les avis étaient très partagés. Si le gouvernement avait interdit les manifestations des exilés baltes, annoncées voici plus de deux mois, il n'est pas exclu que certains pays occidentaux aient décidé de boycotter les cérémonies du dixième anniversaire de l'Acte final de la CSCE. Selon les observateurs politiques à Helsinki, le gouvernement finlandais a probablement fait d'abord et habilement comprendre à Moscou que la réunion des ministres des affaires étrangères de trente-cinq pays ne pouvait avoir lieu que si les manifestations baltes étaient autorisées. Des contacts informels ont sans doute eu lieu entre la Finlande et l'URSS, à ce

Plusieurs manifestations en faveur des droits de l'homme dans les pays de l'Est ont eu lieu à la veille de cet anniversaire. L'église protestante de RDA a publié, dimanche 28 juillet, une déclaration affirmant que « les possibilités de rencontrer entre les habitants des deux États allemands ne doivent pas rester plus longtemps en deçà » des pratiques en vigueur dans le reste du monde, et appelant les gouvernements de Bonn et de Berlin-Est à « tout faire » en faveur de la paix, notamment à « étudier soigneusement » les propositions de création d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe centrale. La manifestation la plus nouvelle a été cependant celle à laquelle se sont livrés dans la capitale finlandaise elle-même des exilés baltes.

sujet, car si l'agence Tass et les commentateurs soviétiques ont sévèrement condamné les organisateurs de cette croisière et les associations d'exilés baltes, ils n'ont pas critiqué du tout l'attitude des autorités finlandaises.

### « Conspiration du silence »

Selon les organisateurs, cette croisière « pour la paix et la liberté » a permis de vaincre une sorte de « conspiration du silence » et d'attirer de nouveau l'attention sur l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie, ces trois États baltes annexés et occupés d'abord par l'armée rouge en juin 1940, quelques mois après la signature du pacte germano-soviétique, puis par les Allemands et enfin récupérés par les Soviétiques à l'automne 1944. Plus de 270 000 Baltes ont alors fui à l'étranger et des dizaines de milliers ont été déportés. L'incorporation des trois pays à l'URSS n'a été reconnue officiellement que par deux États : la Suède et la Nouvelle-Zélande. Au cours des dernières années, se sont déroulés à bord du *Baltic Star* pendant la croisière et lors du « tribunal » convoqué les 25 et 26 juillet à Copenhague par les associations d'exilés, la politique de « russification » et de militarisation menée systématiquement par le régime soviétique dans les trois pays a été dénoncée. Aujourd'hui, 64 % seulement des habitants de l'Estonie sont des Estoniens, 54 % des habitants de la Lettonie sont des Lettons, et c'est la langue russe qui domine à présent à Tallinn et à Riga, les capitales des deux Républiques. « Nous ne pensons pas que la paix et la stabilité soient possibles en Europe tant que les pays baltes n'auront pas retrouvé leur indépendance », a déclaré Vladimir Boukovski, auteur d'une courte intervention à Helsinki.

ALAIN DEBOVE.

## L'IRAK RENONCE À ACCUEILLIR LE HUITIÈME SOMMET DES PAYS NON ALIGNÉS

Bagdad (Reuters, AFP). — L'Irak a officiellement annoncé, dimanche 28 juillet, qu'il ne serait pas en mesure d'accueillir le huitième sommet du mouvement des pays non alignés prévu pour l'année prochaine, en raison des conditions actuelles dans la région (allusion à la guerre avec l'Iran). Le porte-parole du ministère libanais des affaires étrangères a fait allusion à l'opposition que rencontrerait de la part de certains pays l'insistance de l'Irak à accueillir le sommet et indiqué que la décision de Bagdad était dictée par le souci de sauvegarder l'unité du mouvement.

L'Irak devait déjà accueillir le sommet du mouvement des pays non alignés en septembre 1982, mais, du fait de la guerre du Golfe, la réunion avait eu lieu en mars 1983 à New-Delhi. Le lien du prochain sommet sera fixé par les ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui se réuniront à Luanda (Angola) en septembre prochain.

Le pays hôte du sommet est appelé à présider le mouvement pendant trois ans.

Sur  
**CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

LUNDI 29 JUILLET  
« le Monde »  
reçoit  
Deux architectes  
« toniques »  
avec  
PHILIPPE BOUCHER

MARDI 30 JUILLET  
ALEXANDRE MOUNBARIS  
représentant du Congrès  
national africain à Paris

## Aux États-Unis

## « J'ai eu un cancer, je ne l'ai plus » déclare M. Reagan à « Time »

J'avais un cancer. Je n'en ai plus. C'est en substance ce qu'a déclaré au magazine américain *Time*, paru cette semaine, le président Reagan dans sa dernière interview depuis son opération du côlon, le 13 juillet, à l'hôpital naval de Bethesda. Faisant preuve de son optimisme habituel, M. Reagan a indiqué au journaliste qui l'interrogeait, l'éditorialiste Hugh Downs, qu'il était « absolument persuadé » en entrant à la clinique qu'il en sortirait le lendemain. Les examens médicaux auxquels il était soumis ayant révélé l'existence d'une tumeur cancéreuse, a-t-il dit, la décision d'opérer fut prise sur le champ par les médecins.

« Le chirurgien est un peu étonné d'avoir dit que j'ai le cancer. Il m'a lui-même dit que l'opération adéquate serait de dire que j'avais eu le cancer », a affirmé M. Reagan, qui a précisé : « Maintenant cela a été enlevé avec les tissus environnants. Il n'y a pas eu de dissémination. Je suis donc

quelqu'un qui n'a pas le cancer. Mais, comme n'importe qui, je suis vulnérable. Aussi bien, pendant quelque temps, je serai soumis à un suivi médical pour voir s'il n'y a pas de réapparition de la tumeur ou quelque chose de ce genre ».

M. Reagan a énergiquement rejeté l'idée que cette maladie pouvait affecter son travail à la présidence, même s'il a reconnu que sa femme, à qui il a rendu hommage pour son courage, veillait à ce qu'il ne soit pas « surchargé ».

Interrogé sur la remise éventuelle des pouvoirs au vice-président, M. George Bush, au cas où sa maladie réapparaîtrait, M. Reagan a répondu : « Je ne prévois rien de ce genre », mais il a ajouté : « Si jamais je me trouvais dans l'incapacité physique de remplir mes fonctions, je serais le premier à le dire et à céder la place ».

## En République sud-africaine

## M. «Pik» Botha tient pour « nulle et non avenue » la résolution du Conseil de sécurité

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. «Pik» Botha, a rejeté, samedi 27 juillet, comme « nulle et non avenue » la résolution adoptée à la veille par le Conseil de sécurité des Nations unies préconisant des sanctions économiques volontaires contre l'Afrique du Sud. Cette résolution, a-t-il estimé, n'est pas valable car l'Afrique du Sud « ne menace pas la paix ».

A ses yeux, en revanche, le texte adopté « menace la stabilité économique et le progrès de toute l'Afrique ». « Si cette décision était appliquée par tous les pays, a-t-il ajouté, ce qui ne sera pas le cas, elle aurait de sérieuses conséquences pour les pays voisins de l'Afrique du Sud ».

Pour M. Botha, le vote en faveur de la résolution présentée par la France est l'œuvre d'« éléments radicaux ». Les Français, a-t-il souligné, « apprendront que lorsqu'on joue avec le feu on se brûle parfois les doigts ».

Le ministre des affaires étrangères a précisé que la décision prise par Paris de suspendre tout nouvel investissement en Afrique du Sud signifiait la « perte de marché » pour la France et la mise au chômage d'ouvriers français.

A Bonn, le chancelier Helmut Kohl a indiqué, dimanche 28 juillet, que l'Allemagne fédérale ne suivra pas Paris en ce qui concerne des sanctions économiques et le rappel de son ambassadeur en Afrique du Sud. « Nous ne ferons certainement pas ce qu'on fait nos amis Français », a-t-il indiqué, ajoutant notamment : « Les ministres des affaires étrangères des Dix ont adopté un texte lors de leur dernière réunion à Bruxelles. Je considère la position adoptée comme juste, et je m'y tiendrai ».

En Afrique du Sud, l'évêque Desmond Tutu s'est déclaré prêt à rencontrer le président Botha. La presse sud-africaine du week-end estime que la rencontre pourrait avoir lieu cette semaine. Un policier noir a été tué à New-Brighton, près de Port-Elizabeth, durant le week-end. Mille cent cinquante-six personnes ont été arrêtées depuis l'instauration de l'état d'urgence, selon le dernier bilan connu. (AFP, Reuters, AP, UPL)

## UN VICE-AMIRAL EST ASSASSINÉ À MADRID

Madrid (AFP, UPL). — Le vice-amiral Fausto Escigas, directeur général de la politique de défense au ministère de la Défense, a été assassiné, lundi 29 juillet, dans le centre de Madrid.

Selon des témoins, peu après 8 h 30, une voiture a barré la route du véhicule occupé par le vice-amiral. Un jeune homme est descendu et a fait feu sur le militaire, qui est décédé peu après. Le conducteur a été grièvement blessé.

## Au Brésil

### MEURTRE EN DIRECT...

Rio-de-Janeiro (AFP, AP, UPL). — Un commissaire de police, M. Roberto Abade da Costa, a été assassiné par des coups de revolver, le samedi 27 juillet, au beau milieu d'une émission de télévision retransmise en direct, près de Belem, dans le nord du Brésil.

Le commissaire participait à une émission d'information de la chaîne locale Bandeirantes, dans laquelle il accusait un conseiller municipal, M. João Chamao, du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) d'être compromis dans un vol de voiture. Des témoins ont pu voir tout à coup deux hommes armés qui avaient pénétré dans le studio faire feu à deux reprises sur le commissaire, qui s'est écroulé dans une mare de sang. Les agresseurs se sont ensuite enfuis sans être inquiétés.

Après une interruption d'un quart d'heure, le programme a repris l'annonce, dans un flash spécial, de l'assassinat du commissaire Abade da Costa.

Le Monde Infos Spectacles  
sur Minitel  
615.91.77 + 15.1M

Le numéro de « Monde »  
daté 28-29 juillet 1985  
a été tiré à 402 833 exemplaires

A B C D E F G H